

# L'Observateur<sup>ocde</sup>

N° 255 Mai 2006

[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

S'attaquer au déficit américain  
Affaires chinoises  
Stratégies pour l'emploi : quelles leçons ?  
Un monde de villes  
Plan B pour le monde ?

## Équilibrer la mondialisation

Forum de l'OCDE 2006

SICAIRE Marie Ange  
EXD OPS/IMSD  
B.P. 3  
BOULOGNE French



OCDE



ON MINISTÉRIELLE... RÉUNION MINISTÉRIELLE... RÉUNION MINISTÉRIELLE... RÉUNION MINISTÉRIELLE...



مؤسسة ميناء بجاية



ENTREPRISE  
PORTUAIRE  
DE BEJAIA



« Publicité

## Port de Béjaïa...

- ♦ Une gestion par terminal et une spécialisation des métiers
- ♦ Des moyens matériels neufs et une technologie de pointe
- ♦ Un système de management intégré (ISO 9001 et ISO 14001)



ISO 9001-2000

ISO 14001-2004

© 2006 Préal



13, avenue des Frères Amrani, PB 94 - 06000 Béjaïa  
Tél. : 034 21 18 07 / 08 / 93 - Fax : 034 20 14 88 - [www.portdebejaia.dz](http://www.portdebejaia.dz) - email : [portbj@portdebejaia.dz](mailto:portbj@portdebejaia.dz)



# Sommaire



N° 255 MAI 2006 SPÉCIAL FORUM/MINISTÉRIELLE

## COURRIER DES LECTEURS

- 2 Eau virtuelle et pragmatisme ;  
Dilemme naturel ; En couverture

## ÉDITORIAL

- 3 Des réformes pour la croissance et  
la prospérité  
*Kostas Karamanlis, Premier ministre de  
Grèce*

## COMMENTAIRES

- 4 Entretien avec Donald J. Johnston  
6 Les réformes structurelles en Europe  
*Jean-Claude Trichet, Président de la  
Banque centrale européenne*

## EN BREF

- 8 Tête-à-tête ; Hausse de l'inflation ;  
Espagne : halte à la corruption ;  
Chômage stable ; Diminution  
du coin fiscal ; L'aide culmine à  
100 milliards de dollars ; Nouvelle  
approche des pensions ; Alerte au  
spam ; Best of

## ÉCONOMIE

- 11 Allemagne : Retour en force ?  
*Eckhard Würzel*  
13 Performances grecques  
14 Balance courante américaine :  
S'attaquer au déficit  
*Peter Jarrett*

## SOCIÉTÉ

- 18 Stratégies pour l'emploi : Les  
solutions efficaces  
*Sveinbjörn Blöndal et Raymond Torres*  
20 Les travailleurs comptent  
*John J. Sweeney, AFL-CIO*  
21 Fossé racial ?  
22 Enseignement supérieur : S'adapter  
aux mutations  
*Barbara Ischinger*  
24 Universités et responsabilité sociale  
*Richard Descoings, Sciences Po*  
26 Capital savoir  
*Dara Duguay, Citigroup*



Conseil des ministres, page 3 et 48



Déficit américain, page 14



Stratégies pour l'emploi, page 18



Chine, page 35

## DÉVELOPPEMENT

- 29 Comment faire fonctionner les  
partenariats  
*Dan Runde, USAID*  
32 Le nouveau pragmatisme de  
l'Amérique latine  
*Javier Santiso*  
34 Horizons africains

## ÉCHANGES & INVESTISSEMENTS

- 35 Affaires chinoises, entretien  
*Joerg Wuttke, Chambre de commerce  
européenne en Chine*  
37 Résister au protectionnisme  
*Thomas R. Vant, BIAC*

## VILLES & RESSOURCES

- 39 Un monde de villes  
*Mario Pezzini*  
40 Débit croissant  
43 Repenser notre avenir économique  
*Lester Brown, Earth Policy Institute*

## OCDE.ORG

- 46 Assurer la prospérité : Réunion  
ministérielle du Conseil ; Équilibrer  
la mondialisation : Forum de  
l'OCDE  
47 Tchernobyl, 20 ans après ; Forum de  
l'espace ; Action entrepreneuriale ;  
Nouveaux ambassadeurs  
48 Calendrier

## LIVRES

- 50 Roulette russe ; Repenser l'éducation  
51 Destin européen  
*Charles Jenkins, EIU*  
*Frankie.org*  
52 Nouvelles publications  
56 Droits devant  
**BON DE COMMANDE**

## BANQUE DE DONNÉES

- 57-60 Déchets en expansion ; Mauvais  
diagnostic ; Propriété en hausse ;  
Éloge des loisirs  
58-59 Indicateurs économiques



# L'Observateur<sup>ocde</sup>

www.observateurocde.org  
© OCDE 2006

Abonnement 2006 :  
€57 – US\$68 – £37 – ¥7 400  
ISSN 0304-3390  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66  
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962  
Le magazine de l'Organisation de coopération  
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE  
2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.ocde.org

Publié en français et en anglais  
par l'OCDE et  
Pressgroup Holdings Europe SA  
San Vicente, 16-6-1  
46002 Valencia, Espagne  
Tél. : +34 96 303 1000  
Fax : +34 96 303 1234  
hp@pressgroup.net

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke  
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE :  
Ileana Epszajn  
RÉDACTRICE STATISTIQUES :  
Eileen Capponi  
ASSISTANTS :  
Joan Tassy, Loïc Verdier  
ILLUSTRATIONS : André Faber,  
David Rooney, Stik  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :  
Silvia Thompson  
MARKETING : Toby Green

Pressgroup :  
ÉDITEUR : Angus McGovern  
RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ :  
Liam Murray

Les demandes de reproduction ou de  
traduction totales ou partielles des articles de  
l'Observateur de l'OCDE doivent être adressées  
au chef des éditions de l'OCDE :  
2 rue André-Pascal,  
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de  
leurs auteurs et non pas nécessairement  
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être  
accompagnés de la mention « Reproduit (ou  
traduit) de l'Observateur de l'OCDE » et de la  
date du numéro. Les articles signés ne  
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec  
leur signature. Deux exemplaires significatifs  
doivent être envoyés au rédacteur en chef.  
Toute correspondance doit être adressée au  
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue  
de rendre les manuscrits non sollicités.



## Eau virtuelle et pragmatisme

Dans votre article « Solution virtuelle » (n° 254, mars 2006), vous écrivez que « toute politique efficace pour une bonne gestion des ressources limitées en eau doit se fonder sur les prix ». Certes, si l'on augmente le prix de l'eau pour mieux refléter sa rareté, certaines cultures peu rentables et grosses consommatrices d'eau deviendraient peu compétitives dans les pays arides, et leur importation serait alors plus intéressante. Cet argument est imparable. Toutefois, si l'on veut qu'elles soient efficaces et adoptées par les pouvoirs publics, les politiques de l'eau doivent aussi prendre en compte des facteurs autres que les prix et la rareté de l'eau.

Trois éléments essentiels comptent : la valeur des cultures en termes d'emploi ; la possibilité de construire une économie utilisant l'eau de manière efficace, pouvant générer les devises nécessaires aux importations et à la reconversion des agriculteurs pour qui il n'est plus rentable de cultiver des plantes exigeantes en eau ; la capacité des groupes qui bénéficient des activités exigeantes en eau d'influencer l'action publique.

Les pays où l'eau manque sont aussi souvent ceux qui manquent de capitaux et ont une main-d'œuvre abondante. Certaines cultures exigeantes en eau nécessitent également de nombreux travailleurs et il serait peut-être plus sage de réduire la production des marchandises dont le rapport main d'œuvre/consommation d'eau est faible que de fixer le prix de l'eau sans se préoccuper de son utilisation finale. Parallèlement, il faut encourager les activités économes en eau. À défaut, le chômage pourrait s'aggraver et la stabilité politique en pâtir, ce qui

explique l'hésitation de certains gouvernements à augmenter les prix de l'eau.

La solution virtuelle se justifie au niveau macro-économique, mais privilégier des productions moins exigeantes en eau suppose des coûts d'adaptation et comporte des risques pour les personnes et pour les entreprises. Ceux qui bénéficient des activités exigeantes en eau s'opposent vraisemblablement à une stratégie fondée sur le commerce de l'eau virtuelle. La capacité des États à réorienter la production vers des activités plus économes en eau dépendra de l'influence politique des groupes qui se disputent des ressources hydriques limitées, ainsi que de la capacité des États à offrir les incitations nécessaires. Lorsque les acteurs qui bénéficient des activités exigeantes en eau (essentiellement les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires) peuvent influencer les politiques de l'eau, l'État ne pourra adopter une stratégie de commerce d'eau virtuelle que s'il est capable de limiter autant que possible leurs pertes (en fournissant par exemple des emplois et des débouchés dans d'autres secteurs).

Katherine Cinq-Mars  
McGill University  
Canada

## Dilemme naturel

Il semble très difficile de concilier la préservation de l'environnement et les impératifs du développement dans un pays en développement comme le mien. Nous savons que l'homme tire son bien-être de la biosphère, et pour nous développer nous sommes obligés d'utiliser nos ressources, notamment naturelles.

Voici un exemple montrant la difficulté qu'éprouve notre population à préserver la nature. Jadis, près du parc de Virunga, on a interdit aux populations

indigènes de couper le bois de chauffage, pour préserver ce patrimoine « international ». De ce fait, le prix d'un sac de charbon de bois a bondi, passant de 5 à 20 USD. Sachant que le revenu par habitant est d'environ 1 dollar par jour, vous pouvez imaginer la situation.

Loin de moi la pensée de ne pas préserver notre écosystème. Toutefois, il serait bon qu'avant de prendre leurs décisions, nos autorités nationales – en accord avec la communauté internationale – tiennent compte des conséquences qu'elles peuvent avoir sur la population. Par exemple, on pourrait envisager la construction de barrages électriques et la distribution quasi-gratuite de cette électricité aux indigènes. Voilà peut-être un moyen plus à même d'aider cette population pauvre à se développer.

## Japhet Mbali Saga

Étudiant en sciences économiques  
Lubumbashi, République  
Démocratique du Congo

## En couverture

### Équilibrer la mondialisation

L'Observateur de l'OCDE  
Photo : Anthony Pardines

Équilibrer la mondialisation est le thème central du Forum de l'OCDE, les 22 et 23 mai 2006. La mondialisation apporte de nombreux bénéfices, mais elle est minée par des déséquilibres dans l'accès aux capitaux et aux ressources naturelles, la santé, le savoir et l'éducation. De bonnes mesures sont vitales, et elles ne doivent pas être amoindries par les intérêts politiques ou autres. La mondialisation est une force puissante, mais également fragile. Pour être couronnée de succès, elle nécessite un dialogue entre tous les acteurs.





# Des réformes pour la croissance et la prospérité

Kostas Karamanlis, Premier ministre de Grèce et président de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2006



Gouvernement grec

La Réunion du Conseil au niveau des ministres (RCM) et le Forum de l'OCDE sont de grandes occasions pour les pays membres et les économies émergentes d'échanger leurs opinions sur les problèmes économiques internationaux, de mettre en commun des pratiques exemplaires et de débattre des priorités politiques. Cette année, notre thème central est « Assurer la prospérité », et nous mettrons l'accent sur le large éventail des réformes nécessaires pour que nos concitoyens profitent d'un monde sûr et florissant.

À la lumière des évolutions récentes de l'économie mondiale, je pense que nous devrions nous accorder sur l'action à mener. Plus que jamais, nous devons prendre des mesures qui assurent la stabilité et améliorent les performances économiques. **Nous devons promouvoir des réformes favorables à la croissance et à l'emploi au niveau national, et améliorer l'action des pouvoirs publics sur le plan international.** Il nous faut œuvrer ensemble pour renforcer la prospérité économique, lutter contre la pauvreté et promouvoir la cohésion sociale.

Ces dernières années, l'économie mondiale a connu une expansion rapide qui devrait se maintenir en 2006. La vigueur impressionnante de l'économie mondiale est surtout due à des conditions financières rassurantes et à un accroissement sans précédent des échanges et de l'intégration économique mondiale. Mais il reste des risques liés à l'ampleur des déséquilibres mondiaux et à l'insécurité grandissante des approvisionnements énergétiques. La stabilité des prix, remarquable depuis quelques années, peut être compromise par la récente flambée des prix du pétrole.

L'ampleur des déficits extérieurs de certains pays ainsi que les excédents de leurs partenaires commerciaux et des pays producteurs de pétrole menacent la stabilité économique, car ils ne sont pas viables à moyen terme. Des taux de change plus fidèles aux paramètres économiques fondamentaux pourraient contribuer à résoudre ce problème.

Il est dans notre intérêt mutuel d'examiner et de comprendre les causes des problèmes et de s'efforcer d'y répondre. **La coopération multilatérale et la coordination de l'action des pouvoirs publics sont nécessaires.** De grandes organisations comme l'OCDE peuvent servir de forum pour des discussions constructives et fructueuses entre tous les acteurs. Tout accord sur des principes d'action commune est particulièrement bienvenu.

Avec des prévisions de croissance aussi favorables qu'à l'heure actuelle, il est temps de procéder à des ajustements de politique. Dans l'Union européenne, le programme de réforme est défini par la Stratégie de Lisbonne, destinée à développer la croissance et à lutter contre le chômage et l'exclusion sociale dans le cadre d'un développement durable. Il faut également améliorer la résilience des économies. Les États membres se sont fixé comme objectif de faire de leur Union l'économie la plus compétitive du monde, une économie du savoir respectueuse des priorités environnementales. C'est notre vision commune.

Les priorités sont donc les suivantes : maintenir la rigueur budgétaire ; rendre le climat des affaires plus attrayant ; promouvoir la recherche, le

développement et l'innovation ; moderniser les marchés du travail ; veiller à une meilleure sécurité des approvisionnements en énergie tout en préservant l'environnement. Le tout en respectant les principes d'un modèle social auquel les citoyens européens sont profondément attachés.

Les réformes ne peuvent être appliquées que si elles s'appuient sur une analyse commune. Nous avons fait l'expérience de réformes difficiles à appliquer, notamment sur les marchés du travail où les bénéfices sont tardifs et semblent plus incertains. De même, il est difficile de trouver le bon moment et de réunir un consensus sur les réformes des régimes de retraite. De telles considérations aboutissent souvent à des réformes en demi-teinte, voire à leur annulation. Il serait intéressant de s'interroger sur la meilleure stratégie pour mettre en œuvre des réformes nécessaires et réunir un consensus social.

Pour réunir un consensus, il faut expliquer les problèmes, exposer précisément les solutions alternatives, et s'engager ensemble sur la voie à suivre. Le corps social doit s'approprier le programme de réformes. Les partenaires sociaux doivent travailler ensemble pour parvenir à des accords applicables. C'est de cette façon que la paix sociale peut être préservée. Les contraintes politiques liées aux réformes ne peuvent être évitées que par une coopération honnête et une confiance partagée permettant l'accumulation de ce « capital social » dont nous avons tant besoin.

Enfin, l'amplification des échanges peut mener à une nouvelle ère de prospérité mondiale. Les échanges et la mondialisation ne doivent pas être considérés comme une menace pour la sécurité de l'emploi, mais plutôt comme un défi sur la voie d'un monde plus prospère. On ne maintiendra pas le niveau de vie de nos sociétés en protégeant les emplois dans des secteurs non concurrentiels, mais en investissant dans le savoir, l'innovation et dans des systèmes de protection sociale bien définis. Les systèmes de formation, de reconversion et d'apprentissage continu ont également un rôle déterminant à jouer. On connaît plusieurs exemples de pays démontrant que des économies ouvertes et concurrentielles peuvent parvenir à la prospérité sans sacrifier leur cohésion sociale, notamment lorsqu'une aide à l'ajustement durant les phases de transition facilite l'introduction des réformes.

Les échanges et la compétitivité sont inextricablement liés et il est plus que jamais nécessaire de faire aboutir le Programme de Doha pour le développement. À cet effet, nous devons rester optimistes quant à la possibilité de conclure avec succès les négociations d'ici fin 2006. Il est possible d'obtenir un résultat équilibré et réaliste dans ce domaine. Cela stimulerait l'économie mondiale et procurerait des avantages à tous, mais surtout aux pays les plus pauvres de la planète.

C'est un honneur pour moi de présider la RCM cette année et je suis impatient d'assister à des discussions ouvertes et productives entre tous les participants. Notre ambition est de mieux comprendre les menaces qui pèsent sur la prospérité internationale et de parvenir à des solutions pour instaurer un monde meilleur ■

Voir [www.primeminister.gr](http://www.primeminister.gr).



# Entretien Donald J. Johnston

À la fin de la réunion du Conseil au niveau des ministres de 2006, Donald Johnston arrivera au terme de son second mandat de 5 ans en tant que quatrième secrétaire général de l'OCDE et passera formellement la main à Angel Gurría. Ce dernier a été nommé en novembre dernier par les pays membres de l'OCDE. Ancien avocat et ministre du gouvernement canadien, M. Johnston a succédé à Jean-Claude Paye en 1996. Peu avant la dernière réunion du Conseil, nous avons pu recueillir les réflexions du secrétaire général sortant sur ce qui s'est avéré être une période de grandes mutations de l'économie mondiale.

**L'Observateur de l'OCDE :** vous quittez votre poste en mai 2006, après deux mandats en tant que secrétaire général de l'OCDE. Quels souvenirs particuliers emporterez-vous ?

**Donald J. Johnston :** J'ai accumulé un si grand nombre de souvenirs merveilleux au cours de mes dix années passées à l'Organisation qu'il m'est impossible de choisir mon préféré. Par contre, il y a un souvenir particulier qui est inscrit à jamais dans ma mémoire et dont je pourrais dire qu'il est le plus pénible. Il s'agit des événements dramatiques du 11 septembre 2001.

Quand cela s'est produit, certains d'entre nous assistaient à une réunion. Caio Koch Weser, d'Allemagne, était mon voisin à table et m'a demandé si j'avais vu l'avion heurter la tour. CNN était projetée en direct dans l'entrée. Je me suis précipité, car la réunion commençait tout juste, pour apercevoir la fumée qui sortait de l'une des tours, et je suis revenu à la table de la réunion en pensant qu'il y avait eu un accident. Je me souvenais d'un avion militaire qui avait

heurté l'Empire State Building lorsque j'étais enfant. Nous étions bien loin d'imaginer à quel point les événements de ce bref moment de la matinée du 11 septembre 2001 allaient changer le cours de l'histoire.

**Que considérez vous comme la plus grande réussite de vos mandats ?**

Là encore, l'équipe de l'OCDE a connu tellement de succès durant ces dix années qu'il serait injuste de n'en sélectionner qu'un seul. Toutefois, je souhaiterais dire que l'ouverture de l'OCDE au

Russie, le Brésil, et je l'espère bientôt avec l'Inde, pays auquel nous allons consacrer pour la première fois une étude économique. De fait, nous avons établi des relations, dans le cadre de nos forums régionaux et mondiaux, avec plus de 70 économies non membres de l'OCDE.

Et je ne peux résister à dire que la rénovation du siège de l'OCDE à Paris constitue une réalisation majeure, car elle contribuera à améliorer l'environnement de travail et la productivité de l'organisation pendant de nombreuses années.

**Avez-vous des regrets ?**

Bien sûr, je suppose qu'il y a de nombreuses choses à regretter. Mais ce que je regrette le plus, c'est de ne pas avoir réussi à faire comprendre aux membres à quel point l'élargissement est nécessaire pour permettre à l'OCDE de jouer le rôle important qui doit être le sien et qu'elle est tout à fait apte à assumer, c'est-à-dire contribuer à orienter la

**Lorsque 18 % de la population détient 80 % des richesses mondiales, le progrès n'est pas viable dans le long terme.**

reste du monde durant la dernière décennie est une réussite majeure. Nous avons tissé un réseau de relations à l'échelle mondiale et mis en place d'importants programmes avec la Chine, la



mondialisation au profit de l'ensemble de l'humanité. Il lui faut pour cela renoncer à la conception d'une organisation composée d'un petit groupe exclusif de pays, dans laquelle l'OCDE est considérée comme un simple « laboratoire d'idées », et se tourner vers tous les grands acteurs de l'économie mondiale, pas uniquement dans le cadre d'activités d'ouverture, mais en les amenant à devenir membres de l'OCDE. Je n'ai même pas réussi à convaincre les membres d'envoyer une invitation à la Russie pour démarrer le processus d'adhésion, malgré le fait que ce pays a posé sa candidature en 1996 et que le Conseil était convenu que l'adhésion devait être un « objectif commun », que la Russie détient le plus grand nombre de statuts d'observateur auprès de nos comités et qu'elle est membre du G8 !

Pour de nombreuses personnes, la Russie, qui s'était engagée sur la voie de la démocratisation et de l'économie de marché, est revenue en arrière, et cela devrait la disqualifier et l'empêcher d'avancer sur la voie de l'adhésion. Je ne partage pas cette analyse. Ceux d'entre nous qui sont suffisamment âgés pour s'être rendus en Union soviétique peuvent constater à quel point la Russie a évolué, bien au-delà même de ce que j'aurais pu imaginer lors d'une visite officielle en URSS en 1983. Ne gâchons pas ce qui a été accompli, la Russie doit adhérer à l'OCDE, et le plus tôt sera le mieux.

**Vous avez écrit, dans un éditorial de *L'Observateur*, que l'OCDE devait évoluer, au risque de devenir « un fossile... un dinosaure que les générations futures regarderont, ébahies »\*. Pensez-vous que l'OCDE a enfin commencé à évoluer comme vous le souhaitiez ?**

L'évolution du programme de travail de l'organisation montre qu'elle n'est pas un « fossile ». Elle risque toutefois la marginalisation si les principaux acteurs internationaux ne s'engagent pas davantage. Sur les questions de fond, je suis convaincu que nous avons réussi à rester en avance. Nous sommes le leader mondial dans de nombreux domaines, notamment les technologies de l'information et de la communication, la santé et l'éducation. La création d'une nouvelle Direction a donné une nouvelle visibilité et un nouvel élan à ce secteur très important pour l'économie de la connaissance du 21<sup>ème</sup> siècle.

**Vous vous êtes fréquemment référé à un paradigme d'équilibre triangulaire entre les dimensions économique, sociale et de gouvernance de la politique. Comment voyez-vous l'état présent de ce paradigme ?**

Depuis mon arrivée, je soutiens que tout progrès sociétal dépend de l'équilibre de ce paradigme triangulaire. J'utilise la métaphore d'un funambule qui tient un bâton. Le funambule représente le gouvernement ; la croissance économique se trouve à l'une des

**L'OCDE doit aider les gouvernements à trouver l'équilibre. S'ils ne le trouvent pas, la solidité des démocraties est en danger.**

extrémités du bâton, et la cohésion sociale à l'autre. Imaginez-vous sur une corde, déséquilibré par votre bâton dont un côté est plus lourd que l'autre. Vous passerez votre temps à tenter de trouver l'équilibre, au pire vous tomberez. C'est la situation dans laquelle se trouvent un bon nombre de nos pays, et le monde. Lorsque 18 % de la population détient 80 % des richesses mondiales, le progrès n'est pas viable dans le long terme, peut-être pas même dans le moyen terme. C'est la situation dans les pays de l'OCDE.

Les écarts de richesse s'élargissent dans de nombreux pays, et je ne vois pas comment cela peut être viable. Dans le passé, ce genre de situations a fini en bouleversements sociaux, souvent violents, comme la Révolution française. L'une des premières tâches de l'OCDE est d'aider les gouvernements à trouver l'équilibre. S'ils ne le trouvent pas, la solidité des démocraties est en danger.

**Qu'est-ce qui vous manquera le plus, dans votre travail à l'OCDE ?**

Je garderai de précieux souvenirs de l'OCDE, avec les membres du personnel du secrétariat. Ils représentent une diversité passionnante de talents et de nationalités qui ont produit des travaux remarquables pendant mes mandats. Ils me manqueront, mais j'espère rester en contact avec de nombreux amis que je me suis faits ici, y compris avec certains qui ont déjà quitté l'Organisation et d'autres qui les suivront sous peu. Comme je l'ai dit dans mes vœux du

nouvel an en janvier dernier, ce que je lègue de plus précieux à mon successeur ne sera pas le nouveau site réaménagé, ni la richesse des archives de l'OCDE, mais les femmes et les hommes qui lui confèrent sa notoriété internationale.

**Quels conseils donneriez-vous à votre successeur, Angel Gurría ?**

Je ne pense pas qu'Angel Gurría ait besoin de mes conseils. Il consacre beaucoup de temps et d'efforts à se familiariser avec les travaux des comités et de leurs groupes de travail, la structure du secrétariat, le Conseil et les différents ambassadeurs, de sorte qu'il sera déjà complètement opérationnel fin mai. Quand on sait que l'OCDE est une organisation où les comités sont chargés de définir le programme de travail, et que le secrétariat doit attirer le personnel le plus compétent pour étayer leurs travaux, la conclusion est facile à tirer.

Dans l'immobilier, le secret est l'emplacement, l'emplacement, l'emplacement. Ici, le secret est un personnel de qualité, un personnel de qualité, un personnel de qualité. Je suis convaincu que M. Gurría fera un excellent secrétaire général. Son expérience et ses compétences, notamment linguistiques, en font un atout très précieux. Il est aussi doué d'un grand sens de l'humour. Et j'ai appris que l'humour est essentiel pour réussir à gérer une organisation multinationale aussi complexe, dont la structure de gouvernance est un curieux legs de l'histoire.

**Recommenceriez-vous ?**

Quel que soit l'intérêt d'un poste donné, la plupart des organisations ne peuvent que bénéficier de l'apport de sang neuf, d'idées et d'approches nouvelles et auraient tout intérêt à se débarrasser de préjugés et de parti pris. C'est pourquoi le moment est venu pour moi de passer à une nouvelle étape. ■

\* « Se mondialiser ou se fossiliser ! », *L'Observateur de l'OCDE* n° 219, décembre 1999.

Propos recueillis par Jill Ramsey, rédactrice en chef d'@tmosphère, le journal du personnel de l'OCDE, et Rory J. Clarke.

#### Références

- Pour les éditoriaux de Donald J. Johnston dans *L'Observateur de l'OCDE*, voir [www.observateurocde.org/donaldjohnston](http://www.observateurocde.org/donaldjohnston).
- Voir [www.oecd.org/secretairegeneral](http://www.oecd.org/secretairegeneral).



# Les réformes structurelles en Europe

Jean-Claude Trichet, Président de la Banque centrale européenne

Ces dernières années, la zone euro a enregistré des résultats économiques décevants. Entre 2000 et 2005, le revenu par habitant a progressé, en moyenne, de 1,3 % dans la zone euro, contre 1,9 % aux États-Unis durant la même période.

Ces évolutions contrastées s'expliquent principalement par les tendances divergentes en matière de croissance de la productivité horaire du travail entre la zone euro et les États-Unis. Dans la zone euro, celle-ci s'est accrue de 1,2 % en moyenne entre 2000 et 2004 (contre 2,4 % dans les années 1980 et 1,8 % dans les années 1990) alors qu'aux États-Unis, elle a progressé de 2,8 % sur la même période (contre 1,3 % dans les années 1980 et 1,5 % dans les années 1990). Ces disparités s'expliquent essentiellement par les écarts en matière de progrès technologiques et la diffusion de l'innovation.

Néanmoins, l'utilisation du facteur travail s'est légèrement améliorée dans la zone euro. Entre 2000 et 2004, elle a enregistré une progression annuelle moyenne de 0,2 %. Cette évolution est liée principalement à la hausse du taux d'emploi dans la zone euro, qui est passé de 61,5 % en 2000 à 63,6 % en 2005, ce qui correspond à la création de plus de onze millions d'emplois sur la période. Il convient de noter que la croissance de l'emploi dans la zone euro a résisté au ralentissement de l'activité économique observé au début de cette décennie. Toutefois, le taux d'emploi de la zone euro demeure faible par comparaison avec ceux enregistrés dans les autres pays. Comme le souligne l'OCDE, l'insuffisance des réformes structurelles en Europe est l'une des causes principales de l'écart de croissance économique entre la zone euro et les États-Unis.

Les réformes à entreprendre en priorité en Europe sont au nombre de quatre : il faut intégrer plus de personnes dans le circuit du travail, renforcer la concurrence, libérer le potentiel des entreprises et favoriser un environnement innovateur.

En tout premier lieu, il est nécessaire d'assurer le **bon fonctionnement des marchés du travail**. Des réformes orientées vers l'offre de travail, notamment une réforme des systèmes d'imposition et de prestations, doivent être mises en œuvre afin d'accroître les incitations au travail. Certaines mesures visant à permettre aux femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale, telles que la mise en place de structures d'accueil pour les enfants, peuvent également faire progresser les taux de participation. En outre, le recours à des modalités de travail souples comme l'emploi à temps partiel et l'emploi temporaire est de nature à renforcer les incitations à travailler. Afin de stimuler la demande de travail, il est nécessaire de favoriser la flexibilité des salaires et de s'attaquer aux rigidités du marché du travail.

**Le renforcement de la concurrence** constitue la deuxième condition indispensable à l'amélioration des résultats économiques. L'Europe doit intensifier les mesures visant à stimuler la concurrence sur les marchés de services afin d'obtenir une plus forte croissance de la productivité du travail et d'accroître le dynamisme de l'économie. À cet égard, la mise en place d'un marché intérieur des services constitueraient des avancées importantes.

Troisième condition indispensable pour obtenir une croissance plus soutenue dans la zone euro, il est nécessaire de **libérer le potentiel des entreprises** en créant un environnement économique propice à l'esprit d'entreprise et en réduisant les coûts administratifs imposés par le secteur public. Cette question revêt une importance capitale qui est de plus en plus reconnue et plusieurs initiatives lancées au niveau national ou de l'Union européenne visent à mettre en place une « meilleure réglementation ».

Quatrième condition préalable : pour exploiter entièrement le potentiel de productivité, les réformes des marchés du travail et des produits doivent s'accompagner de **politiques qui favorisent la diffusion de l'innovation**, prévoyant notamment un certain nombre de mesures visant à stimuler les investissements de recherche et développement. Afin d'optimiser l'efficacité de telles mesures, il est nécessaire d'engager parallèlement des efforts en vue d'améliorer le niveau de formation et les compétences de la main-d'œuvre de manière à ce que le capital humain s'adapte continuellement aux besoins du marché du travail.

Depuis le lancement de la stratégie de Lisbonne en 2000, des progrès en matière de réformes structurelles ont été réalisés dans certains domaines. Mais globalement, les réformes engagées sont insuffisantes et de nombreuses mesures restent à mettre en œuvre.

Dans ce contexte, l'examen à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne entrepris en 2005 a conduit à une relance du processus qui s'est traduite par un recentrage des priorités sur la croissance économique et l'emploi. À l'issue de cette évaluation, l'ensemble des pays de l'Union européenne ont élaboré des « programmes nationaux de réformes » qui exposent les réformes structurelles nécessaires pour la période 2005-2008. La mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur revêt une importance toute particulière pour les pays de la zone euro, en vue d'accroître la flexibilité des prix et des salaires, de renforcer la résistance de l'économie aux chocs, de favoriser l'ajustement structurel, d'augmenter la croissance potentielle, d'accélérer les créations d'emplois et de réduire les tensions sur les prix, facilitant ainsi la tâche de la politique monétaire unique.

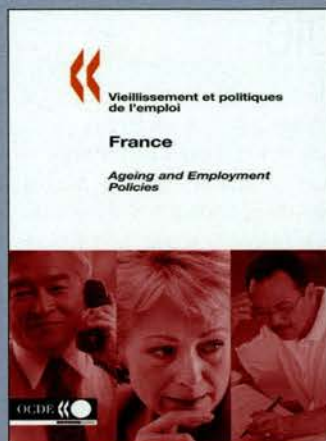
La politique monétaire de la BCE a également son rôle à jouer en soutenant la mise en œuvre des réformes structurelles. Une politique monétaire crédible axée sur le maintien de la stabilité des prix à moyen terme contribue à la stabilité de l'environnement économique. Un environnement macroéconomique stable permet de mieux discerner les domaines où les réformes sont nécessaires et rend plus perceptibles les avantages qui en découlent, contribuant ainsi à leur acceptation.

Dans l'ensemble, la stratégie économique de l'Europe est sur la bonne voie, et il existe un consensus sur les objectifs appropriés ainsi qu'un accord sur le cadre institutionnel à mettre en place. La prochaine étape décisive consiste à appliquer ce programme. Plus sa mise en œuvre sera rapide, plus l'activité économique, l'emploi et l'innovation en Europe pourront être portés rapidement à un niveau plus élevé. ■

## Références

- BCE (2006), « Competition, productivity and prices in the euro area services sector », ECB Occasional Paper Series. No.44.
- BCE (2005) « La stratégie de Lisbonne : bilan 5 ans après » Bulletin mensuel de la BCE, juillet.





mars 2005  
138 pages  
€24  
ISBN : 92-64-00886-1

### Viellissement et politiques de l'emploi Ageing and Employment Policies

#### FRANCE

Pour faire face au vieillissement rapide de la population, il est nécessaire de promouvoir de meilleures opportunités d'emploi pour les travailleurs âgés. On a déjà beaucoup fait état du besoin de réformer les régimes de pension de retraite et de préretraite. Pourtant, cela ne sera sans doute pas suffisant en soi pour relever significativement les taux d'emploi des plus âgés ni pour réduire le risque futur de pénurie de travailleurs. Les autorités publiques et les entreprises doivent sans tarder prendre des mesures pour adapter la fixation des salaires à une main-d'œuvre plus âgée, pour s'attaquer aux discriminations du fait de l'âge et pour améliorer les qualifications et les conditions de travail des travailleurs âgés. Un changement d'attitude s'impose aussi de la part des individus quant au travail à un âge plus tardif et à l'acquisition de nouvelles compétences.

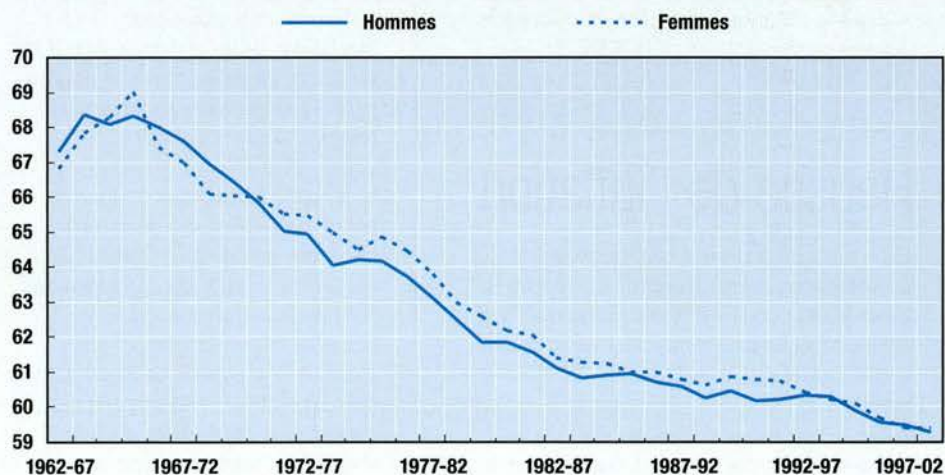
Douze rapports ont déjà été publiés dans la série Viellissement et politiques de l'emploi. Chaque rapport national fait le tour des principales barrières qui existent concernant l'emploi des travailleurs âgés, évalue la pertinence et l'efficacité des mesures existantes pour contrer ces barrières et présente une série de recommandations sur les politiques que les autorités publiques et les partenaires sociaux devraient mener.

#### CONTENU

##### Table des matières

- Chapitre 1 Les défis de l'avenir
- Chapitre 2 Les plus de 50 ans sur le marché du travail
- Chapitre 3 Protéger tout en incitant à travailler
- Chapitre 4 Lever les obstacles liés à la demande
- Chapitre 5 Promouvoir l'employabilité des travailleurs
- Chapitre 6 Cohérence et dilemmes des politiques

#### Âge effectif de retraite en France, 1962-2002



Source : Estimations de l'OCDE.





## Tête-à-tête

Le Secrétaire général Donald J. Johnston (à droite), converse avec son successeur Ángel Gurría, ancien ministre des Finances du Mexique, qui prendra le relais à la tête de l'organisation après la réunion ministérielle de 2006. M. Gurría sera le cinquième secrétaire général depuis la création de l'OCDE, en 1961. Le portrait qui figure en arrière-plan est celui de Robert Marjolin, le premier secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ancêtre de l'OCDE, créée en 1948. ■

## Hausse de l'inflation

Entre mars 2005 et mars 2006, les prix à la consommation ont augmenté de 2,6 % dans la zone OCDE, contre 2,8 % entre février 2005 et février 2006. L'augmentation mensuelle était de 0,4 % entre février et mars, contre 0,2 % entre janvier et février.

La hausse était principalement due aux prix de l'alimentation, en hausse de 1,4 % au cours des douze mois précédant mars, contre 1,8 % en février, et aux prix de l'énergie, en hausse de 12,7 % entre mars 2005 et mars 2006, contre 14,5 % pour février. ■

Voir [www.oecd.org/ctp/statistiques](http://www.oecd.org/ctp/statistiques).

## Espagne : halte à la corruption

Selon un nouveau rapport du Groupe de travail sur la corruption de l'OCDE, l'Espagne devrait rapidement modifier son droit afin que les sociétés puissent être considérées directement responsables de corruption d'agents publics étrangers et soient passibles de lourdes amendes.

Les principales recommandations encouragent l'Espagne à élargir l'éventail des sanctions applicables aux entreprises pour y introduire des amendes dissuasives, alourdir les sanctions visant la corruption d'agents publics étrangers en vue d'obtenir des décisions discrétionnaires favorables, élargir la définition de la corruption transnationale aux avantages non pécuniaires et améliorer les flux d'informations à destination des procureurs et juges sur d'éventuels actes de corruption transnationale.

Ce dernier rapport sur l'Espagne est le 24<sup>ème</sup> sur les 36 études de pays du groupe de travail, et fait partie des évaluations de la phase 2 sur l'application de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

Le rapport souligne aussi des aspects positifs de la lutte contre les actes de corruption transnationale commis par des entreprises ou personnes espagnoles, notamment la récente décision de l'Espagne d'attribuer à son service spécialisé de répression de la corruption des responsabilités plus larges en matière d'enquêtes et de poursuites dans les affaires de corruption transnationale. L'Espagne a récemment amélioré sa loi relative à la confiscation des actifs, dont ceux qui sont liés à la corruption transnationale. ■

Pour plus d'information sur les examens de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, voir [www.oecd.org/corruption-fr](http://www.oecd.org/corruption-fr).

## Chômage stable

Le taux de chômage dans la zone OCDE est resté stable à 6,3 % en février, inférieur de 0,5 % à celui de l'année précédente. Le taux de chômage dans la zone euro, inférieur de 0,6 % à celui de l'année précédente, a baissé de 0,1 % en février pour atteindre 8,2 %. ■

Pour plus de détails, voir [www.oecd.org/statistics/data](http://www.oecd.org/statistics/data).

## Disminution du coin fiscal

Il y a une différence entre le revenu net des employés, allocations sociales comprises, et le coût total du travail pour l'employeur. Cette différence est appelée le coin fiscal, et son ampleur a récemment diminué dans la plupart des pays de l'OCDE. Selon la dernière édition des *Impôts sur les salaires*, cette tendance reflète en partie des baisses d'impôts, à un moment où les gouvernements luttent contre le chômage. Ces baisses ont été limitées par la nécessité de contenir les budgets, mais le coin fiscal moyen pour les célibataires sans enfants disposant d'un salaire moyen dans l'industrie et les services a néanmoins baissé, de 37,9 % en 2000 à 37,3 % en 2005.

Selon *Les impôts sur les salaires*, les niveaux les plus hauts pour un célibataire gagnant un revenu moyen se trouvent en Belgique, en Allemagne et en Hongrie, et les plus bas en Corée, au Mexique et en Nouvelle-Zélande. Pour un couple marié à revenus moyens avec deux enfants, dont seul l'un des adultes travaille, les coins fiscaux les plus élevés se trouvent en Turquie (42,7 %), en Suède (42,2 %) et en Pologne (42,1 %). En revanche, l'Irlande (8,1 %), l'Islande (11 %) et les États-Unis (11,9 %) ont les coins fiscaux les plus réduits. ■

Pour lire des extraits des *Impôts sur les salaires*, voir [www.oecd.org/ctp/impotssalaires](http://www.oecd.org/ctp/impotssalaires).



• En bref •

## L'aide culmine à 100 milliards de dollars

L'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a augmenté de 31,4 % pour atteindre le record de 106,5 milliards USD en 2005. Une grande partie de l'augmentation s'est faite sous forme de dons d'allègement de la dette, qui ont augmenté de plus de 400 % tandis que d'autres formes d'aide ont augmenté de 8,7 %.

En 2005, les membres du CAD, qui fournissent 90 % de l'aide bilatérale totale, ont accordé des remises de dette de près de 14 milliards pour l'Irak et d'un peu plus de 5 milliards pour le Nigeria. De nouveaux allègements de dette gonfleront les chiffres de l'APD en 2006 pour le Nigeria, et au cours des trois prochaines années pour l'Irak, suivant les étapes décidées dans le cadre du Club de Paris. Cependant, l'APD devrait connaître un recul en 2006 et 2007.

Cette hausse était également due à la catastrophe du tsunami. Les membres du CAD ont fourni environ 2,2 milliard de dollars d'APD aux pays affectés. ■

Voir : [www.oecd.org/cad](http://www.oecd.org/cad).

## Nouvelle approche pour les pensions

Les gouvernements de l'OCDE ont décidé de mettre en place de nouvelles lignes directrices pour une gestion efficace et transparente des fonds de pension. Plus d'un million de ces fonds opèrent dans les pays de l'OCDE, détenant plus de 16 mille milliards USD d'actifs fin 2005. Leurs stratégies d'investissement deviennent plus diverses et sophistiquées à mesure que leur importance grandit. Les nouvelles lignes directrices offrent une feuille de route, et appellent les régulateurs à offrir plus de flexibilité dans les choix d'investissement, et les promoteurs à être plus appliqués dans le contrôle de ces investissements.

Elles proposent que les fonds de pension suivent la règle de « l'investisseur prudent » : définir une politique d'investissement globale et la suivre ; exiger que les instances gouvernantes agissent dans le « meilleur intérêt » des bénéficiaires en investissant les actifs ; instaurer des procédures de contrôle des investissements internes ; identifier et mesurer les risques auxquels le fonds est exposé et mettre en place les mécanismes nécessaires à leur contrôle et gestion. Par exemple, la valeur de l'actif et du passif du fonds sur le marché devrait être divulguée régulièrement. Cela permettrait aux sociétés fiduciaires de disposer assez tôt de dispositifs d'alarme les prévenant des contre-performances réalisées et de prendre rapidement les mesures qui s'imposent. Une autre recommandation stipule que des lois ne devraient pas dissuader les fonds de retraite d'investir à l'étranger. ■

Le texte intégral des lignes directrices est disponible sur [www.oecd.org/daf/pensions](http://www.oecd.org/daf/pensions).

## Alerte au spam

Dans une nouvelle série de recommandations, l'OCDE engage les pouvoirs publics et l'industrie à renforcer la lutte contre le problème du spam à l'échelle mondiale. Les gouvernements ont récemment approuvé une « Recommandation relative à la coopération transfrontière dans l'application des législations contre le spam », insistant pour que la législation habilite les autorités de lutte contre le spam d'un pays à partager des informations avec les autres pays, rapidement et efficacement. Il faudrait également un point de contact unique pour faciliter la coopération internationale.

Il est aussi important de sensibiliser le public à ce problème. Les gouvernements, en collaboration avec l'industrie, devraient mener des campagnes nationales en ce sens, notamment dans les écoles et auprès des citoyens âgés.

Ces recommandations font partie d'une boîte à outils anti-spam, qui fournit aux décideurs un éventail complet de stratégies réglementaires concrètes, de solutions techniques et d'initiatives professionnelles pour lutter contre le spam. Elle comprend également un guide de pratiques exemplaires à l'intention des fournisseurs de services Internet et autres opérateurs de réseaux, ainsi que pour le cybermarketing. Ce guide a été réalisé par le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) en collaboration avec le groupe de travail contre les abus des messageries électroniques (MAAWG), un organisme regroupant des fournisseurs de services Internet. C'est le premier effort du secteur privé pour élaborer une série de pratiques exemplaires communes au niveau international. ■

La boîte à outils anti-spam de l'OCDE est disponible à l'adresse suivante : [www.oecd-antisam.org](http://www.oecd-antisam.org).

## Best of...

Du point de vue des individus, le progrès économique peut apparaître comme une opération onéreuse et une source de difficultés. Il exigera d'eux qu'ils abandonnent des techniques acquises de longue date, qu'ils renoncent à la sécurité que leur assure l'ancienneté ou l'adhésion à un régime de sécurité sociale.

Gösta Rehn, « Adaptabilité de la main-d'œuvre et croissance économique », extrait de *L'Observateur de l'OCDE* n°1, novembre 1962.

**L'Observateur** ocde



**RFR** Ingénieurs

**RFR** Paris

4, rue d'Enghein  
75010 Paris

[www.rfr.fr](http://www.rfr.fr)

e-mail: [rfr@rfr.fr](mailto:rfr@rfr.fr)

**RFR** Stuttgart

Dürreimer Straße 12  
D 70372 Stuttgart

[www.rfr-stuttgart.de](http://www.rfr-stuttgart.de)

e-mail: [rfr@rfr-stuttgart.de](mailto:rfr@rfr-stuttgart.de)

**RFR** China

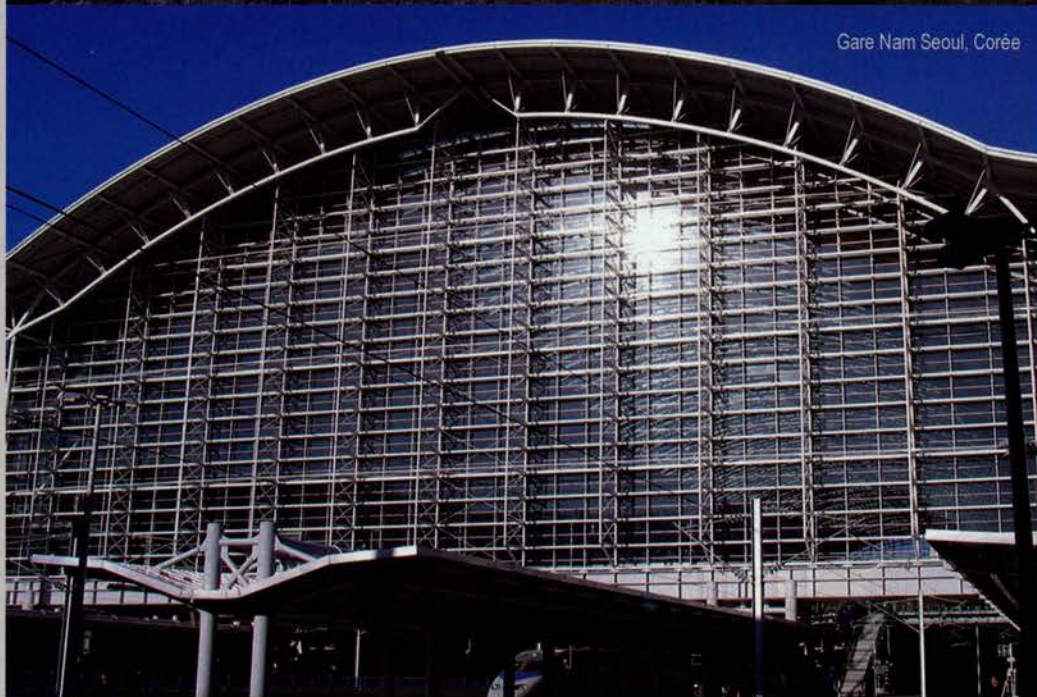
Room 401  
Bund Plaza,  
555, zhongshan dong er road  
200010 Shanghai

e-mail: [colin.hutchison@rfr.fr](mailto:colin.hutchison@rfr.fr)

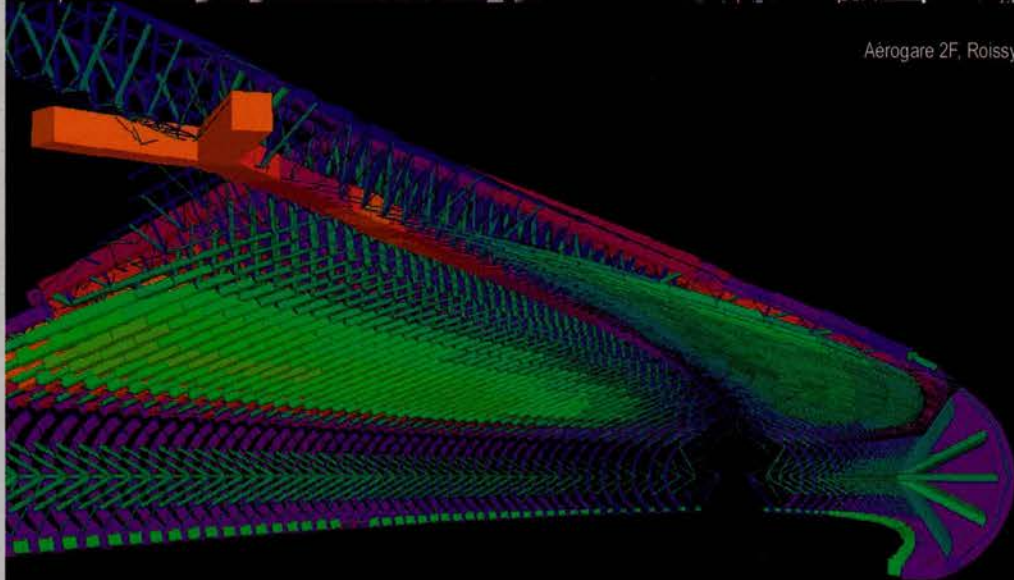
Double viaduc TGV, Avignon



Gare Nam Seoul, Corée



Aérogare 2F, Roissy



RFR Changement Ingénieurs





La chancelière Angela Merkel relève le défi.

# Allemagne

## Retour en force ?

Eckhard Wurzel

Département des Affaires économiques, OCDE

**La situation économique de l'Allemagne semble enfin s'améliorer. Cela va-t-il durer ?**

Plusieurs indicateurs laissent entrevoir une forte expansion économique en Allemagne pour 2006. L'activité s'est en effet accélérée au premier trimestre, les anticipations des entreprises ont atteint un niveau sans précédent depuis plus d'une décennie et les carnets de commande se remplissent. En outre, depuis plusieurs années, les performances allemandes à l'exportation se sont avérées nettement plus fortes que celles de l'ensemble de la zone OCDE. De fait, l'Allemagne a retrouvé son rang de premier exportateur mondial de marchandises, bénéficiant notamment de la forte demande de biens d'équipement. Mais surtout, depuis le milieu des années 1990, on a assisté à une amélioration sensible de la compétitivité de l'économie allemande, comme l'atteste la dépréciation du taux de change effectif réel par rapport aux principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne.

Cela marque-t-il le retour de l'Allemagne comme l'une des économies les plus performantes de l'OCDE ? Peut-être pas encore totalement. N'oublions pas le revers de la médaille. D'après les estimations de l'OCDE, ces 15 dernières années, le potentiel de croissance annuel du PIB allemand est revenu à seulement 1,5 % par an. L'économie reste minée par une dichotomie persistante entre des exportations relativement vigoureuses et une très faible demande intérieure, tandis que le volume de l'emploi – mesuré par le nombre total d'heures travaillées – diminue depuis le début des années 90, au point d'être en recul de 6 % par rapport au niveau qui prévalait lors de la récession de 1993. Comment ces observations apparemment contradictoires sur les fronts externe et interne de l'économie sont-elles conciliables et quelles en sont les conséquences pour l'action des pouvoirs publics ?

Selon notre analyse, depuis le début des années 90, l'évolution de la demande agrégée allemande par rapport à ses partenaires commerciaux a été le principal facteur de la compétitivité internationale de l'Allemagne, plutôt que les évolutions de l'offre ou les fluctuations monétaires. Une stimulation temporaire de la demande induite par les

transferts massifs vers l'Allemagne de l'Est et de vigoureuses hausses de salaires se sont conjuguées à la hausse des taux d'intérêt pour provoquer une appréciation du mark en termes réels. Cette perte de compétitivité est allée de pair avec le passage d'un excédent important de la balance des paiements courants à un déficit. Après ce coup de fouet dû à l'unification, on a assisté à un ajustement à la baisse des salaires et de l'inflation ainsi qu'à un recul de l'emploi. Ce repli de la demande a joué un rôle prépondérant dans le rétablissement de la compétitivité de l'Allemagne sur les marchés extérieurs. Plusieurs autres événements ayant affecté l'économie nationale, comme la transition vers l'Union économique et monétaire, ont accentué les pressions en faveur de l'ajustement. Ces dernières années, on a également vu apparaître du côté de l'offre des effets positifs sur la compétitivité externe, reflétant des restructurations d'entreprises et un approvisionnement en facteurs de production auprès de pays à faibles coûts.

Dans toute phase de repli, le recul de la production et de l'emploi peut être considérable si les prix et les salaires peinent à s'ajuster à un changement de conditions et si la croissance de la productivité reste faible. D'où l'importance considérable du

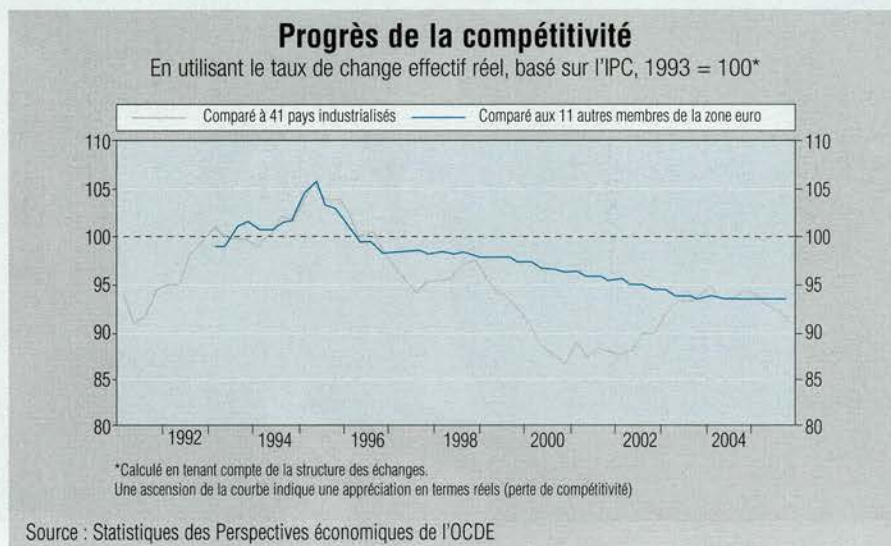


changement structurel, car il induit une évolution de la réglementation qui favorise la réaffectation des ressources et l'expansion dans de nouveaux domaines d'activité. Cela peut aussi passer par une affectation des ressources économisées grâce aux délocalisations vers le développement de nouvelles productions dans le pays, par exemple.

Heureusement, le précédent gouvernement fédéral avait engagé des réformes dans un certain nombre de domaines pour surmonter les rigidités entravant les performances économiques de l'Allemagne. La mise en œuvre de mesures d'activation plus efficaces pour les chômeurs, les dispositions visant à améliorer la viabilité du système des retraites et l'accroissement de la concurrence dans le secteur du commerce et de l'artisanat en sont quelques exemples. Toutefois, le nouveau gouvernement a encore beaucoup à faire pour approfondir et élargir la réforme de la réglementation et pour accroître ainsi la capacité de l'économie à créer des emplois et à renforcer la croissance de la productivité. Il faudrait notamment réduire les désincitations importantes qui persistent à l'activité des salariés âgés et des mères de famille, tels que les passerelles facilitant les départs précoces en retraite ou le manque de services de garde d'enfants.

Concernant les rémunérations, même si la détermination des salaires et des conditions de travail par les partenaires sociaux s'est considérablement assouplie au fil des ans, il faut réduire encore les rigidités des salaires pour lutter contre le chômage des personnes peu qualifiées. Les lois de protection de l'emploi doivent être encore ajustées au profit de contrats de travail plus souples, tout en évitant une ségrégation du marché du travail entre emplois réguliers très protégés d'une part et emplois marginaux de l'autre.

La concurrence est aussi un domaine important, aussi bien en ce qui concerne la croissance de la productivité que l'innovation. L'économie allemande est traditionnellement ouverte sur l'extérieur et la réglementation générale de la concurrence et son dispositif d'application sont à bien des égards une réussite. Toutefois, les contraintes administratives pesant sur l'entrepreneuriat doivent encore être allégées et il y a beaucoup à faire pour ouvrir les marchés à la concurrence



dans certains secteurs, notamment les services et les industries de réseaux. Le gouvernement se prépare à réduire ces excès administratifs.

En somme, plusieurs voies s'offrent au gouvernement. L'essentiel est d'exploiter les synergies entre les différentes mesures des pouvoirs publics grâce à une approche globale. Les efforts pour créer des emplois nouveaux, par exemple, seraient plus efficaces s'ils allaient au-delà de la réforme du marché du travail pour englober d'autres mesures, comme la réduction des obstacles à l'entrée des nouvelles entreprises et l'élimination des entraves à la croissance des entreprises. Une intensification de la concurrence sur les marchés des produits, par exemple, favorise en dernier ressort les consommateurs. Cela contribue ainsi au renforcement de la demande intérieure et peut rendre les réformes plus acceptables dans d'autres domaines, notamment sur le marché du travail.

L'assainissement des finances publiques devra figurer parmi les grandes priorités du gouvernement allemand, notamment compte tenu des tensions que le vieillissement rapide de la population va impliquer à l'avenir pour les budgets publics. Même si une augmentation substantielle de la TVA a été programmée pour 2007, l'essentiel de l'ajustement budgétaire futur devra porter sur les dépenses des administrations publiques, y compris en éliminant les dépenses fiscales qui créent des distorsions. C'est indispensable pour préserver les perspectives de croissance potentielle. Les réformes des relations budgétaires entre l'État

fédéral et les *Länder*, des systèmes de santé et de retraite, ainsi que de l'enseignement, y compris tertiaire, sont autant de domaines importants qui pourraient grandement bénéficier de la réforme du secteur public. Dans certains domaines, des projets de loi sont en cours d'élaboration et des premières mesures ont été prises pour réduire des dépenses fiscales entraînant des distorsions, comme les subventions aux constructions résidentielles.

Plusieurs autres grands pays industriels ont connu des périodes d'intenses réformes structurelles et budgétaires pour remédier à de faibles performances économiques. Le nouveau gouvernement allemand va devoir maintenir fermement le cap des réformes de la réglementation qu'il a récemment pris et élargir le champ de ces réformes. S'il s'y tient, nous pourrions parler avec plus de certitude du grand retour de l'économie allemande. ■

#### Références

- OCDE (2004), *Études économiques de l'OCDE : Allemagne*, Paris.
- Wörgötter, Andreas and Wurzel, Eckhard (2004), « Ist Deutschland Europas krankster Mann ? », *Internationale Politik* No. 5/59, mai.
- Wurzel, Eckhard (2005), « Why Germany Needs Structural Reform », *CESifo Forum* 4/2005.
- Wurzel, Eckhard (2003), « Allemagne : des réformes s'imposent », *L'Observateur de l'OCDE* n° 237, mai.
- Les dernières *Études économiques de l'OCDE : Allemagne* paraîtront en mai 2006.



# Performances grecques

La mythologie veut que les Jeux olympiques aient été fondés par Héraclès, fils de Zeus, mais les premiers JO des temps modernes ont eu lieu à Athènes en 1896. Le gouvernement de l'époque n'ayant pas les moyens de construire un stade, un riche architecte offrit 1 million de drachmes (soit plus de 100 000 dollars) pour la restauration du stade des Panathénées, construit en 330 avant J.-C.

Les choses se sont faites plus simplement en 2004, lorsque les Jeux olympiques regagnèrent leur lieu de naissance, dans le complexe sportif flambant neuf du Stade olympique d'Athènes, avec son toit futuriste. Il est trop tôt pour déterminer l'impact exact des Jeux olympiques sur l'économie grecque, même si leurs effets positifs commencent à s'estomper.

Prenons la croissance. Le PIB en termes réels a augmenté de 3,7 % en 2005, soit moins qu'en 2004 (5 %), même s'il reste supérieur à la moyenne de la zone OCDE. Ce ralentissement provient principalement d'une baisse importante de l'investissement public après les JO. La formation brute de capital fixe a chuté d'environ 1,5 % en 2005, après une hausse annuelle d'environ 8 % au cours des cinq années précédentes.

La croissance de la consommation, favorisée par certaines dépenses festives des ménages, a elle aussi légèrement reculé en 2005, même si elle reste soutenue grâce à une expansion toujours rapide du crédit.

La baisse de la demande a aussi affecté le secteur extérieur, la croissance des importations ayant faibli après le sursaut de 2004. En conséquence, les exportations nettes ont contribué à la croissance de la production.

Dans le même temps, le déficit de la balance courante s'est accentué, principalement en raison d'un déficit commercial naissant dû aux prix élevés du pétrole, et malgré des excédents légèrement supérieurs dans la balance des services.

L'augmentation des prix du pétrole et, dans une moindre mesure, une augmentation des impôts indirects en avril 2005, ont provoqué une inflation des prix à la consommation d'environ 3,5 % sur l'ensemble de l'année. Cependant, la moindre demande intérieure ainsi qu'une augmentation réduite des coûts unitaires du travail ont freiné l'inflation sous-jacente. De fait, la différence avec le taux moyen d'inflation dans la zone euro (environ 2 % en 2005), a significativement diminué au début de 2006. Cependant, le taux de chômage (environ 10,5 % en 2005) reste élevé par rapport aux autres pays, même s'il a diminué.

Quant à la situation budgétaire, elle s'est significativement améliorée en 2005 avec une réduction du déficit global de 2,5 points pour atteindre 4,5 % du PIB. Obtenue en dépit de faibles recettes fiscales, cette réduction est liée à la chute des dépenses d'investissements après les Jeux olympiques, ainsi qu'à un ralentissement des dépenses principales. Le programme de stabilité du gouvernement vise à faire passer graduellement le déficit, prévu à 2,6 % du PIB pour 2006, à moins de 2 % en 2008. Cependant, le déficit pourrait bien être légèrement supérieur à ce seuil.

Même si la Grèce n'accueillera plus les JO avant longtemps, ses perspectives économiques restent positives. Un regain d'investissements est notamment attendu, qui pourrait compenser le probable ralentissement de la consommation dû à la réduction des dépenses publiques. L'économie nationale devrait être stimulée par la faiblesse des taux d'intérêts et plusieurs mesures encourageant l'investissement, dont une baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, une loi récente offrant des incitations fiscales pour des projets d'investissements privés et une législation sur les partenariats public-privé.

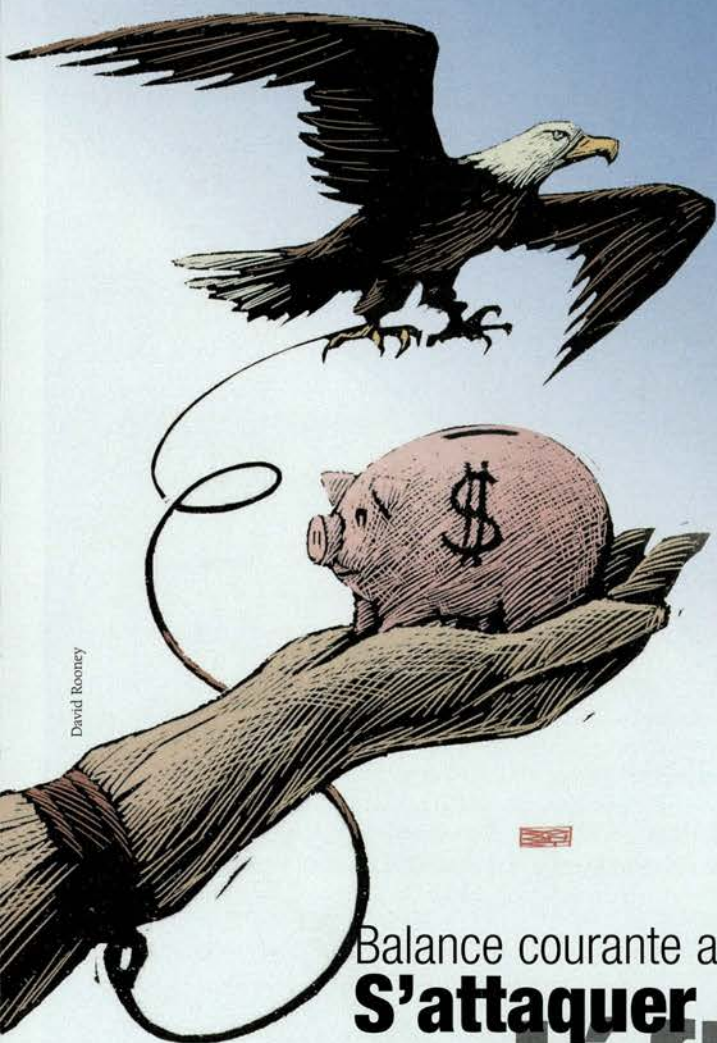
La détérioration de la compétitivité des coûts ne devrait pas empêcher les exportations de croître, mais une augmentation de la demande interne devrait aussi favoriser les importations, ce qui pourrait rendre légèrement négatif l'impact net de la balance commerciale sur la croissance. Toutefois, la production réelle devrait dépasser assez largement la moyenne de la zone euro.

Deux incertitudes majeures sur le plan interne pèsent sur ces prévisions. Tout d'abord, l'inflation va-t-elle réellement baisser ? Ensuite, la situation budgétaire va-t-elle s'améliorer ? Les réponses dépendront largement des mesures gouvernementales, même si les incertitudes sur la scène internationale, qu'il s'agisse des prix du pétrole ou de la résilience de la croissance mondiale, pourraient également jouer. ■ RJC

Les prochaines prévisions pour la Grèce, accompagnées de données chiffrées, seront publiées dans les *Perspectives économiques* de l'OCDE n° 79 en juin. Une édition préliminaire est disponible sur [www.oecd.org/eco-fr](http://www.oecd.org/eco-fr) à partir du 23 mai, pour la réunion ministérielle de l'OCDE.







## Balance courante américaine **S'attaquer au déficit**

Peter Jarrett, Département des Affaires économiques, OCDE

Peu de questions économiques ont récemment posé autant de problèmes aux autorités et aux économistes que le déficit des paiements courants des États-Unis. Certains redoutent qu'il ne représente une bombe à retardement pour l'économie mondiale. Dernièrement, une thèse bien différente a émergé, ramenant le déficit à un mirage sans réelle gravité. Les experts les plus sérieux conviennent cependant que la situation actuelle n'est pas viable. D'où vient ce déficit ? Pourquoi pose-t-il un problème et comment faut-il le traiter ?

Il faut d'abord souligner que ce déficit est immense. En 2005, il a atteint plus de 800 milliards de dollars US, soit 6,4 % du PIB américain. Cela représente à peu près 1,5 % du PIB mondial. Dans les années 90, il était pratiquement nul et son quasi-doublement n'est intervenu que depuis 2000 (voir graphique). Pour autant, ce déficit n'est pas une création récente. Dans les années 80, il y avait déjà des signes avant-coureurs, notamment à partir du moment où la dépense intérieure aux États-Unis a commencé à augmenter plus vite que la croissance du PIB. Il y a bien eu un déficit qui a atteint 3,4 % du PIB en 1987, mais il s'est résorbé après qu'une baisse du dollar a stimulé les exportations et freiné les importations. Mais depuis 2002, le recul du dollar n'a pas eu le même effet.

L'ampleur actuelle du déficit américain serait plus logique si les États-Unis étaient une nation jeune, qui avait besoin d'investissements massifs, par exemple pour ses infrastructures. Mais il s'agit de la plus grande, et sans doute de la plus avancée des économies mondiales, et la majeure partie des entrées de capitaux sert à financer la consommation publique et privée ainsi que le logement, dépenses qui n'aideront en rien au remboursement. En mai 2005, selon un article de Lehman Brothers : « si les États-Unis étaient une économie de marché émergente – ce qui n'est certainement pas le cas – (...) [ses indicateurs de risque] impliqueraient une probabilité de crise financière proche de 50 % ».

Même si une crise ne semble pas imminente, il est évident que la balance des paiements courants est devenue un problème. Il faudra bien financer le déficit, ce qui est synonyme d'endettement. Heureusement, les États-Unis bénéficient du privilège de pouvoir emprunter dans leur propre monnaie – le dollar est la principale monnaie de réserve du monde – mais il est difficile de savoir combien de temps cette particularité permettra aux États-Unis d'éviter un ajustement perturbateur. Quoi qu'il en soit, la dette extérieure nette du pays augmente inexorablement : elle représentait près de 2 500 milliards USD en 2004, soit 22 % du PIB. Si les États-Unis sont le plus gros débiteur du monde en valeur absolue, c'est encore loin d'être le cas en proportion du PIB.

En bref, les facteurs d'ordre commercial ne sont pas la seule cause du déficit. Certes, la



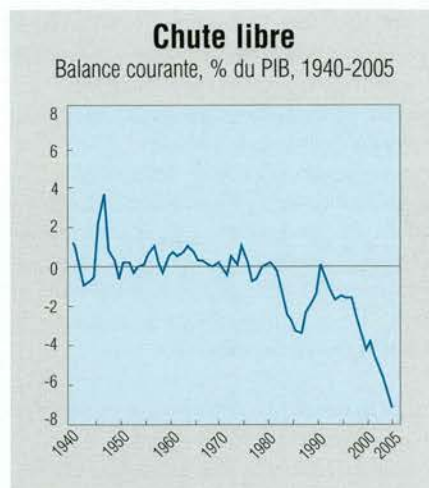
taille du déficit reflète le déséquilibre des échanges de biens, puisque les ménages et les entreprises ont absorbé plus de biens venant de l'étranger que le pays n'en exporte. De fait, nombreux sont ceux qui affirment que les Américains ont une propension plus marquée que leurs partenaires commerciaux à dépenser leurs revenus supplémentaires en important des produits. On sait d'ailleurs que même si l'économie américaine et le reste du monde croissent au même rythme, le déficit commercial américain tend à se creuser. Résultat de cette tendance ancienne, les importations dépassent désormais les exportations de 60 % et la valeur du déficit en dollars va continuer à augmenter, à moins que la situation ne s'inverse et que la croissance des exportations ne dépasse celle des importations dans les mêmes proportions.

Mais en dehors des biens et des services, les paiements courants sont aussi influencés par les anticipations du marché mondial sur la productivité et les rendements, les prix des actifs, les taux d'intérêt et les cours du change. Pour bien comprendre, il faut commencer par ce fait élémentaire : les États-Unis dépensent beaucoup plus qu'ils ne produisent. Cela se traduit par un excédent des importations sur les exportations, mais aussi par un excédent de l'investissement par rapport à l'épargne. De fait, la part d'épargne

**Pour de nombreux experts, même l'économie américaine risque d'épuiser rapidement sa « marge de crédibilité » aux yeux des investisseurs étrangers.**

brute dans le PIB a diminué depuis les années 80. Les ménages, plus que les entreprises, semblent responsables de cette tendance. De plus, le recul de l'épargne peut refléter le tassement de l'inflation, la faiblesse des taux d'intérêt de ces dernières années et l'augmentation de la confiance et de la richesse. Mais la politique budgétaire a aussi contribué à ce qui semble avoir été une pénurie de ressources financières disponibles pour l'investissement productif.

Heureusement, nous avons récemment connu une période d'excédent de l'épargne mondiale, de sorte que des crédits étrangers ont été disponibles à des conditions raisonnables. Mais si des flux financiers en provenance d'Asie et d'Europe ont stimulé l'investissement aux



États-Unis en permettant une accumulation de capital, les créances sur ce capital sont détenues par des résidents d'autres pays. Les revenus générés leur reviendront.

Bien que les flux mondiaux de capitaux aient fortement augmenté, les étrangers restent plus attirés par l'achat d'actifs américains que ne le sont les Américains par les actifs étrangers. Il s'ensuit que les actifs extérieurs bruts des États-Unis, qui représentent 85 % environ du PIB, sont désormais dépassés par des engagements bruts extérieurs de 107 % du PIB. Depuis 2003, les États-Unis ont vu s'accroître leur appétit pour les investissements à l'étranger. Mais la demande étrangère d'actifs américains a fortement progressé, surtout de la part des banques centrales et des investisseurs institutionnels privés. L'investissement direct et les investissements de portefeuille d'actions étaient les grandes tendances avant l'éclatement de la bulle boursière. Récemment, la prudence a triomphé, les États-Unis apparaissant comme un refuge : en 2004, il y a eu suffisamment de titres d'emprunt du Trésor américain vendus à des non-résidents pour financer la majeure partie du déficit des finances fédérales. Désormais, les investisseurs étrangers détiennent près de la moitié de la dette publique fédérale des États-Unis.

Est-ce un problème ? Pour de nombreux experts, même l'économie américaine risque d'épuiser rapidement sa « marge de crédibilité ». Les étrangers demanderaient des rendements plus élevés pour compenser l'augmentation des risques, ce qui ferait baisser les prix des actifs et le dollar, et pousserait les taux d'intérêt à la hausse, suscitant ainsi le spectre d'une crise.

Malgré ces tensions, la plupart des experts s'attendent à voir le déficit se creuser encore pour atteindre prochainement 1 000 milliards USD, et envisagent qu'il dépasse la barre des 10 % du PIB d'ici quelques années.

Tout le monde ne juge pas le déficit américain problématique. Selon une hypothèse en vogue, les États-Unis sont une destination de placement tellement favorable que les entrées de capitaux vont continuer à répondre aux besoins d'un déficit croissant. Cette idée est cependant moins répandue depuis le plongeon du marché d'actions de 2000-2001. Certains affirment désormais que les économies de marché émergentes, notamment la Chine, auront encore intérêt à maintenir une croissance tirée par les exportations pour absorber leur excédent quasiment illimité de main-d'œuvre rurale.

D'autres avancent que la ligne de crédit des États-Unis auprès du reste du monde ne comporte pas d'échéancier de remboursement précis, d'autant que toutes ces banques centrales créancières ne font pas la course aux bénéfices. Il y a enfin ce nouvel argument original, évoqué au début de cet article, selon lequel le déficit n'est qu'un mirage, né d'une incapacité totale à enregistrer convenablement les exportations implicites de « matière noire », sous forme de services de

**Tout le monde ne juge pas le déficit américain problématique.**

liquidités externes (seigneuriage) ou, de manière moins crédible, de services d'assurances et de savoir-faire.

Que ces positions soient raisonnables ou non, le dollar risque simplement de perdre sa place de monnaie principale de réserve internationale si la confiance dans sa valeur diminue, ou si l'euro devient plus attractif. L'opinion de plus en plus admise veut que le risque d'un dénouement sous forme de resserrement de l'économie va croître avec le gonflement prévisible de la dette des États-Unis.

### Des solutions ?

Peut-on, et doit-on, faire quelque chose pour inverser ce déficit ? Il n'y a pas de solution facile, mais il semble évident que sous l'effet d'une pléthore de décisions des particuliers et des entreprises, ce déficit restera considérable tant que les conditions politiques resteront



inchangées. Le flottement du dollar et la libre circulation des capitaux empêchent toute mesure délibérée pour contenir le déficit. Freiner la demande, par exemple, ralentirait les importations, mais infligerait aussi des dommages considérables à l'économie en général, y compris à des partenaires commerciaux de premier plan.

Pour autant, on ne saurait négliger le problème. Les autorités américaines devraient au moins éviter d'amplifier le déséquilibre par des décisions budgétaires qui défavorisent l'épargne. Le rôle de la politique budgétaire dans le solde de la balance commerciale est admis depuis longtemps. Il est de la responsabilité politique des États-Unis de corriger ce phénomène. Les effets de contraction d'une réduction du déficit budgétaire peuvent être compensés par un assouplissement de la politique monétaire.

Certes, le gouvernement fédéral entend réduire de moitié son déficit d'ici 2009, et accroître l'épargne privée au moyen de comptes d'épargne éducation ou santé, par exemple. Et comme le déficit est également dû à la faiblesse de la croissance à l'étranger, les autorités américaines travaillent également avec leurs partenaires, par exemple dans le cadre du Partenariat économique États-Unis-Japon pour la croissance.

Mais le moyen le plus efficace d'accroître l'épargne nationale et de réduire le déficit extérieur serait peut-être de supprimer les facteurs de distorsion dans le code des impôts américain. Le traitement fiscal des logements occupés par leur propriétaire, par exemple, est probablement la plus grosse distorsion dans ce code, car la déductibilité des intérêts hypothécaires constitue une forte incitation à l'emprunt. En fait, la moitié du montant est dépensée pour la consommation, ce qui favorise le déficit commercial. L'élimination de cette déductibilité stimulerait l'épargne. Si l'on pouvait progressivement réduire le déficit fédéral tout en ramenant le traitement fiscal du logement à la neutralité, le dollar se déprécierait et les comptes extérieurs reviendraient vers l'équilibre.

Une telle politique orienterait la production générale vers des biens et des services exportables. Ce ne serait pas une mauvaise chose, car une évolution de ce type est nécessaire pour réduire le déficit américain.

Des changements d'orientation complémentaires devraient faciliter le passage à ce qui deviendrait une nouvelle organisation industrielle : on pourrait par exemple réorganiser la fiscalité des entreprises et leur régime de faillite, et améliorer les compétences des salariés, domaine dans lequel les États-Unis sont manifestement en retard. Une ouverture plus franche des marchés à l'étranger, ainsi que des réformes structurelles pour stimuler la croissance dans d'autres pays de l'OCDE permettraient aussi de réduire le déficit, même de façon modeste.

Quelle que soit la démarche adoptée, une forte dépréciation du dollar en termes réels semble inéluctable. La seule façon de rendre cet ajustement moins douloureux serait de s'assurer que le capital et le travail puissent se réorienter facilement de productions non exportables vers des productions exportables – à la fois de biens et de certains services, comme les services financiers et d'ingénierie. Le gouvernement doit donc rechercher la flexibilité sur les marchés américains des produits et du travail. Heureusement, les États-Unis possèdent sans doute les marchés les plus flexibles de l'OCDE, comme en témoigne la faiblesse persistante du chômage en dépit des chocs récents.

Le message est simple : oui, le problème du déficit des paiements courants des États-Unis pourrait devenir grave et non, l'intervention directe n'est pas la solution. Le gouvernement doit plutôt rééquilibrer son dispositif. Cela signifie réduire le déficit budgétaire – ce qui est de toutes façons prudent – tout en supprimant les éventuelles désincitations à l'épargne, et renforcer la capacité de l'économie à réaffecter des ressources au profit de la production de biens et de services exportables. En fin de compte, le marché, si on le lui permet, peut faire le reste. ■

#### Références

- Jarrett, Peter (2005), « Coping with the inevitable adjustment in the US current account », document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE n° 467, décembre, disponible (en anglais) sur [www.oecd.org/eeco](http://www.oecd.org/eeco). Comprend une liste exhaustive de références.
- Llewellyn, John, et Subbaraman, Robert (2005), « Low Risk Continues » dans *Global Weekly Economic Monitor*, Lehman Brothers, 20 mai.
- OCDE (2005), *Études économiques : États-Unis*, Chapitre 4, Paris.



### Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé\* pour vous tenir informé des grands défis politiques, économiques et sociaux actuels. Le magazine *L'Observateur de l'OCDE* présente une analyse détaillée, fiable et régulièrement mise à jour des principaux sujets de l'actualité économique et sociale internationale. Il constitue ainsi un excellent outil d'information pour les représentants du monde des affaires, les ONG, les universitaires et les journalistes qui souhaitent se tenir informés des débats menés par les décideurs politiques.

- Analyse d'experts sur des questions internationales
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

*L'OCDE en chiffres*, un recueil de données statistiques d'une valeur de €15, est offert à tout nouvel abonné. Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE* sur [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org) (€57, \$68, £37, ¥7 400) ou sur [www.observeurocde.org/abonnement.html](http://www.observeurocde.org/abonnement.html) (tarif spécial d'abonnement sur deux ans).

\*Recommandé par le jury au Prix 2002 de « the Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.



**Leader mondial dans l'organisation de salons, Reed Exhibitions** organise chaque année 460 événements couvrant 52 secteurs d'activité dans 38 pays. Reed propose aux entreprises des solutions globales de développement sur de nouveaux marchés, qui s'appuient sur les salons, les publications professionnelles, les services Internet et le marketing direct.

Sa filiale **Reed Expositions France** opère sur une part importante du marché des salons professionnels et grand public avec 60 manifestations, dont Batimat, Equip'Hôtel, le Festival de la Plaisance à Cannes, la FIAC, MAISON&OBJET, Pollutec, le Salon Nautique International de Paris, le Salon du Livre. En 2005, ses manifestations ont rassemblé 17 500 entreprises exposantes et 1,6 millions d'acheteurs français et étrangers.

## Les salons de Reed Expositions France

### Art

**Fiac**  
26 au 30 octobre 2006

**Paris Photo**  
16 au 19 novembre 2006

### Audiovisuel

**Satis**  
7 au 9 novembre 2006

**Bijouterie, Horlogerie**  
**Eclat de mode/Bijorhca Paris**  
1<sup>er</sup> au 4 septembre 2006

**KARA - Les Journées des**  
**Joilliers Créateurs\***  
novembre 2006

### Communication,

**Marketing**  
**Awards Popai Europe**  
14 au 16 novembre 2006

**Digital Signage**  
14 au 16 novembre 2006

**MD Expo**  
3 au 5 avril 2007

**Popai Europe / Communication**  
**Point de Vente**  
14 au 16 novembre 2006

**PSI Paris**  
6 au 8 septembre 2006

**VAD**  
17 au 19 octobre 2006

**Visual Communication Europe**  
20 au 22 septembre 2006

### Confort, Maison,

**Décoration**  
**Idéo Bain**  
janvier 2008

**Interclima +**  
**Elec Home&Building**  
janvier 2008

**Maison&Objet\***  
1<sup>er</sup> au 5 septembre 2006  
26 au 30 janvier 2007

**Maison&Objet Éditeurs\***  
26 au 30 janvier 2007

**Maison&Objet Projets\***  
1<sup>er</sup> au 5 septembre 2006

**Now!> Design à vivre\***  
1<sup>er</sup> au 5 septembre 2006  
26 au 30 janvier 2007

**Planète meuble\***  
janvier 2007

**Scènes d'intérieur\***  
1<sup>er</sup> au 5 septembre 2006  
26 au 30 janvier 2007

### Construction

**Batimat**  
novembre 2007

**Equip'Baie**  
14 au 17 novembre 2006

**Metal Expo**  
14 au 17 novembre 2006

**Edition**  
**Salon du Livre**  
**et de la presse de Jeunesse**  
22 au 27 novembre 2006

**Salon du Livre**  
16 au 21 mars 2007

**Environnement**  
**Europre**  
27 au 29 mars 2007

**Multiservices expo**  
27 au 29 mars 2007

**Pollutec Lyon**  
28 novembre  
au 1<sup>er</sup> décembre 2006

**Pollutec Paris**  
2007

**Franchise**  
**Franchise Expo Paris**  
16 au 19 mars 2007

**Hôtellerie, Restauration,**  
**Collectivités**  
**D.A.Vending Expo**  
25 au 28 octobre 2006

**Equip'Hôtel**  
5 au 9 novembre 2006

### Industries

**Europeplast**  
2008

**Maintenance Expo**  
7 au 10 novembre 2006

**Midest**  
7 au 10 novembre 2006

**Informatique**  
**Apple Expo**  
12 au 16 septembre 2006

**Documation**  
14 au 15 mars 2007

**Forum Intégration**  
22 au 23 novembre 2006

**IT' Partners**  
6 au 7 février 2007

**MedPi Hardware Telecom**  
30 mai au 2 juin 2006

**MedPi Italia**  
20 au 23 juin 2006

**MedPi Software**  
20 au 23 juin 2006

**Salon de la Sécurité**  
**Informatique**  
22 au 23 novembre 2006

**Storage Expo**  
22 au 23 novembre 2006

**Loisirs**  
**Festival International**  
**de la Plaisance de Cannes**  
13 au 18 septembre 2006

**Horse Pro**  
16 au 19 octobre 2006

**Salon de la Piscine**  
**Spa-Sauna**  
2 au 10 décembre 2006

**Salon Nautique International**  
**de Paris**  
2 au 11 décembre 2006

**Santé et Forme**  
**Cardiostim**  
14 au 17 juin 2006

**Journées Internationales**  
**de Biologie**  
8 au 10 novembre 2006

**Salon Mondial Body Fitness**  
16 au 18 mars 2007

**Salon Mondial Rééducation-**  
**Equip'salles**  
6 au 8 octobre 2006

**Sécurité**  
**Alarmes Protection Sécurité**  
septembre 2007

**Expoprotection / Feu**  
7 au 10 novembre 2006

**Spectacle**  
**Le Radio**  
février 2007

**Salon de la Musique et du Son**  
9 au 12 septembre 2006

**SIEL**  
février 2007

**Tourisme**  
**Envie de partir**  
7 au 9 octobre 2006

**Top Résa**  
21 au 23 septembre 2006

**Transport & Logistique**  
**Maritima**  
6 au 9 décembre 2006

**RFID**  
26 au 27 septembre 2006

**SITL China**  
28 au 30 juin 2006

**SITL Italie**  
24 au 26 octobre 2006

**SITL Temps réel**  
mars 2007

**TEL - Trans Euro Logistique - Lille**  
17 au 19 décembre 2006

**TEL - Trans Euro Logistique - Lyon**  
28 novembre au  
1<sup>er</sup> décembre 2006

\*en co-production avec les Ateliers d'Art de France

## Reed Expositions France

Siège social, 70, rue Rivay - 92532 Levallois-Perret Cedex

Tél : +33 (1) 47 56 50 00 - Fax : +33 (1) 47 56 21 78 - [www.reedexpo.fr](http://www.reedexpo.fr)

Consultez le calendrier des autres salons du groupe Reed en France sur le site : [www.reedmidem.com](http://www.reedmidem.com)

[www.reedexpo.fr](http://www.reedexpo.fr)  
[www.reedexpo.com](http://www.reedexpo.com)



# Stratégies pour l'emploi

## Les solutions efficaces

Christian Charistius/Reuters

Sveinbjörn Blöndal

Département des Affaires économiques

Raymond Torres

Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales

Échafauder la flexécurité

**Une nouvelle version révisée de la *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi* sortira en juin 2006. Des leçons essentielles ont été apprises depuis la première étude en 1994.**

Il y a dix ans, lors du lancement de *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, le chômage était élevé et constant dans plusieurs pays de l'OCDE. Depuis, certains ont fait de sérieux progrès dans la réduction du taux de chômage. En même temps, les défis posés aux politiques de l'emploi se sont élargis, et l'importance d'un taux d'emploi élevé et de meilleures conditions pour maintenir le niveau de vie est mieux reconnue.

Depuis la première *Stratégie pour l'emploi*, le contexte lié à l'emploi a également évolué. Les rapides avancées technologiques et la mondialisation et sa très nombreuse main-d'œuvre supplémentaire, notamment en Chine et en Inde, font qu'il est encore plus vital pour les travailleurs de l'OCDE d'être préparés à s'adapter rapidement aux nouveaux défis et à une compétition plus rude. La question menaçante du vieillissement risque également de faire baisser le niveau de vie, à moins que des mesures ne soient prises.

Certaines des caractéristiques basiques d'un solide marché de l'emploi sont cependant intemporelles : un taux d'emploi élevé, une forte productivité accompagnée d'une mobilité de la main-d'œuvre qualifiée, des travailleurs confiants et issus de tous les milieux dans les secteurs dynamiques à forte valeur ajoutée, et la

capacité de s'adapter et de résister aux chocs. Il faut aussi l'aptitude à attirer et retenir des investissements, nationaux ou étrangers. C'est généralement ainsi que la plupart des gouvernements souhaitent voir fonctionner leur marché de l'emploi.

Mais seule une poignée de pays de l'OCDE peuvent prétendre répondre à cette description, et même les plus performants montrent des faiblesses, par exemple dans l'adaptation des compétences.

Trop de pays restent entravés par des accords qui, aussi raisonnables qu'ils aient jadis été, nuisent maintenant aux perspectives d'emploi de nombreuses personnes. Qu'il s'agisse de coûts non salariaux excessifs, de la bureaucratie liée à l'embauche ou au licenciement, ou de l'absence de mesures efficaces pour aider les chômeurs à retrouver un emploi, ces règles affectent l'ensemble des travailleurs. Ils privent l'économie d'une partie de son potentiel productif, et participent au sous-emploi, aux contre-performances en termes de productivité et à la faible croissance.

Pour rompre ce cercle, des politiques publiques volontaires sont nécessaires. La *Stratégie pour l'emploi* révisée y contribue en exposant les résultats des différentes expériences.

Le chômage a baissé dans l'OCDE depuis 1994, et les pays qui ont appliqué les recommandations de la *Stratégie pour l'emploi* s'en sont particulièrement bien sortis. Mais c'est aussi le cas pour ceux qui ont suivi des approches de type nordique, comme la fameuse « flexécurité » danoise, associant des procédures d'embauche et de licenciement relativement

simples à un solide soutien aux chômeurs, qui ont également des obligations. Mais les pays qui n'ont pas mis en place des réformes suffisantes, comme la France, l'Allemagne et l'Italie, sont dans une situation plus difficile. En dépit d'une croissance globale relativement forte, leurs taux de chômage restent élevés (voir graphique).

Le taux d'emploi des hommes d'âge intermédiaire, élevé dans la plupart des pays, n'est pas déterminant pour les écarts globaux de performance. Il faut plutôt se pencher sur deux groupes précis : les femmes et les travailleurs âgés. Les taux d'activité des femmes ont généralement augmenté, et la tendance à la baisse de ceux des seniors (55-64 ans) s'est inversée dans certains pays. Mais le taux de participation des femmes est relativement bas en Allemagne et en Italie, comme celui des seniors en France.

Malgré les améliorations récentes, la plupart des économies ne sont toujours pas préparées au défi du vieillissement – même si les États-Unis, le Canada, certains pays nordiques, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont moins menacés que d'autres par le « grisonnement ».

Les jeunes constituent une autre catégorie particulièrement touchée par le sous-emploi, avec un taux de chômage en moyenne trois fois supérieur à celui des hommes d'âge intermédiaire. La durée plus longue des études explique en partie ce phénomène, mais ne rend pas compte du faible taux d'activité des 16-18 ans qui ne suivent pas d'enseignement secondaire.

L'une des principales leçons apprises depuis les premières stratégies pour l'emploi de 1994 concerne le rôle des mesures

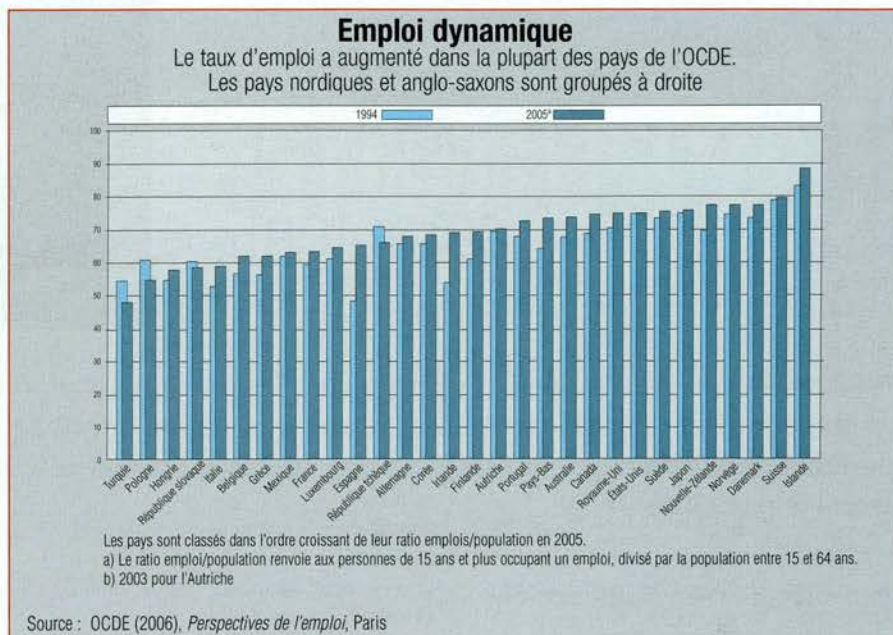


d'« activation/obligations mutuelles ». Elles peuvent améliorer les perspectives d'emploi des inactifs. Si les pouvoirs publics respectent les « droits » des demandeurs d'emploi et leur fournissent des services efficaces pour chercher un emploi, du conseil, une formation et des incitations financières, les bénéficiaires de ces prestations doivent prendre des dispositions pour chercher du travail et améliorer leur employabilité. Des sanctions modérées sont nécessaires dans le cas où ils ne s'acquitteraient pas de ces obligations. Cette approche a été mise en place avec succès dans des systèmes où les prestations sont étendues, comme les pays nordiques, et dans des régimes où elles sont plus restreintes, comme les pays anglophones.

En d'autres termes, il faut lever les obstacles qui pèsent sur le marché de l'emploi, et les mesures sociales qui facilitent l'emploi ne doivent pas être perçues comme des entraves. On a beaucoup appris depuis 1994, et l'expérience a confirmé certaines choses. En premier lieu, certains bénéfices sociaux peuvent réduire l'incitation à trouver un emploi. Dans certains pays, trop de gens reçoivent des allocations maladie, handicap, ou parent isolé, par exemple, tandis que d'autres prestations tendent à encourager les retraites anticipées. Pourtant, beaucoup de ces personnes pourraient et voudraient travailler. Les pouvoirs devraient être plus strict sur l'attribution des prestations, et développer des moyens de rendre actifs les bénéficiaires de ces revenus d'inactivité.

Il est également prouvé que des charges sociales et impôts sur les salaires trop élevés empêchent de créer des emplois pour les travailleurs à faible productivité. L'augmentation du coût des assurances maladie privées est également dommageable. Plusieurs pays ont baissé la contribution des employeurs à l'assurance maladie pour les emplois à bas salaire, et cela a pu donner de bons résultats. Mais il faut mettre ces mesures en perspective, car elles coûtent cher au trésor public.

Une autre recommandation de la première *Stratégie pour l'emploi*, qui reste valide, portait sur la réforme des institutions fixant les salaires. Les salaires réels qui ne s'ajustent pas en fonction de l'offre et de la demande nuisent à l'emploi. Le changement dans ce domaine a été lent, alors que les négociations sur les salaires centralisées ou décentralisées offrent nettement plus de flexibilité que les accords par secteur.



Les marchés du travail ne représentent qu'une facette du problème. Les marchés des produits ont également leur importance, et l'effet négatif sur l'emploi des réglementations anticoncurrentielles a été constamment démontré au cours des dernières années.

Des politiques appropriées pour les marchés de l'emploi et des produits doivent également être soutenues par une politique macroéconomique solide, encourageant l'investissement et la croissance, et réduisant les fluctuations cycliques de l'économie.

Enfin, de meilleures compétences aideront les travailleurs à s'adapter au changement. Les pouvoirs devraient aider à développer l'investissement dans le capital humain, et réduire les inégalités existantes d'apprentissage.

En bref, l'expérience des 20 dernières années montre qu'il n'y a pas qu'une seule manière d'avoir de bons résultats sur le marché de l'emploi.

On peut atteindre un taux d'emploi élevé grâce à des prestations sociales limitées et une faible imposition, des lois modérées sur la protection de l'emploi et un nombre restreint d'accords collectifs. De relativement grandes inégalités de revenus seront le prix à payer.

De bons résultats peuvent aussi être obtenus avec un système fondé sur la négociation

collective et le dialogue social, avec de généreuses prestations et de réelles mesures d'activation pour les demandeurs d'emploi, ainsi que sur une législation protectrice qui aide au dynamisme du marché de l'emploi tout en apportant sécurité aux travailleurs. Les inégalités sont alors plus faibles, mais le coût pour le trésor public s'alourdit.

La version révisée de la *Stratégie pour l'emploi* est un programme global fondé sur les expériences testées par les membres de l'OCDE. Sa mise en œuvre repose en grande partie sur la volonté politique, le savoir-faire et le jugement. Pour en faire profiter le plus grand nombre de citoyens, les réformes doivent être fermement mises en place. Dans les pays qui ont sérieusement besoin de changement, ces réformes peuvent cependant rencontrer une résistance, malgré les larges avantages qu'elles sont en mesure d'apporter.

L'inaction n'est pourtant pas une alternative. Chacun doit comprendre ce message : le bon fonctionnement du marché de l'emploi est nécessaire au maintien et à la hausse des niveaux de vie. Il aboutit à plus d'emploi, de sécurité et de croissance. Et à une époque où nous sommes confrontés à l'intensification de la concurrence internationale et au vieillissement, ceci est une très bonne nouvelle. ■

#### Références

- OCDE (2006, à paraître), *Stimuler l'emploi et les revenus : les leçons à tirer de la réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, Paris.



# Les travailleurs comptent

John J. Sweeney, Président, AFL-CIO\*



**Pour assurer la croissance et la prospérité, les entreprises doivent veiller à la qualité des produits, au service à la clientèle et à une innovation continue. Ce qui signifie regarder au-delà des actionnaires et répondre aux besoins des travailleurs ordinaires, en particulier dans les pays de l'OCDE.**

L'arrivée de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale pose un défi sans précédent pour les niveaux de vie des pays développés de l'OCDE. La main-d'œuvre mondiale a doublé en à peine 15 ans, et des millions de nouveaux entrants travaillent dans des conditions et pour des salaires bien inférieurs à ceux des travailleurs des pays développés. À moins que les gouvernements des pays de l'OCDE, et ceux des pays en développement, ne prennent des mesures pour maîtriser la mondialisation et assurer un travail décent et un développement durable, la mondialisation ne fera pas monter le niveau de vie de chacun, mais créera encore plus d'inégalités entre riches et pauvres, entre capital et travail.

On en voit déjà les effets dans de nombreux pays en développement, alors que des entreprises menacent de délocaliser leur production vers la Chine, où les droits des

celle des salaires réels s'est rompu au cours des deux dernières décennies. Ce lien étroit a alimenté la rapidité de la croissance et la généralisation de la prospérité durant les années d'expansion économique qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Aux États-Unis, les travailleurs subissent la stagnation des salaires et du niveau de vie depuis une génération, en dépit de la croissance et de la hausse globale de la productivité et des profits. Beaucoup sont même obligés d'avoir deux emplois pour s'en sortir. Pendant ce temps, les gouvernements européens, désireux de juguler le chômage, proposent des réformes qui semblent s'orienter dans la même direction. Mais plutôt que de flexibiliser le marché du travail, ces réformes réduiront finalement la qualité des emplois en les rendant moins chers et plus précaires. Si l'objectif visé est l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, cette approche n'est guère judicieuse.

La mondialisation n'est pas censée faire baisser les niveaux de vie. Mais lorsque les intérêts des grandes entreprises sont tellement privilégiés par rapport à ceux des travailleurs, comme c'est actuellement le cas, cette chute devient inévitable. Les pays en développement doivent certes avoir un accès équitable à l'économie mondiale, mais il nous faut également réguler la mondialisation, et aboutir à un nivellement par le haut, et non par le bas.

L'OCDE a été créée pour promouvoir la croissance et le développement grâce à la coopération mondiale. Elle a un rôle important à jouer pour parvenir à un consensus fondé sur un ensemble équilibré de politiques permettant

d'orienter la mondialisation. Notre approche des accords sur le commerce et l'investissement doit être plus pragmatique et ne pas soumettre la main-d'œuvre aux règles du marché comme s'il agissait d'un simple facteur de production parmi d'autres.

Compte tenu des différences énormes de salaires observées dans l'économie mondiale, comment les entreprises des pays à salaires élevés pourraient-elles affronter la concurrence des entreprises des pays à bas salaires sans compromettre les salaires et le niveau de vie des pays développés ? Difficile question ! Les États-Unis ont perdu 3,5 millions d'emplois dans l'industrie depuis 1998, dont plus de la moitié suite à des pertes de parts de marché ou à des délocalisations. Le célèbre économiste américain Alan Blinder estime que de 28 à 52 millions d'emplois américains sont actuellement menacés par l'extension des délocalisations au secteur des services. L'OCDE a aussi avancé des estimations dans le même sens.

La solution n'est pas un mystère. Les entreprises doivent adopter de nouvelles stratégies commerciales et concurrentielles ciblées sur des produits de grande qualité, le service à la clientèle et l'innovation continue. Les travailleurs ordinaires en sont la clé. Ils acquièrent chaque jour des connaissances sur les produits et les procédés. Les entreprises qui ne rétribuent et ne stimulent pas suffisamment leurs travailleurs ne réussiront pas à les convaincre de partager ce précieux savoir. Elles ne pourront exploiter la seule connaissance spécifique à l'entreprise nécessaire pour

**Aux États-Unis, les travailleurs subissent la stagnation des salaires et du niveau de vie depuis une génération, en dépit de la croissance.**

travailleurs à s'organiser ne sont pas respectés. Le respect des droits des travailleurs doit devenir un objectif aussi important que la protection de la propriété intellectuelle dans le cadre du commerce international et des accords d'investissements.

Dans certains pays de l'OCDE, le lien historique entre la hausse de la productivité et



améliorer la qualité et la productivité, et construire un avantage comparatif durable.

Il n'est pas facile d'enclencher le cycle innovation/productivité/croissance, mais les pays de l'OCDE n'ont pas d'alternative. Malheureusement, trop d'entreprises, opérant dans des environnements peu réglementés, adoptent des stratégies qui, même couronnées de succès, ne bénéficient qu'aux actionnaires et PDG. Plutôt que d'encourager une innovation continue, ces entreprises profitent des écarts

### En matière de réforme de droit du travail, les gouvernements européens ne devraient pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

internationaux de salaires. On ne peut leur faire confiance pour faire circuler la technologie, investir dans des emplois corrects dans des pays pauvres et relever les normes. Dans le même temps, les entreprises qui s'efforcent de faire face à la concurrence invoquent plus de « flexibilité » afin de pouvoir recruter et licencier à volonté pour tenter de préserver leurs marges. Pourtant, ce dont elles ont réellement besoin, c'est de « flexibilité du travail », pas de « flexibilité de la main-d'œuvre ».

Les travailleurs accepteront les défis du changement en échange d'une sécurité et de prestations raisonnables : formation convenable, assurance maladie, retraites, etc. Une solide protection sociale et des politiques actives du marché du travail peuvent contribuer à offrir un cadre d'action cohérent aux entreprises et aux travailleurs, comme l'expérience des pays nordiques l'atteste. L'OCDE reconnaît le succès des marchés du travail dans ces pays, pourquoi alors ne définit-elle pas une stratégie pour aider d'autres pays à suivre le modèle ? Après tout, lorsque le marché du travail se caractérise par l'insécurité et une moindre protection des droits des travailleurs, comme c'est le cas aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni, les compétences et les savoirs tendent à s'appauvrir dangereusement.

En matière de réforme du droit du travail, les gouvernements européens ne devraient pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Leurs pratiques présentent de nombreux atouts qui font défaut aux travailleurs américains, par exemple le droit à la formation et la réglementation du lieu de

## Fossé racial ?

Pour équilibrer la mondialisation, il ne s'agit pas juste de réduire l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi de la façon dont les bénéfices en sont redistribués à l'intérieur d'un pays. Alors que le commerce a considérablement accru les migrations et les interactions entre groupes ethniques, la discrimination raciale semble perdurer au travail, comme le montre un rapport du Congrès du travail du Canada d'octobre 2005.

Les blancs d'origine canadienne gagnent en moyenne 4936 dollars canadiens de plus par an que les minorités visibles d'origine étrangère. Le manque d'expérience professionnelle au Canada, la différence culturelle et la langue pourraient fournir des explications, mais les blancs étrangers sont le groupe qui gagne le plus d'argent ! Et les minorités visibles nées au Canada, qui ont d'après le rapport le meilleur niveau d'éducation parmi les Canadiens âgés de 25 à 44 ans, gagnent 8158 dollars de moins que les Canadiens blancs. Ce rapport fait écho à une étude britannique, qui montre que, bien que 21 % des noirs et asiatiques aient le niveau de la

travail. Caser les gens dans des emplois sans leur offrir de contrepartie, c'est courir à l'échec.

Les grandes entreprises et certains médias affirment qu'avec la mondialisation, la main-d'œuvre devrait être reconnaissante d'avoir un travail et un salaire minimum, que le chômage est dû au comportement des travailleurs et que les entreprises n'ont rien à se reprocher. Pourtant, bien que les prestations et les droits contractuels des travailleurs aient été considérablement réduits, des profits énormes ont été faits sur leur dos, chez nous et dans les pays accueillant des délocalisations. La forte croissance aux États-Unis n'a profité qu'aux revenus les plus hauts.

Pour soutenir le développement et faire une place aux centaines de millions de nouveaux travailleurs dans l'économie mondiale, sans baisser le niveau de vie des pays de l'OCDE, les gouvernements doivent se concerter pour définir des politiques économiques plus équilibrées. Il faut aussi que les entreprises acceptent de regarder au-delà des intérêts des PDG et actionnaires. L'OCDE est le cadre dans

### Salaires selon l'origine

Revenus annuels moyens, en dollars canadiens, 2001



Source: Cheung, Leslie (2005). « Racial Status and Employment Outcomes »

licence ou plus, contre 15 % des blancs, leur taux de chômage a augmenté de 2 % depuis 1990. De plus, les minorités ont deux fois plus de chances de travailler pour un bas salaire dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

La mondialisation a ouvert une période d'interactions bénéfiques entre les pays. Elle doit maintenant contribuer à faire disparaître le « plafond de verre » à l'intérieur des pays. ■ PW

- [http://canadianlabour.ca/index.php/Jobs\\_Economy/834](http://canadianlabour.ca/index.php/Jobs_Economy/834)
- [www.tuc.org.uk/sltg/revealing.htm](http://www.tuc.org.uk/sltg/revealing.htm)

lequel un examen sérieux de ces questions peut avoir lieu. Toutefois, pour être utiles, nos discussions devraient aborder, honnêtement et de manière pragmatique, les défis auxquels nous sommes confrontés. Et il nous faut laisser à la porte nos idéologies et nos théories économiques. On ne rééquilibrera pas l'économie mondiale en laissant les choses suivre leur cours. Un nouveau consensus de grande envergure est nécessaire. ■

\* Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles.

#### Références

- Evans, John (2005), « Emploi et mondialisation », *L'Observateur de l'OCDE* n° 249, mai. Disponible sur [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org).
- Shailor, Barbara (2002), « Un nouvel internationalisme pour les travailleurs », *L'Observateur de l'OCDE* n° 235, décembre. Disponible sur [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org).
- Sweeney, John (2001), « Mettre les Principes directeurs en œuvre », *L'Observateur de l'OCDE* n° 225, mars. Disponible sur [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org).
- Voir le site Internet de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) : [www.tuac.org](http://www.tuac.org).
- Voir également [www.aflcio.org](http://www.aflcio.org).





# Enseignement supérieur s'adapter aux mutations

Bill Gates récolte les fruits de son réseau.

Barbara Ischinger, Directrice, Direction de l'Éducation de l'OCDE

**Obtenir un enseignement supérieur de qualité et le maintenir représente un défi de taille, qui pourrait nécessiter l'établissement d'un nouveau contrat social. La mise en place de meilleurs indicateurs de performance contribuerait à éclairer la voie.**

L'enseignement supérieur suscite un intérêt sans précédent dans les pays de l'OCDE. En Allemagne, le projet de création d'universités d'élite provoque un débat passionné. En France, les discussions continuent sur le fossé entre universités à la traîne et Grandes Écoles mieux loties. Le débat britannique porte sur l'éducation comme bien public par opposition à la gestion des universités selon les lois du marché. Aux États-Unis, le problème demeure celui de l'accessibilité, de la compétition et des tarifs élevés.

Ces débats sont naturels, étant donné l'importance du savoir dans nos économies. Ils reflètent également la mondialisation de l'enseignement supérieur, qui connaît, notamment en Europe, une sorte de dilemme. Dans les universités américaines, les frais de scolarité sont peut-être chers, mais elles attirent l'élite et semblent donner de meilleurs résultats que la plupart des universités européennes dans de nombreux domaines. Pourquoi cela ? Influences historiques, évolutions institutionnelles, rôle de l'éducation dans la société, attitudes à l'égard du financement, de la qualité et de l'accessibilité : pour juger de la qualité, de la pertinence et de l'impact des universités, nous avons besoin de plus d'éléments.

Partout, les établissements d'enseignement supérieur sont fortement encouragés, voire obligés, à tirer une part croissante de leurs ressources de financements privés. De même que le système de santé et les fonds de pension ne peuvent plus être uniquement financés par l'argent public, les « consommateurs » de l'université vont de

plus en plus être amenés à verser une contribution financière.

La situation est paradoxale. D'un côté, les gouvernements et le public réclament un plus large accès à l'université, une meilleure qualité d'enseignement et des coûts moindres. De l'autre, le financement public est réduit. En conséquence, l'accès à l'enseignement supérieur pourrait être de plus en plus limité dans certains pays. Des changements d'approche ou structurels semblent inévitables.

## Dynamisme régional

La réforme de l'éducation ne se limite pas au financement, ou à la transformation du système éducatif en entreprise. Elle consiste à présenter un nouveau contrat social incluant tous les acteurs, et pas uniquement les gouvernements, les professeurs et les étudiants. Les termes du contrat social à la base des institutions actuelles – financées principalement par les impôts – changent rapidement. Les pouvoirs publics doivent répondre rapidement à ce défi, étant donné que l'économie du savoir s'appuie largement





sur l'enseignement supérieur pour générer son capital humain.

Il est important d'examiner l'enseignement supérieur dans un contexte mondial, mais aussi régional. Les instituts de recherche et d'enseignement supérieur ont fait leur entrée dans la politique régionale au cours des années 80, lorsque l'entrepreneuriat est devenu central pour le développement régional. De nouvelles incitations ont mené au resserrement des liens entre les universités et les industries. La Silicon Valley, la Route 128 et d'autres centres de haute technologie ont montré l'exemple. L'idée de centres de croissance, comprenant une université ou un institut de recherche, a conquis le monde, de Tokyo à Paris en passant par Helsinki et Munich.

Les universités et les régions ont établi de nouvelles feuilles de route pour tendre vers un dynamisme local capable de jouer le jeu de la concurrence au niveau mondial et de favoriser le bien-être social. Un tel programme requiert une infrastructure stable comprenant des écoles et universités d'élite, des laboratoires de

recherche et une infrastructure technologique en réseau. Comme le dit Bill Gates, les entreprises de pointe décident de leur emplacement en fonction du vivier de talents et de la culture de l'innovation plutôt que de la politique fiscale.

Ceci n'est pas pure théorie, et n'arrive pas qu'aux États-Unis. La Finlande en offre un exemple remarquable. Entre 1990 et 2000, les inscriptions en faculté y ont doublé. Cette décision fut prise à une période critique pour l'économie finlandaise suite à la chute du mur de Berlin, lorsque la Finlande sombrait dans une longue et profonde récession. Mais, plutôt que de doubler la taille du système universitaire existant, plutôt rigide, les Finlandais ont décidé de créer un nouveau système, basé sur l'infrastructure régionale. Ceci a abouti à un système d'instituts universitaires de technologie, destiné à moderniser les études professionnelles et à pourvoir aux besoins changeants des régions et du marché du travail. La question de savoir si la reprise économique ultérieure en Finlande, notamment dans le domaine de l'emploi, est due à ces innovations reste ouverte.

Mais la régionalisation n'a pas résolu tous les problèmes : la Finlande devra affronter le déclin prévu du nombre d'étudiants, et va en conséquence commencer prochainement à renforcer un certain nombre d'institutions. Sur ce problème, l'OCDE joue un rôle de conseiller.

### Évaluation des performances

Il est évident qu'un financement adéquat est essentiel pour assurer la qualité de tout établissement d'enseignement supérieur. Mais, alors qu'on s'est beaucoup intéressé à l'évaluation de la qualité de la recherche, la qualité de l'enseignement et l'intégration des établissements d'enseignement supérieur à l'environnement régional ont suscité moins d'intérêt. Il faudrait sans doute de multiples approches pour mesurer convenablement l'enseignement supérieur, reste à savoir lesquelles. C'est pourquoi nous avons besoin de mieux comprendre les avantages et inconvénients des différentes manières d'évaluer sa qualité.

Il faut appréhender les tableaux de classement avec vigilance. L'un des problèmes principaux avec les classements actuels,

surtout lorsqu'ils couvrent les universités globalement, sans les différencier, est qu'ils compilent tous les éléments en un seul indicateur qui ne rend pas compte des significations et objectifs divers de qualité. En d'autres termes, les classements quantitatifs simplistes risquent de nuire aux diverses missions de l'enseignement supérieur.

Il peut être utile de mesurer certains éléments en relation avec des disciplines ou des cours précis : nombre d'étudiants, durée des études, coût par étudiant, etc. Mais ces mesures permettent-elles d'élaborer des stratégies globales pour l'enseignement supérieur ? Les mesures de qualité ne peuvent se limiter à des mesures quantitatives sur les coûts, par exemple.

Pour évaluer l'implication de la région, des mesures bien différentes sont nécessaires. Nous réalisons une importante étude sur la manière dont les établissements d'enseignement supérieur contribuent au développement économique, social et culturel dans la zone OCDE. C'est une tâche délicate.

Pour l'enseignement, l'outil le plus crédible serait sans doute une évaluation des compétences des étudiants, semblable à celui qu'a utilisé l'OCDE dans l'étude PISA sur l'éducation secondaire. Mais cet outil serait cher, et difficile à appliquer. S'il était disponible, il serait également difficile de déterminer dans quelle mesure les bons résultats reflètent un enseignement de qualité, ou l'admission d'étudiants privilégiés. Après tout, les prestigieuses universités américaines doivent-elles leur renom à la qualité de leur enseignement, ou au fait qu'elles n'admettent que les meilleurs étudiants ? Certaines universités européennes vieillottes sont-elles en difficulté à cause du trop grand nombre d'étudiants admis ?

Ce qui soulève un autre problème : comment trouver des institutions similaires à comparer ? Chaque pays a ses traditions, et le statut des universités et d'autres institutions varie selon les endroits. Pour prendre un exemple dans l'ingénierie, à quoi comparer Stanford ? À une université traditionnelle française, ou à une école spécialisée comme les Ponts et Chaussées ?



Ces écoles produisent-elles suffisamment de talents ? Répondent-elles suffisamment rapidement aux nouveaux besoins des entreprises ? Les universités françaises, allemandes ou d'autres pays européens peuvent-elles pourvoir en cadres compétents des sociétés telles que Siemens, Airbus ou EDF et toutes les industries européennes émergentes fondées sur le savoir ?

Ces questions doivent être éclaircies. Les examens de l'OCDE sur l'enseignement tertiaire, ses rapports sur la réforme des réglementations en matière d'éducation, et ses travaux innovants sur les scénarios d'avenir de l'université y contribuent, mais révèlent aussi des incertitudes dans les mesures de comparaisons entre États. Il serait productif d'examiner les opinions des consommateurs sur la qualité de l'enseignement. Par consommateurs, j'entends principalement les étudiants, mais aussi les futurs employeurs et les parents.

Il y a de bons exemples de cette démarche, comme le site Internet du Centre allemand pour le développement de l'enseignement supérieur. Son but est de remettre les classements globaux, en faisant des comparaisons par discipline en Autriche, en Allemagne et en Suisse. Le site étant interactif, les étudiants « clients » peuvent classer les établissements selon leurs besoins. Une étude sur les méthodes utilisées pour rassembler ce genre d'informations à travers l'OCDE pourrait être assez simple à mettre en place, relativement peu coûteuse, et serait riche d'enseignements.

**Les ministres de l'Éducation de l'OCDE se rencontreront à Athènes les 27 et 28 juin.** Une question sera au centre de leurs préoccupations : comment obtenir un enseignement supérieur de qualité et le maintenir. L'Inde, la Chine, la Russie, le Chili, ainsi que d'autres États non membres seront aussi représentés. L'intérêt manifesté par le monde entier montre à quel point l'enseignement supérieur est important pour nous tous. Ensemble, nous devons parvenir à relever le défi d'atteindre la qualité dont nous avons besoin, et que nos enfants méritent. ■

Voir la liste des études et examens de l'OCDE sur l'éducation, sur [www.oecd.org/edu-fr](http://www.oecd.org/edu-fr). Consultez [www.oecd-pisa.org](http://www.oecd-pisa.org).



# Universités et responsabilité sociale

**Richard Descoings**

Directeur de l'Institut d'études politiques (Sciences Po) de Paris

**Loin de rester cantonnées à la seule transmission du savoir, les universités ont un réel rôle social à jouer. Grâce à leur expérience de terrain, elles sont à même de participer à la définition du projet éducatif, et d'accompagner la société dans ses mutations économiques, politiques et sociales. C'est dans cet esprit que Sciences Po a lancé ses Conventions éducation prioritaire.**

Au-delà de leurs missions de formation, initiale et continue, de recherche, de documentation à travers les bibliothèques et de publication à travers les maisons d'édition, les universités ont-elles une responsabilité particulière à l'égard de la société ? Et, plus précisément, ont-elles un rôle à jouer dans l'évolution des systèmes éducatifs ?

Oui, répondent les universités. Une vingtaine d'entre elles, rassemblées dans un groupe de réflexion constitué par le Secrétaire général des Nations unies, mettent en commun leurs expériences et examinent la façon dont chacune fait face aux enjeux et défis auxquels nous sommes les uns et les autres confrontés. Parmi les thèmes abordés, la responsabilité sociale





des universités  
a nettement émergé.  
En février dernier,  
nous nous sommes  
réunis à Princeton et  
avons travaillé sur  
la façon dont les  
universités doivent

contribuer de façon nouvelle et innovante  
aux mutations intellectuelles, scientifiques,  
politiques et économiques de nos sociétés.

Bien évidemment, la recherche doit être diffusée, l'expertise mobilisée, au service de l'économie et de la société. Mais les universités peuvent et doivent aussi agir directement dans leur champs : l'éducation. En mettant par exemple à profit les fruits de leurs recherches sur les inégalités scolaires et leurs liens avec les phénomènes de ségrégation urbaine, mais aussi leurs compétences en matière de pédagogie ou de gouvernance d'un établissement d'enseignement. Elles peuvent également mobiliser leurs réseaux de partenaires dans l'entreprise, l'administration ou encore les médias. En tant qu'institutions sociales, les universités doivent devenir des acteurs de la solidarité, et ne pas se contenter d'assurer leur propre développement.

C'est dans cet esprit que Sciences Po a lancé en 2001 des Conventions éducation prioritaire avec des lycées des zones défavorisées. Aujourd'hui, nous travaillons avec 33 établissements et avons recruté

189 étudiants, particulièrement brillants, mais dont l'accès à l'enseignement supérieur sélectif était a priori impossible, en raison des biais sociaux des procédures traditionnelles de sélection – fondées sur des dissertations – et d'une forme d'autocensure des élèves eux-mêmes. Notre seul mérite est d'être allés les chercher et de les avoir sélectionnés en nous appuyant sur leurs professeurs, puis sur un entretien très approfondi à Sciences Po. Six ans plus tard, quel est le bilan ? Une diversification sociale parmi les élèves de Sciences Po, bien sûr, mais aussi des initiatives similaires dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, des évolutions dans les pratiques des entreprises qui placent la diversification de leurs recrutements au cœur de leur

### **Les universités doivent devenir des acteurs de la solidarité, et ne pas se contenter d'assurer leur propre développement.**

politique de ressources humaines ; même la fonction publique française imagine de nouvelles formes de sélection. Surtout, ce véritable partenariat avec les établissements a considérablement amélioré l'investissement des lycéens dans leur scolarité et hissé le niveau de leurs ambitions : ils s'orientent aujourd'hui davantage vers des formations de haut niveau. Notre action a donc eu un impact qui va bien au-delà de Sciences Po.

Forts de cette expérience, nous lançons une nouvelle initiative, avec la même philosophie : partir des établissements, des personnes, qui sont seuls à même de repérer les réussites et d'analyser les échecs. Le système éducatif français reste encore bien souvent impuissant à mobiliser tous les élèves des quartiers défavorisés. De leur côté, les entreprises commencent à s'inquiéter de ne pas trouver suffisamment de candidats motivés et formés pour remplacer les générations du baby-boom sur le point de prendre leur retraite. Pourtant, des professeurs et des proviseurs innovent en permanence pour dynamiser les établissements et motiver leurs élèves. Mais le système d'organisation et de gestion

sait mal identifier, recenser et diffuser les bonnes pratiques.

Un collectif de proviseurs, professeurs et acteurs de terrain a élaboré un projet-cadre, en rassemblant tout simplement les méthodes pédagogiques qui marchent ailleurs mais que peu de monde songe à mutualiser : des relations régulières avec les familles, un accompagnement personnalisé des élèves sous forme de tutorat, des enseignements pluridisciplinaires, une vraie coopération avec les entreprises, un travail avec les collègues et l'enseignement supérieur pour mettre en œuvre de vrais processus d'orientation... Ce projet pédagogique sera mis en œuvre à la rentrée 2006 dans quatre lycées de Seine-Saint-Denis, un département de la banlieue parisienne particulièrement touché par les difficultés sociales, avec l'objectif de travailler en réseau avec tous les établissements qui le souhaitent. Un nouveau lycée pourrait également être créé.

Les débats sur l'éducation ont une nature politique, voire idéologique, et se déploient dans chaque État, entre les partis politiques et entre le gouvernement et les syndicats. Mais nous avons la conviction que nous ne réussirons à faire évoluer le système éducatif qu'en partant d'initiatives de terrain.

Il est passionnant de constater comment une expérimentation change la façon d'aborder les questions. Les syndicats d'enseignants se prononcent régulièrement contre le « recrutement » des enseignants dans les lycées en fonction de l'adéquation de leur profil au projet de l'établissement. C'est un système complexe, lié principalement à l'ancienneté, qui décide de l'affectation des professeurs, quelle que soit la reconnaissance de leurs qualités professionnelles. Quatre lycées mettent en œuvre un nouveau projet pédagogique et tous aboutissent à la même conclusion : il faut recruter des professeurs sur la base du projet.

Beaucoup s'inquiètent des blocages des sociétés contemporaines et des difficultés à mener des réformes. Nous sommes au contraire convaincus que nos sociétés savent s'adapter, innover en permanence, mais à la condition de partir d'expériences concrètes. Les universités sont prêtes à se mobiliser pour y contribuer. ■



# Capital savoir

Dara Duguay

Directrice, Département  
d'éducation financière de Citigroup

**L'éducation financière  
devrait-elle faire partie des  
programmes scolaires,  
comme l'histoire ou les  
mathématiques ?**

On ne peut pas donner à quelqu'un une scie, un marteau et du bois, et s'attendre à ce qu'il soit capable de construire une maison. Il serait tout aussi déraisonnable d'attendre qu'un individu soit en mesure de gérer ses finances parce qu'il a un revenu, un prêt hypothécaire, une carte de crédit et une police d'assurance. Il faut savoir utiliser ces outils pour s'en servir avec succès. Il est crucial pour les jeunes adultes de maîtriser des compétences simples telles qu'épargner et investir, établir un budget et emprunter avec discernement. L'école est le meilleur lieu pour enseigner ces compétences, car de nombreux parents sont mal informés sur ces questions, et ne sont pas forcément des bons exemples. Même les parents les mieux informés éprouvent souvent des difficultés à parler d'argent à leurs enfants ;

cela reste un sujet tabou. Les enfants auront malgré tout besoin d'acquérir le minimum vital en la matière, et l'école est le meilleur endroit pour commencer. L'éducation financière a-t-elle été efficace jusqu'à présent ?

L'acquisition des connaissances relatives à l'argent relève plus fréquemment de l'expérience que de l'enseignement formel. Alors que la maîtrise des finances personnelles fait partie des compétences nécessaires à la vie courante, au même titre que la lecture et l'écriture, elle n'est traitée comme telle que dans peu de systèmes éducatifs.

Aux États-Unis, la *Jump\$tart Coalition for Personal Financial Literacy* réalise depuis 1997 une enquête bisannuelle pour déterminer le

niveau de connaissances financières des étudiants de deuxième cycle. Les résultats de 2005 viennent d'être publiés et font ressortir un niveau moyen de 52 % – ce qui correspond à un niveau « faible » sur la plupart des échelles de notation américaines. Selon cette enquête, 16 % seulement des personnes interrogées avaient suivi un cours d'éducation financière pendant leurs études secondaires. 30 % des personnes avaient suivi au moins une semaine de formation sur le sujet dans le cadre d'une autre matière, telle que l'économie ou les mathématiques. L'enquête de *Jump\$tart* a fourni des données empiriques indiquant que trop peu de jeunes adultes bénéficient de cette éducation essentielle, et que la grande majorité d'entre eux ne sont pas financièrement préparés au « monde réel ».



Andrew Winning/Reuters

Cours d'éducation financière à la bourse de Mexico en 2005



Selon une étude de l'OCDE dans le cadre du Projet sur l'éducation financière, peu de pays ont mené des enquêtes sur les niveaux de connaissances financières : l'Australie, les États-Unis, Hong-Kong (Chine), le Japon et le Royaume-Uni. Ces enquêtes sont différentes par la nature des questions posées, les caractéristiques des populations interrogées, et les objectifs poursuivis. Néanmoins, chacune concluait que les consommateurs manquaient d'éducation financière, et qu'ils en avaient besoin.

La bonne nouvelle est que les outils nécessaires pour remédier à ce problème (programmes d'enseignement et de formation d'enseignants) sont nombreux. Ainsi, le site Internet de la *JumpStart Coalition* ([www.jumpstart.org](http://www.jumpstart.org)) contient une base de données contenant plus de 600 supports pédagogiques de grande qualité destinés à tous les niveaux. Tout l'enjeu consiste à porter la demande au niveau de l'offre.

L'un des plus grands obstacles vient de ce que ce sont des normes ou des principes directeurs qui déterminent au final le contenu des programmes scolaires dans de nombreux pays. Ainsi, aux États-Unis en 2004, seuls neuf États sur 50 incluaient des cours de finances personnelles dans une année d'enseignement obligatoire. Néanmoins, en 2005, sept États ont adopté des dispositions législatives à cet égard pour les années à venir, et des lois similaires sont en cours d'examen dans plus d'une dizaine d'États. On ne saurait trop souligner le rôle de la législation dans l'orientation de la politique éducative. Il semble que de plus en plus de législateurs et de services gouvernementaux s'attellent à la tâche. Puisque la plupart des pays définissent leur politique éducative au niveau local ou fédéral, des efforts doivent être déployés pour persuader toutes les juridictions locales de rendre l'apprentissage des finances personnelles obligatoire.

Il existe cependant une exception. Au Royaume-Uni, l'enseignement des finances personnelles est prévu par les programmes scolaires nationaux. Cela tient notamment à l'action du *Personal Finance Education Group* (PFEG), une organisation à but non lucratif qui aide les enseignants à développer les capacités financières des jeunes. Son objectif déclaré est de veiller à ce que tous les jeunes quittant le

système éducatif disposent de la confiance et des connaissances financières nécessaires pour participer pleinement à la société (voir [www.pfeg.org](http://www.pfeg.org)). Le PFEG a établi un système d'évaluation qualitative permettant d'identifier les supports dont l'excellence a été reconnue par des professionnels, et d'éliminer en grande partie les tâtonnements inhérents à la sélection de ressources pédagogiques. La Fondation Citigroup a financé avec le PFEG un projet destiné à démontrer que l'éducation financière pouvait débiter dès le primaire, grâce à l'élaboration d'un manuel de gestion destiné aux enseignants et directeurs d'établissements.

L'éducation financière est efficace. Selon une étude réalisée par l'université de Stanford (« *Education and Saving: The Long-term Effects of High School Financial Curriculum Mandates* »),

### La grande majorité des jeunes adultes ne sont pas financièrement préparés au « monde réel ».

les politiques éducatives qui rendent obligatoire l'enseignement de matières liées aux processus décisionnels financiers des ménages mènent à une augmentation progressive des actifs des jeunes concernés. Les bénéfices équivalaient à une année supplémentaire de revenu net au cours de l'existence d'un individu moyen.

En outre, il a été démontré que le *High School Financial Planning Program* de la *National Endowment for Financial Education* – une organisation qui promeut l'éducation financière aux États-Unis – avait une influence significative et positive sur le comportement financier des adolescents. L'étude de ce programme a montré que, trois mois après l'avoir terminé, environ 60 % des jeunes avaient modifié leurs habitudes d'épargne et économisaient de l'argent, parfois même à chaque rentrée de fonds. En outre, près de 60 % d'entre eux avaient adopté une meilleure gestion.

Par ailleurs, Citigroup propose des programmes de qualité et d'efficacité reconnues, qui débiter dès le jardin d'enfants et vont jusqu'à l'âge adulte. Une récente étude sur l'efficacité de ces programmes, menée sur un

groupe témoin d'adultes ayant des revenus faibles ou intermédiaires, a montré qu'après ces cours, ils étaient 17 % de plus à suivre un budget ; 20 % de plus à planifier un financement ; 7 % de plus à vérifier leurs comptes ; 8 % de plus à épargner pour leur retraite ; et 6 % de plus à devenir propriétaires.

Par ailleurs, une enquête menée sur des travailleurs adultes ayant suivi une éducation financière sur leur lieu de travail montrait qu'ils étaient plus nombreux à adhérer à des plans d'épargne-retraite facultatifs et que les cotisations augmentaient, en particulier pour les salariés à revenu moyen.

Avec 300 000 employés dans plus de 100 pays, Citigroup s'efforce d'aider les individus à améliorer leur qualité de vie, et de permettre aux petites entreprises et institutions de participer à leur collectivité. Leur offrir les informations et les outils nécessaires pour prendre des décisions rationnelles fait partie de ce but.

En 2004, Citigroup et la Fondation Citigroup se sont engagés à fournir 200 millions de dollars US sur 10 ans pour soutenir l'éducation financière dans le monde. En 2005, notre participation à l'éducation financière a été de presque 30 millions de dollars, finançant des initiatives dans 68 pays. Citigroup continuera de soutenir les collectivités dans lesquelles nous vivons et travaillons. Il s'agit du fondement de notre engagement à l'égard de la société et d'une valeur qui est profondément enracinée dans notre culture d'entreprise. C'est pourquoi l'éducation financière est, et demeurera, un axe majeur de nos efforts philanthropiques, de nos programmes à l'intention des entreprises et des activités bénévoles de nos salariés au cours des années à venir. ■

#### Références

- Bernheim, et al., « Education and Saving: The Long-Term Effects of High School Financial Curriculum Mandates », *Journal of Public Economics* 80, 2001, disponible sur [www.econ.stanford.edu/faculty/workp/swp97012.pdf](http://www.econ.stanford.edu/faculty/workp/swp97012.pdf).
- Bayer, et al., « The Effects of Financial Education in the Workplace: Evidence from a Survey of Employers », *NBER Working Paper* 5655, 1996.
- OCDE (2005), *Pour une meilleure éducation financière : Enjeux et initiatives*, Paris.





areeba<sup>TM</sup>

Toujours plus loin

areeba<sup>TM</sup>

areeba<sup>TM</sup>

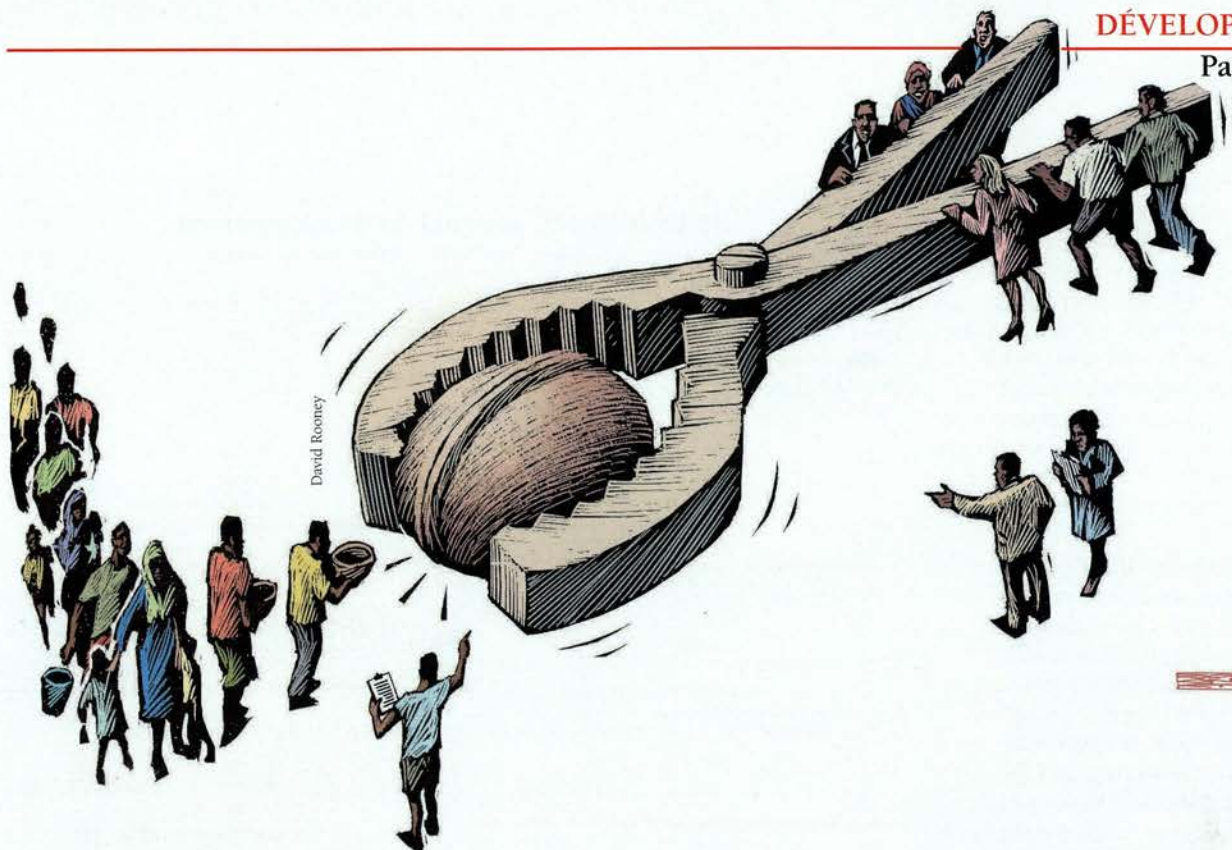
Areeba veut toujours aller plus loin : plus loin en couverture, plus loin en qualité d'écoute, plus loin dans la technologie, plus loin dans la qualité du service et surtout plus loin dans le monde entier.

Aujourd'hui, profitez de nos services Roaming et Roaming prépayé, qui vous permettent de garder votre numéro Areeba dans le monde entier! Restez toujours connecté pour bénéficier exclusivement des dernières innovations.

Votre réseau GSM mondial  
[www.areeba.com.bj](http://www.areeba.com.bj)

Au coeur de votre vie





# Comment faire fonctionner les partenariats

Dan Runde, Directeur du Bureau des alliances pour le développement mondial, USAID

**Les partenariats public-privé ont été critiqués pour ne pas tenir leurs promesses. Mais dans le domaine du développement, les alliances bien gérées fonctionnent, et peuvent de plus stimuler l'efficacité de l'aide. Voici de quelle façon.**

Imaginez qu'il existe une noix qui puisse sauver des milliers d'habitants des pays pauvres de la famine. Imaginez que cette noix permette de nourrir un enfant pendant un mois pour une vingtaine de dollars, à peu près comme le lait thérapeutique, mais qu'à la différence des autres aliments thérapeutiques, celui-ci ne nécessite pas de préparation, soit

emballé, se conserve une fois ouvert, se transporte facilement et puisse être distribué directement aux familles. Enfin, imaginez que tout ce qu'il faille pour mettre cette noix à la disposition des plus nécessiteux, ce soit des investissements dans la production locale, du savoir-faire et un travail de promotion.

Tout cela vous paraît pure élucubration ? Pourtant, cette noix existe. Grâce à une initiative remarquablement simple lancée par USAID en partenariat avec Nutriset, entreprise alimentaire française spécialisée dans la recherche de solutions pour lutter contre la malnutrition, elle est aujourd'hui utilisée pour soulager les victimes de la famine.

À USAID nous avons baptisé « Global Development Alliance » (GDA – Alliance pour le développement mondial) ce genre de partenariat public-privé. Nutriset est l'inventeur

d'un aliment thérapeutique prêt à l'emploi à base d'arachide, à forte teneur en protéines et hautement énergétique, appelé Plumpy'nut. Les arachides sont désormais transformées et emballées dans les régions de production, par exemple au Malawi ou au Niger. Autrement dit, cette initiative sauve des vies, et permet en outre un transfert de connaissances et de technologies, contribuant ainsi à améliorer la capacité des gouvernements et des populations concernés de lutter contre la malnutrition.

C'est là un exemple concret de partenariat public-privé. Il s'agit d'un accord entre deux parties ou plus pour cerner un problème de développement et y apporter une solution. Comme pour Plumpy'nut, il s'agit d'une approche, non d'une fin en soi. Loin de se contenter de sous-traiter la fourniture d'un service à une entreprise privée, USAID et ses partenaires poursuivent un objectif partagé en



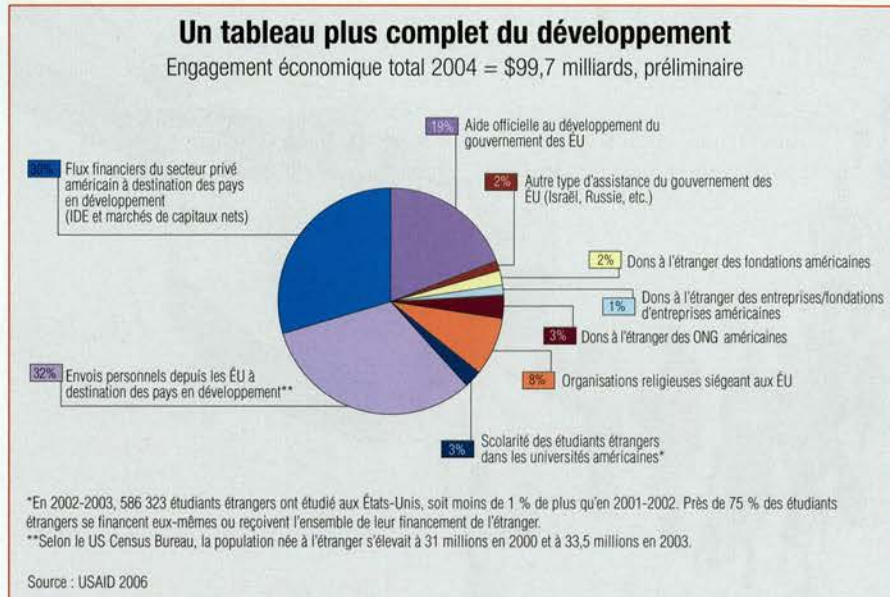
associant leurs ressources et en partageant les risques. Les ressources incluent l'argent, mais aussi le capital humain, les technologies et les brevets, un accès au marché, des pratiques commerciales performantes, une influence, des réseaux locaux, ou tout autre atout. Du fait qu'elles accroissent l'envergure, l'efficacité et la créativité des efforts pour le développement, les alliances public-privé contribuent à rendre l'aide plus efficace et à accélérer les progrès vers les Objectifs du millénaire pour le développement.

La GDA est un modèle d'aide au développement qui associe à des apports financiers les ressources, les compétences et l'inventivité de tout un éventail d'acteurs. Ensemble, ils fournissent une part croissante du capital humain et financier, et des autres ressources consacrées au développement mondial. Ces partenariats permettent de mobiliser les compétences et les ressources spécifiques de chaque partenaire et de les mettre au service du règlement de problèmes qu'un acteur isolé ne parviendrait pas à résoudre.

Pour lancer Plumpy'nut, USAID et une organisation non gouvernementale (ONG), Project Peanut Butter (PPB), se sont alliées à Nutriset pour créer un site de production au Malawi. Nutriset a fourni des financements et le brevet. Étant une organisation à vocation humanitaire, Nutriset n'a retiré aucun profit de sa contribution, qui a permis d'aider 60 000 enfants. USAID a fourni 130 000 USD à PPB pour financer les installations et former le personnel malawien ; de leur côté, PPB et Nutriset ont investi 450 000 USD dans l'affaire. L'usine utilise des matières premières locales et augmentera bientôt sa capacité.

À l'évidence, il faut une approche stratégique non seulement pour la mise en œuvre des projets de développement, mais aussi pour leur identification, leur conception et leur financement. USAID estime qu'une telle approche est applicable à tous les secteurs dont elle s'occupe, notamment l'agriculture et la santé, mais aussi la démocratie et la gouvernance.

USAID a toujours collaboré avec des ONG, des fondations, des sociétés à but lucratif et d'autres acteurs. Aujourd'hui, par le biais des GDA, elle travaille avec des organismes caritatifs, des diasporas et d'autres intervenants. C'est sa manière de s'adapter à l'évolution du contexte. Au cours des 30 dernières années, les



### USAID a mobilisé 1,4 milliard de dollars de ses propres fonds, plus 4,6 milliards d'autres partenaires dans le cadre de près de 400 partenariats public-privé.

flux de ressources provenant des États-Unis à destination des pays en développement ont beaucoup changé, et proviennent désormais à 85 % des investissements en capital, des envois des immigrés et de diverses formes de dons privés. L'aide publique au développement (APD) n'en représente qu'environ 15 %. Dans les années 70, la répartition était quasiment inverse, et l'État fédéral américain était le principal pourvoyeur de l'aide au développement.

L'APD demeure bien sûr primordiale, et le pourcentage d'accroissement de l'APD nette a été plus élevé sous l'administration Bush que sous n'importe quelle autre depuis la présidence de Truman. Selon les estimations, elle atteindrait plus de 25 milliards USD en 2005, contre 10 milliards USD en 2000.

Cependant, avec le rôle grandissant joué par le secteur privé et la société civile, l'initiative GDA est utile. Au cours des quatre ans écoulés depuis son lancement, USAID a mobilisé 1,4 milliard USD de ses propres fonds, plus 4,6 milliards USD d'autres partenaires dans le cadre de près de 400 partenariats public-privé.

Dans certains secteurs, une collaboration avec des entreprises privées est essentielle. Dans le cas de l'agriculture, par exemple, les épicerie se multiplient dans les zones rurales de pays en développement comme le Nicaragua. En exigeant des agriculteurs le respect de normes particulières, elles les préparent pour l'accès aux marchés mondiaux.

À part Plumpy'nut, on compte plusieurs exemples de partenariats fructueux. La société néerlandaise Royal Ahold est l'un des plus gros acheteurs de produits alimentaires au monde. Elle co-finance avec des ONG des projets sur le terrain au Ghana, dans le cadre desquels elle apporte en outre sa connaissance des normes de qualité et phytosanitaires ainsi que du développement des produits agricoles. Elle met surtout sa chaîne d'approvisionnement au service du développement, chose qu'USAID ne pourrait à l'évidence faire.

Grâce à cette alliance, cette société encourage de nouvelles activités, par exemple une ligne de produits cosmétiques à base de beurre de karité. La contribution d'USAID s'est montée à plus de 2 millions USD et celle de Royal Ahold à davantage encore, sous forme de contributions financières, de compétences techniques, etc.

Citons encore le partenariat entre la société suisse Nestlé et des acheteurs de cacao américains, britanniques et autres en Afrique occidentale. Ils travaillent avec les petits



agriculteurs locaux pour améliorer la productivité et la qualité du cacao dans la région. USAID y a investi 2,1 millions USD en 2006, et les autres partenaires, 7,6 millions USD. Il y a aussi l'alliance pour la gestion durable des forêts nouée avec la firme suédoise Ikea, Home Depot et d'autres gros acheteurs de bois, dans laquelle USAID a mis plus de 7,5 millions USD depuis 2002 et les autres partenaires plus de 27,5 millions USD.

Dans le domaine de la gouvernance, USAID participe au Fonds pour la démocratie dans les Balkans, avec le Fonds Marshall allemand, la Fondation Charles Stuart Mott et la Fondation Rockefeller ainsi que les gouvernements de la Grèce, des Pays-Bas et de la Suède. Créé en 2003 pour financer des initiatives locales et régionales de consolidation de la paix, de démocratisation et de coopération régionale en Europe du Sud-Est, ce fonds a octroyé plus de 240 subventions, pour un montant total de plus de 6,2 millions USD.

La GDA n'est pas le seul organisme gouvernemental à nouer des alliances. Ces dernières années, des institutions d'autres pays de l'OCDE ont mis en place des partenariats, notamment la GTZ\* allemande, le Department for International Development (DFID) britannique et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Nous pouvons cependant tirer de notre expérience quelques enseignements utiles.

Premièrement, nous avons constaté que les dons donnent de meilleurs résultats que le soutien budgétaire. En général, USAID et ses partenaires du secteur privé mettent des fonds à la disposition des organismes exécutants, habituellement des ONG. Nous avons remarqué que les entreprises, les organisations caritatives, les fondations, etc. préfèrent passer par l'intermédiaire d'ONG, et associer les gouvernements et autorités locales des pays hôtes en qualité de partenaires.

Un deuxième enseignement important est que le partenariat peut considérablement renforcer l'efficacité de l'aide dans certains secteurs. Dans l'agriculture, il semble que la productivité ait été stimulée par l'apport de la discipline du marché, d'une expertise et de normes de qualité. Et, grâce aux stages et emplois à plein temps au sein des entreprises

partenaires, le profit en termes de capital humain peut être substantiel.

Quelques mises en garde s'imposent également. Il faut être conscient que si le partenariat permet un partage des risques, il n'efface pas le risque. Par exemple, certains bons projets ont dû être arrêtés à un stade avancé par suite d'une soudaine insuffisance de financements commerciaux. En outre, le partenariat nécessite du temps et de l'énergie, il requiert une attention constante.

Par ailleurs, le partenariat a ses ennemis. Certains y voient un effort « impérialiste » de normalisation des marchés mondiaux qui lèserait par exemple les petits agriculteurs locaux, incapables de s'aligner. Ces arguments tendent à sous-estimer les avantages mutuels du partenariat, pour les populations locales comme pour les organismes et entreprises. Les

### Nous avons constaté que les dons donnent de meilleurs résultats que le soutien budgétaire.

partenaires devraient cependant davantage penser aux possibilités pour les agriculteurs qui ne satisfont pas les exigences de productivité d'un certain marché de se reconvertir vers d'autres activités, liées à l'agriculture ou non, comme la transformation et le conditionnement de produits alimentaires ou le tourisme.

Il ne fait aucun doute qu'un partenariat bien géré est bénéfique pour toutes les parties, mais les organismes de développement doivent cependant prendre quelques précautions élémentaires.

Premièrement, ils doivent tenir compte de l'ensemble des activités nationales qui concourent au développement. Le meilleur moyen de faire évoluer les mentalités sur le sens réel de la coopération pour le développement est d'intégrer les investissements, les subventions, les dons privés et même les bourses d'études dans le paysage de l'aide.

Deuxièmement, il faut consolider l'aspect institutionnel des alliances public-privé par la mise en place de sortes de « centrales » de coordination. La constitution de partenariats demande un temps considérable et nécessite

des compétences et des ressources spécifiques. Ce genre de dispositif institutionnel faciliterait l'intégration des alliances public-privé dans la planification stratégique et éviterait qu'elles ne soient considérées comme de simples accessoires.

D'autres mesures sont aussi à envisager, de l'organisation de formations en vue de sensibiliser le personnel à l'inventaire des compétences et à l'apprentissage du travail en équipe, en passant par l'établissement de réseaux et autres dispositifs de communication afin de récolter de nouvelles idées et de nouer de nouveaux partenariats.

Il est également important d'afficher les cas de réussite, tout en s'instruisant des échecs. Trop souvent, les travailleurs du développement oeuvrent dans l'anonymat. Un peu de publicité sur leurs succès renforcerait leur motivation et celle des agences, et soulignerait les pratiques exemplaires.

Pour ce qui est de la question cruciale du financement, il faut rappeler que soutien budgétaire et partenariat font rarement, voire jamais, bon ménage. Les organismes qui envisagent des partenariats doivent s'assurer que des subventions sont disponibles pour les ONG associées.

L'instauration de partenariats est une tâche ardue et, comme le développement lui-même, de longue haleine. Mais le jeu en vaut la chandelle. À la GDA, plus nous observons l'évolution des partenariats, plus les objectifs de développement gagnent en clarté et plus nous avons la certitude d'avancer dans la bonne direction. Il est aujourd'hui inconcevable de revenir aux méthodes d'avant la naissance de Plumpy'nut. ■

\*Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit

#### Références

- [www.usaid.gov/gda](http://www.usaid.gov/gda)
- [www.plumpynutinthe field.com](http://www.plumpynutinthe field.com)







Enrique Marciano/Reuters

La bonne direction ? Les présidents argentin Nestor Kirchner (à gauche), bolivien Evo Morales et brésilien Lula (à droite)

# Le nouveau pragmatisme de l'Amérique latine\*

Javier Santiso, Chef économiste du développement et Directeur adjoint du Centre de développement de l'OCDE

**La croissance et une stabilité sans précédent se sont installées dans quelques grands pays d'Amérique latine. Les raisons en sont plus originales qu'il n'y paraît.**

Cette année, l'Amérique latine est de nouveau sous les projecteurs. Le climat politique se réchauffe une fois de plus, sur fond d'élections majeures dans plusieurs pays. Les perspectives économiques restent radieuses, la faiblesse des taux d'intérêt et le niveau élevé des prix des matières premières exportées soutenant des taux de croissance de style asiatique, tandis que la Chine, en particulier, absorbe des quantités considérables

de soja, de fer, de cuivre, de pétrole et de gaz. Les marchés émergents sont inondés de liquidités, les investisseurs étant attirés par les forts rendements qu'ils offrent. L'Amérique latine a enregistré trois années d'expansion consécutives, la première série de ce type en l'espace d'un demi-siècle, et qui semble devoir se poursuivre en 2006.

Mais ces résultats impressionnants dissimulent un contexte social et politique plutôt agité. Les marchés mondiaux ont certes stimulé la croissance, mais la pauvreté persistante liée au mécontentement social a renforcé l'attrait populaire des politiques anti-mondialisation. Des présidents ont dû quitter leurs fonctions en Argentine, en Bolivie, en Équateur et au Pérou, et ont été remplacés par des figures populistes comme Evo Morales, un Indien autochtone, de gauche et critique à l'égard des États-Unis.

Les Latino-Américains – et les marchés – sont divisés à propos de ces changements. Certains voient se profiler de l'instabilité et une aggravation de la pauvreté. D'autres espèrent en un avenir meilleur et une plus grande indépendance. Mais si l'on prend un peu de distance, ce qui ressort de ces événements n'est pas tant les mouvements de protestation populaires que les transformations profondes, quoique moins retentissantes, qui ont eu lieu en quelques décennies dans certains pays de la région. En fait, depuis un quart de siècle, plusieurs pays d'Amérique latine mettent en place des cadres institutionnels et des bases monétaires et budgétaires, sans se limiter à une trajectoire prédéterminée ou à une idéologie stricte. Le Chili en fait partie, de même que le Brésil et le Mexique.

Penchons-nous d'abord sur le **Chili**. Longtemps considéré comme un pionnier de



la transformation économique, le Chili a de nouveau ouvert la voie en mars 2006, lorsque Mme Bachelet est devenue la première femme à accéder à la présidence d'un pays d'Amérique du Sud. Néanmoins, loin de représenter un revirement radical, cet événement majeur reflète le nouveau pragmatisme chilien. Au lieu de sombrer dans la *fracasomanía* (le syndrome de l'échec) comme l'ont fait certains pays de la région par le passé, le Chili affiche un optimisme généralisé, ce qu'Albert Hirschmann appellerait une « propension à l'espoir ».

Examinons par exemple la privatisation du système de retraite, qui était en termes de réglementation un ouvrage institutionnel de qualité exceptionnelle. Créés au début des années 80, les fonds de pension chiliens ont affiché des rendements élevés au cours de la première moitié des années 90, et ont tenté de s'adapter au faible taux d'épargne national,

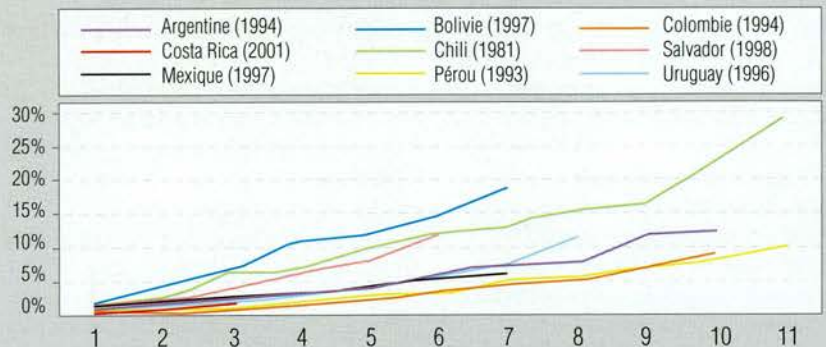
### Ce qui ressort n'est pas tant les mouvements de protestation populaires que les transformations profondes, quoique moins retentissantes, qui ont eu lieu.

tout juste à 20 % du PIB. Des réformes du marché du travail informel ont également été engagées en vue d'étendre autant que possible la portée du système de retraite. En conséquence, plus de la moitié des travailleurs chiliens sont maintenant couverts, soit bien davantage que dans de nombreux autres pays d'Amérique latine. En outre, les actifs du système sont estimés à 71 % du PIB (75 milliards USD en 2005) et enregistrent une forte croissance annuelle.

Après le retour à la démocratie en 1989, le pays aurait pu être tenté de créer encore un nouveau modèle, dans l'euphorie de la rupture avec le régime militaire. Il n'en a rien été. Les démocrates chiliens ont intensifié les réformes existantes, conjuguant l'orthodoxie monétaire et budgétaire avec des mesures sociales et la recherche d'une croissance équilibrée. En bref, cette réforme est symbolique de la nouvelle orientation vers une transformation pragmatique et progressive, après des années de vertige idéologique.

### Croissance des fonds de pension

Évolution des actifs depuis l'année de mise en place (entre parenthèses) dans quelques pays d'Amérique latine



Source : OCDE

Le système de retraite chilien n'est sans doute pas parfait – il est encore loin d'assurer une couverture universelle, et il faut davantage encourager l'épargne et relever le niveau des pensions normales, qui est actuellement d'environ 130 dollars par mois. Ce processus a cependant permis le développement d'un robuste marché des capitaux à long terme, et la réduction de la dépendance du Chili à l'égard des sources de financement externes. Ses réformes en matière de retraites ont même servi de modèle à d'autres pays d'Amérique latine, avec des résultats variables. Il n'est donc pas surprenant que l'autorité de régulation nationale, la *Superintendencia*, soit respectée et considérée comme l'institution la plus crédible et la plus accomplie sur le plan technique du pays.

Le pragmatisme a également été à l'œuvre sur le front extérieur. Bien que le Chili ait ouvert ses marchés et signé des accords de libre-échange avec des pays du monde entier, dont le Japon, la Corée et, récemment, la Chine, il a conservé des mécanismes de contrôle des mouvements de capitaux (qui ont toutefois été « suspendus » en 1998).

De même, malgré des privatisations généralisées, la principale entreprise du pays est restée publique. Codelco, le géant du cuivre, est un véritable champion mondial puisqu'il assure 30 % de la production de cuivre de la planète et 20 % des exportations totales du Chili. Codelco constitue à ce titre le premier actif du pays, représentant 15 % du budget national et près de 5 % du PIB.

Le pragmatisme du Mexique a émergé un peu plus tard, avec la signature de l'accord de libre-échange (ALENA) conclu avec les États-Unis et le Canada en 1994. Le pays avait déjà rejoint le GATT, et était devenu le premier membre latino-américain de l'OCDE la même année. Mais avec l'ALENA, c'était la première fois qu'une économie émergente du « sud » formait une zone de libre-échange avec des pays industrialisés du « nord ». Ceci a constitué un test pour le Mexique, comme l'a montré la crise monétaire peu après le lancement de l'ALENA, suivie par des sévères programmes de restructuration.

Malgré ces difficultés, l'économie a tenu bon. De même que pour l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne environ dix ans auparavant, ce processus devait permettre à l'économie de bénéficier d'un ancrage crédible à l'extérieur. En 2000, le pays a connu un changement de gouvernement sans heurt, qui n'a déclenché pour une fois aucune crise financière. Cette accession à la normalité politique marquait un nouveau progrès décisif.

Le Mexique peut maintenant s'appuyer sur divers stabilisateurs institutionnels, le pragmatisme économique étant dorénavant à la base de l'action gouvernementale. Tandis que la banque centrale accumulait plus de 70 milliards de dollars de réserves, le peso mexicain s'est stabilisé et le taux d'inflation a diminué : il est tombé de 5,2 % en 2004 à 3,3 % en 2005, soit son niveau le plus bas en près de quarante ans. Les finances publiques sont maintenant à peu près équilibrées, et le Mexique est le seul grand pays d'Amérique latine, avec le Chili, à être



classé dans la catégorie « investissement » par les agences de *rating*. Nul ne songerait aujourd'hui à mettre en péril une telle stabilité, pas même Manuel López Obrador, l'ancien maire de Mexico et candidat de gauche à l'élection présidentielle de 2006, dont la récente tournée régionale « axée sur les marchés » incluait une halte à Wall Street.

Le fait que le gouverneur de la banque centrale, aujourd'hui indépendante du pouvoir politique, soit en fonction jusqu'en 2009 contribue à rassurer les marchés, de même que la présence de l'Institut fédéral électoral (IFE), une autre innovation destinée à assurer la supervision indépendante des élections démocratiques. Globalement, les conditions économiques et institutionnelles requises sont réunies pour que le vainqueur du scrutin de 2006 reste sur la voie des réformes pragmatiques, et aide ainsi le Mexique à poursuivre sa transformation remarquable des dix dernières années.

Le cas **brésilien** est différent. En fait, après bien des promesses et plusieurs faux départs, les marchés financiers se sont inquiétés de l'arrivée au pouvoir de Lula, mais ont été finalement agréablement surpris par son attachement à l'orthodoxie monétaire et budgétaire des précédentes administrations. En 2004, Lula a réussi à hisser le taux de croissance économique du pays aux environs de 5 %. Dans le même temps, comme dans le cas du Chili et du Mexique, il s'est tourné vers les échanges pour ancrer le processus de transformation. Bien que le taux de change se soit apprécié de près de 15 % en 2005, l'excédent commercial a atteint le niveau record de 45 milliards de dollars, les exportations totales s'établissant à plus de 100 milliards pour la deuxième année consécutive.

La dynamique du changement a été forte, et plusieurs réformes importantes sur le budget, les retraites et le secteur bancaire ont franchi le cap des débats parlementaires. Bien que très critiqués, les programmes sociaux et les investissements d'infrastructure de Lula n'ont pas porté atteinte à la nouvelle orthodoxie budgétaire et monétaire. En outre, Lula s'est efforcé de tenir ses promesses d'une croissance plus juste, plus efficiente et plus équitable. Il a relevé les minima salariaux et tenté de relancer les programmes sociaux dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Son combat

contre la faim pourrait également donner de bons résultats, comme en témoigne le recul de la pauvreté constaté au cours des deux dernières années par la Fondation Getulio Vargas, un institut de recherche local. Que Lula soit réélu ou non en 2006, le pragmatisme semble maintenant si bien installé que le candidat qui remportera le scrutin d'octobre prochain ne changera probablement pas de cap.

Au lieu de se lancer dans des stratégies irréalisables, le trio Chili/Mexique/Brésil a exploré l'art du possible pour conduire le changement. Ces expériences inciteront-elles le reste de l'Amérique latine à les imiter et à s'éloigner des écueils où sévissent les sirènes populistes ? Certains sont prêts à s'engager dans cette voie, comme l'Uruguay, où un gouvernement de gauche revendiquant ce nouveau pragmatisme vient également d'arriver au pouvoir. Mais en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, tout semble indiquer le contraire. Quoi qu'il en soit, cette année électorale est encore jeune et, s'il reste à voir quelle tendance prendra le dessus, il y a fort à parier que le reflux de la nouvelle vague de pragmatisme latino-américain n'est pas pour demain. ■



Javier Santiso

## Amérique latine

Révolutionnaire, libérale, pragmatique

\*Cet article s'appuie sur le livre de l'auteur, *Amérique latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, publié par les éditions Autrement et le CERI en 2005. Cet article a été écrit spécialement pour *L'Observateur de l'OCDE*.

## Horizons africains

Taux de croissance moyen par région d'Afrique, en %

Région	2005(e)	2006(p)	2007(p)
Afrique centrale	4,8	5,0	3,6
Afrique de l'Est	5,6	5,3	5,6
Afrique du Nord	4,8	6,3	5,6
Afrique australe	5,0	6,0	5,7
Afrique de l'Ouest	4,4	5,3	5,5
<b>Total</b>	<b>4,9</b>	<b>5,8</b>	<b>5,5</b>

Note : Faute de données suffisantes, ces agrégats ne prennent pas en compte le Libéria et la Somalie. (e) : calcul des auteurs ; (p) : prévisions.

Source : *Perspectives économiques en Afrique 2005/2006*

Selon la cinquième édition des *Perspectives économiques en Afrique* du Centre de développement de l'OCDE, qui porte sur 29 pays, l'activité économique du continent a progressé de 5 % en 2005, dans le contexte de la flambée des marchés du pétrole et des minerais. Selon le rapport, l'activité économique globale du continent devrait se maintenir en 2006 et 2007, à respectivement 5,8 et 5,5 %. Mais ces chiffres cachent en réalité des disparités profondes, notamment selon les ressources naturelles des pays.

Ces chiffres masquent également le danger d'une trop grande dépendance à l'égard de quelques matières premières. Sans une plus grande diversification et la mobilisation de ressources internes de croissance, le futur pourrait s'assombrir. Le rapport appelle les gouvernements et leurs partenaires à tirer profit de toute recette supplémentaire pour réduire la pauvreté et améliorer les infrastructures sociales. Il serait dangereux de gâcher ces ressources. Pour les pays qui ne disposent pas de ressources naturelles fortement convoitées, le rapport appelle à une aide plus ciblée.

Le transport est un domaine qui, malgré quelques succès, nécessite une action particulière. Le rapport appelle à redéfinir le rôle du secteur public dans la mise en place d'une planification et d'une réglementation adéquates. De même, les partenariats et l'implication des pays donneurs contribueraient à améliorer le réseau de transport, au grand bénéfice de l'Afrique. ■

### Références

- OCDE (2006, à paraître), *Perspectives économiques en Afrique*, Centre de développement, Paris. Disponible sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie).
- Voir aussi [www.observateurocde.org/afrique](http://www.observateurocde.org/afrique).



# Affaires chinoises

Depuis le début du siècle, la Chine est au centre de la réflexion politique et des affaires. On a beaucoup écrit sur la transformation de son économie et de son mode de gouvernance, sur son immense potentiel commercial, et plus récemment sur son influence en tant qu'acteur majeur de l'économie mondialisée. Mais comment la pratique des affaires y est-elle vécue ?

Joerg Wuttke est vice-président de la Chambre de commerce européenne en Chine et travaille dans ce pays depuis 16 ans, d'abord avec ABB Chine, puis maintenant chez BASF Chine. Nous avons recueilli ses impressions.



La nouvelle économie

**L'Observateur de l'OCDE : Quelle est exactement l'importance de la Chine dans l'économie mondiale ?**

**Joerg Wuttke :** La Chine est en elle-même un continent, immense à tous points de vue. Aussi grande que l'Europe occidentale, mais avec 1,3 milliards d'habitants. C'est un défi pour l'imagination. L'Empire du milieu émerge à nouveau depuis 20 ans. Deviendra-t-il la deuxième économie mondiale au cours des 15 prochaines années, ou succombera-t-il au poids de l'histoire et d'attentes irréalisables ? Les expatriés font souvent une erreur de jugement à l'égard de la Chine, en sous-estimant la capacité du pays à se transformer et à évoluer. En tant qu'homme d'affaires, je m'intéresse en premier lieu à l'économie. Je pense que l'économie chinoise va continuer à croître de plus de 7 % par an pendant la prochaine décennie.

**On dit que les Chinois sont très favorables au libre-échange.**

**Partagez-vous cette impression ?**

Cela dépend. La Chine demeure un pays autocratique, avec une structure politique

communiste, mais une économie très ouverte. Le pays dispose d'un vaste secteur privé, mais de nombreux prix sont fixés, ou maintenus artificiellement bas. Ceci pose des problèmes dans la chaîne d'approvisionnement (pour le pétrole et le gaz, par exemple) et encourage le gaspillage, notamment dans l'eau et l'énergie. Il faut également se souvenir que la Chine comprend de plus en plus les bénéfices qu'elle peut tirer d'une économie ouverte, mais qu'elle doit protéger ses nombreux pauvres : environ 100 millions de personnes vivent avec 1 dollar par jour. Beaucoup d'étrangers oublient cela lorsqu'ils résident au Shangri La de Shanghai. La Chine n'adoptera jamais totalement la philosophie ultralibérale d'Hayek, mais le pouvoir est décidé à encourager plus d'efficacité en relevant les prix, tout en mettant en place des mécanismes pour protéger les pauvres.

**Est-il difficile d'établir une société en Chine ?**

Les autorités chinoises sont généralement favorables aux entreprises, et voient des avantages à permettre à des sociétés étrangères de s'établir ici. La procédure en

Chine comporte bien moins d'étapes que dans d'autres pays, comme le Brésil par exemple, et est comparable à celles de l'Inde ou du Japon. La différence est manifeste dans le nombre de jours qu'il faut pour remplir les formalités : en Chine, il faut environ 41 jours pour monter une société, contre 89 jours en Inde et 152 au Brésil. Le délai est encore plus court que dans mon propre pays, l'Allemagne, qui est l'une des premières destinations mondiales pour l'investissement direct étranger, mais où la constitution d'une société prend quand même 45 jours.

**Qu'en est-il pour l'emplacement ?**

Shanghai est la capitale des affaires, notamment pour les services, bien que son importance dans l'industrie décline suite à une explosion des coûts. Les industries ont commencé à déménager dans les environs, vers les provinces de Jiangsu et Zhejiang, et même plus loin, grâce à une amélioration des infrastructures. Les provinces centrales comme Anhui et Jiangxi se développent rapidement. Beijing reste cependant la ville



où aller chercher les autorisations pour de grands projets, ou pour investir dans les grandes entreprises d'État, par exemple (PetroChina, Sinopec, etc.), mais aussi pour les « champions provinciaux » comme Anshan Steel ou Shide du Lianing, qui sont des poids lourds en Asie.

### Que pensez-vous des compétences professionnelles en Chine ?

Elles se sont améliorées. Dans l'ingénierie, par exemple : de nombreuses multinationales transfèrent une partie de leurs travaux d'ingénierie en Chine, où quelque 350 000 étudiants sont diplômés en sciences et technologies chaque année. Cela équivaut au nombre total d'ingénieurs dans la région

### La Chine est un défi pour l'imagination.

ASEAN, et représente un immense vivier. Leur ingénierie de base est bonne, même si les travaux plus pointus sont plus difficiles et requièrent une supervision attentive. Il faut aussi être vigilant à la question omniprésente des droits de propriété intellectuelle. Il est indispensable de protéger le capital intellectuel que nous importons de l'étranger. Les infractions sont un obstacle majeur.

### Et pour la main-d'œuvre en général, dans les services par exemple ?

Les Chinois sont très efficaces, et toujours avides d'apprendre. Il est facile de développer les compétences, ce que nous faisons en confrontant les diplômés au « monde réel ». Ils apprécient de mettre la main à la pâte, en essayant plusieurs tâches. C'est important pour les grandes entreprises, bien qu'en Chine, ce ne soit pas évident, étant donné que les gens n'aiment pas déménager loin de leur ville. La fidélité à l'entreprise peut être un problème chez les jeunes, mais ce n'est généralement pas le cas pour le personnel âgé de 30 ans ou plus. Les ingénieurs ou gestionnaires les plus ambitieux apprécient de rester dans la même entreprise.

De manière surprenante, les gens n'ont pas toujours l'esprit d'équipe, probablement à cause de la forte compétition. Les individus protègent leur territoire. Ceci pourrait

expliquer leur manque de culture de la communication.

Je trouve intéressant de noter que les femmes ont souvent une attitude beaucoup plus positive dans le secteur des services que les hommes, surtout dans le nord du pays, où les hommes ont une attitude de mandarins. Les femmes chinoises font d'excellentes commerciales.

J'ai remarqué un changement récent dans l'âge des dirigeants d'entreprises. Lorsque je suis arrivé pour prendre mon poste actuel, en 1993, tous les chefs d'entreprises avaient 30 ans de plus que moi. J'ai bien sûr moi-même vieilli, mais je remarque que maintenant, beaucoup de gens haut placés dans les affaires ont autour de 40 ans. La plupart d'entre eux parlent exclusivement chinois, mais ils tendent à s'entourer de personnel formé à l'international, notamment dans les entreprises établies de longue date. Et, dans le secteur de la nouvelle économie, les dirigeants de toutes les principales sociétés parlent anglais.

### Quels sont les plus importants défis à l'avenir ?

Il y a des défis internes et externes. Il faut déjà se demander si la croissance est durable ou non. Le scénario d'un effondrement du PIB ou d'un recul important de la croissance est improbable avec le contrôle administratif du gouvernement actuel et le schéma chinois : une épargne solide, l'urbanisation et la démographie, notamment un avenir proche avec moins d'enfants, et pas trop de retraités. En Chine, le problème du vieillissement de la population se posera après 2020. Il y a d'autres inquiétudes. La croissance varie selon les régions. Elle est particulièrement forte près du littoral, et des problèmes d'inégalités et de disparités sociales pourraient ralentir la croissance, et même mener à des troubles. Le gouvernement met en place de nouvelles politiques pour lutter contre cela, telles que le développement de l'Ouest et des villes secondaires, ainsi que des améliorations du bien-être social.

De même, le marché local chinois est fragmenté, et le PIB pourrait sensiblement augmenter grâce à une réduction des obstacles au commerce à l'intérieur des provinces. Le gouvernement s'y attache de façon ciblée,

autorisant des approvisionnements nationaux plutôt que régionaux, établissant des lois sur les faillites qui permettent des réclamations au-delà des frontières des provinces, etc.

Au-delà de ces questions nationales, le plus important aujourd'hui est d'intégrer la Chine à l'économie mondiale, ce qui n'est pas forcément facile, comme l'Histoire nous l'enseigne. Il suffit de considérer l'ascension de l'Allemagne à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ! Il faut que les personnes influentes et reconnues expliquent à leurs concitoyens que la Chine n'est pas une menace, mais une opportunité. Beaucoup de gens ont un emploi grâce à l'émergence de la Chine, d'autres perdront le leur. Malheureusement, on se concentre sur les perdants. Les hommes politiques et dirigeants

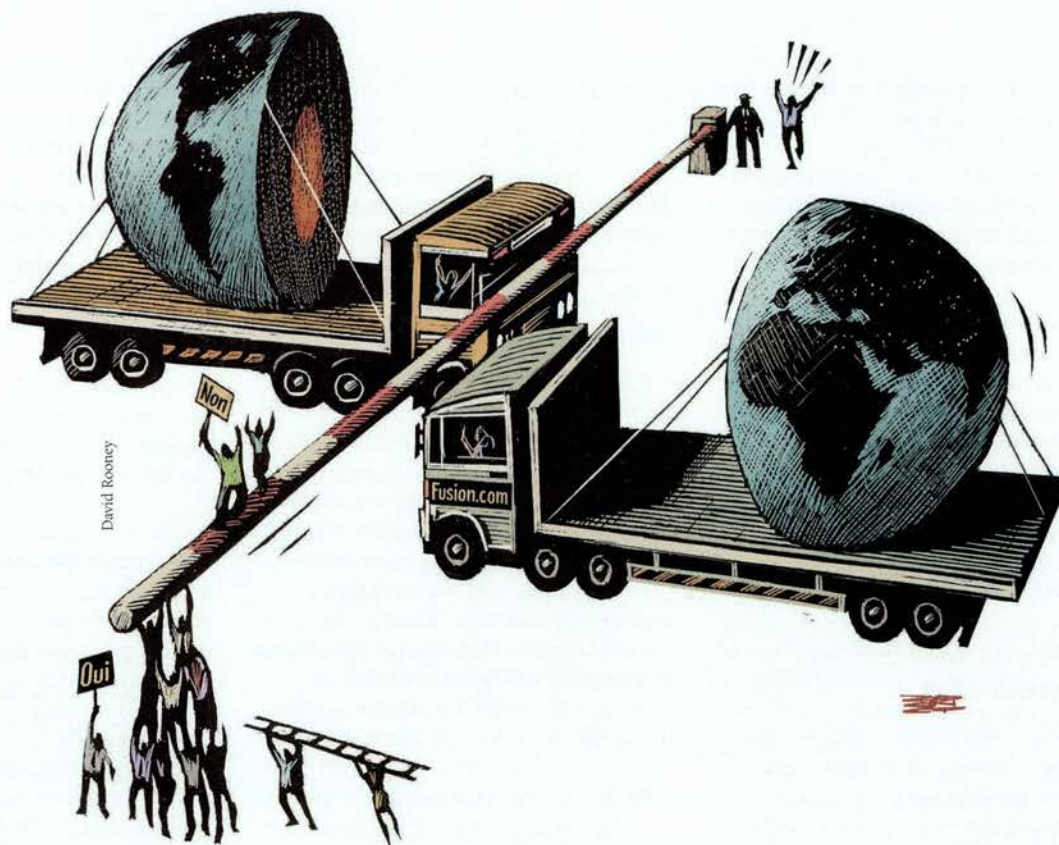
### Dans les services, les femmes ont une attitude beaucoup plus positive que les hommes.

d'entreprises, mais aussi les travailleurs et les autres doivent s'assurer que leurs pays comprennent les bénéfices mutuels. Des organisations internationales comme l'OCDE doivent aussi remplir leur rôle, et s'assurer que des préjugés ne soient pas employés pour servir des buts de politique intérieure. En ce qui concerne les affaires, la Chine doit accepter les règles du jeu. Ce qui signifie le nécessaire respect des droits de propriété intellectuelle. La vente de certains produits, par exemple, ne devrait pas être subordonnée à des transferts de technologie.

### Et l'accueil culturel ?

La manière d'accueillir les étrangers varie. Les Chinois ont tendance à accepter les Américains et les Européens, mais sont hostiles aux Japonais. Ce qui est malheureux car les entreprises japonaises ne sont pas seulement de grands investisseurs et employeurs, mais font aussi preuve d'une bonne gouvernance d'entreprise, ce qui est important pour la Chine. Au niveau individuel, les Chinois ont adopté le mode de vie occidental et sirotent des *latte* chez Starbucks, mais cela ne fait pas d'eux des Américains. Au contraire, ils sont plus fiers de leur pays que jamais, ce qui est compréhensible. Une grande nation est de retour. ■





# Résister au protectionnisme

Thomas R. Vant

Secrétaire général du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)

**Il semble y avoir une forte réaction au sein d'importants gouvernements de l'OCDE contre la liberté des échanges et de l'investissement. Les entreprises sont inquiètes.**

Une nouvelle tendance dangereuse se profile dans de nombreux pays industrialisés. Des poussées de fièvre antimondialisation, qui seraient justifiées par des considérations de sécurité nationale et la prétendue nécessité de protéger des secteurs « stratégiques », ont débouché sur une résurgence du protectionnisme. Même dans des pays qui ont longtemps encouragé la mondialisation des marchés, et en ont bénéficié, des barrières cachant des motivations politiques sont érigées. Ce mauvais vent a temporairement ralenti le progrès économique.

Nous avons tous assisté à une débâcle commerciale lorsque les gouvernements ont joué à « donnant-donnant » lors des négociations de l'OMC sur le programme de Doha pour le développement, sans se soucier

des conséquences sur le développement mondial. Cet échec pour conclure un accord sur l'agriculture et les produits industriels avant la date limite du 30 avril n'était que le dernier chapitre d'une longue série d'occasions manquées de s'engager à livrer au monde les bienfaits du libre-échange. Les dirigeants politiques doivent arrêter la surenchère, et donner aux négociateurs le feu vert dont ils ont besoin pour faire de vraies avancées.

Pourtant, les récentes évolutions dans le domaine de l'investissement semblent suggérer que le soutien des gouvernements à la libéralisation du commerce décline, et des dirigeants des pays de l'OCDE tentent de freiner certains investissements transnationaux. Ceci est inquiétant. Des gouvernements sont récemment intervenus dans des opérations impliquant des



entreprises « nationales » et « étrangères », sans se préoccuper de leur légitimité.

Au début de l'année, les Français ont accéléré la fusion d'entreprises énergétiques nationales pour contrer l'offre d'achat d'une entreprise étrangère. Dans le sillage de l'OPA impliquant Arcelor, le Luxembourg a flirté avec l'idée d'une législation anti-fusion. Plusieurs pays européens sont intervenus pour empêcher des fusions dans leur secteur bancaire. En Asie, la dynamique Corée a récemment résisté à l'OPA lancée par une société américaine sur une entreprise de tabac. Les législateurs américains, dans une affaire qui a fait grand bruit, ont montré également qu'ils n'étaient pas des anges en s'opposant avec vigueur à un projet de prise de contrôle de certains ports par une société étrangère.

Personne ne saura jamais le nombre de projets de rachat d'entreprises qui ont avorté car les investisseurs potentiels anticipaient les réflexes protectionnistes des autorités publiques. Mais il ne faut pas confondre protectionnisme et patriotisme. Les dirigeants politiques peuvent recourir au protectionnisme pour accroître leur popularité à court terme. Mais en réalité, ce genre de réponses cause des dommages aux industries et aux économies qu'ils prétendent protéger. Comment ? En premier lieu, la protection prive les entreprises concernées d'apports de capitaux. Une gestion plus efficace, la restructuration des stratégies d'entreprises, l'ouverture de nouveaux marchés : tout cela est sacrifié. Le protectionnisme n'est pas seulement synonyme d'opportunités ratées, il fait aussi perdurer des gestions médiocres et le sous-emploi des travailleurs. C'est pourquoi il appauvrit les pays.

En revanche, il existe de nombreux exemples de secteurs et d'économies qui ont profité de rachats ou de fusions. Votre employeur, votre ligne aérienne ou votre banque en résultent peut-être. Et l'activité dans les fusions-acquisitions ne décroît pas : de janvier à mars, la valeur totale de celles-ci était d'environ 10 milliards de dollars US par jour. C'est le niveau le plus haut depuis le boom de l'Internet en 2000. À travers de bonnes pratiques, les gouvernements ont contribué à de tels succès. Ils devraient continuer à accueillir les acheteurs étrangers, au lieu d'essayer de les faire fuir.

Cela ne signifie pas que les fusions soient toujours la meilleure solution. Elles peuvent être fructueuses ou non, mais c'est aux entreprises

d'en décider. Lorsqu'une fusion s'avère mauvaise, les marchés obligent les entreprises à apporter des changements qui se font alors plus vite, et à des coûts bien moindres que lorsqu'il s'agit de corriger une maladroite décision gouvernementale.

### **Nous ne disons pas que la mondialisation est parfaite, mais s'y opposer serait désastreux.**

Bien sûr, les gouvernements ont le devoir de s'assurer que les intérêts stratégiques et la sécurité du pays sont préservés. Mais on abuse trop souvent de cet argument. Dans les ports, par exemple, l'intérêt national peut-être servi par une gouvernance et une surveillance appropriées, peu importe qui dirige l'entreprise. En ce qui concerne l'acier, on voit mal comment le fait d'empêcher une fusion transnationale promettant une meilleure production, dans ce secteur sinistré, peut servir l'intérêt national.

En définitive, la plupart des gouvernements de l'OCDE savent bien que le protectionnisme ne stoppera pas l'activité générale des fusions transnationales. D'ailleurs, grâce aux règles internationales adoptées dans le cadre de l'OCDE, de l'OMC et des accords régionaux, les gouvernements ne disposent plus que d'une marge de manœuvre limitée pour s'opposer effectivement à ces opérations. Les gouvernements eux-mêmes voulaient qu'il en soit ainsi ! Après tout, ils ont mis en place ces organisations pour éliminer les obstacles à la croissance et au développement, et non pour introduire des barrières.

Cependant, les forces qui poussent à la mondialisation restent vives. Les entreprises ont diminué leurs coûts, réduit leur endettement, restructuré leurs bilans et augmenté leurs bénéfices. Les ressources financières abondent, l'endettement peut être financé à bas prix et la plupart des économistes, dont ceux de l'OCDE, sont plutôt optimistes à propos de l'économie mondiale, malgré quelques risques de baisse. Dans ce contexte, les entreprises continueront à se restructurer, à rechercher des économies d'échelle et à augmenter leurs parts des marchés mondiaux grâce à des fusions transnationales.

Les responsables politiques disposés au protectionnisme ne pourront pas enrayer ce processus, mais leur ingérence peut le rendre

plus coûteux, et instaurer un climat d'incertitude qui contraint les entreprises à rechercher des alternatives moins favorables. Ceci ne fait que rendre la vie des secteurs, entreprises, et employés concernés plus difficile. Les responsables politiques devraient mettre en place un environnement favorable à la croissance et développer un cadre juridique et réglementaire permettant aux entreprises et aux économies de s'adapter sans heurts à la mondialisation. De récentes actions gouvernementales montrent clairement que les pays ont encore beaucoup à faire avant que cette leçon ne soit bien comprise.

L'OCDE est la mieux placée pour changer cette situation. Elle a œuvré plus qu'aucune autre organisation internationale pour promouvoir l'investissement étranger au cours des quatre dernières décennies. Ses membres, qui hébergent la grande majorité des investisseurs mondiaux, ont tous souscrit des engagements contraignants au titre du Code de l'OCDE sur la libéralisation des mouvements de capitaux et de la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales en vue de promouvoir l'investissement international bien longtemps avant que l'OMC ne démarre des négociations sur l'investissement dans le cadre du GATS. De plus, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ont exercé une influence positive en contribuant à responsabiliser les multinationales et à renforcer ainsi les avantages de l'investissement direct étranger. Actuellement, le Cadre de politiques pour l'investissement poursuit ce travail.

Mais l'OCDE doit avertir les gouvernements de manière plus énergique sur les dangers de l'installation de barrières inutiles au commerce ou à l'investissement. Il faut faire plus pour défendre les avantages de la mondialisation, et mettre les cyniques et les dirigeants protectionnistes au pied du mur. Nous ne disons pas que la mondialisation est parfaite, ou que les investisseurs ont toutes les réponses aux problèmes du monde. Mais le choix de davantage de protection, moins d'échanges, d'investissement, de création de richesses et d'emplois serait désastreuse pour tous, riches comme pauvres. ■

#### Référence

● Consulter [www.biac.org](http://www.biac.org).



Filmuseum Berlin-Deutsche Kinemathek

# Un monde de villes



METROPOLIS, TRICKZEICHNUNG - MORGENDÄMMERUNG

Kettelhut

Tableau de Erich Kettelhut, inspiré par le film de Fritz Lang, *Métropolis*, 1927.

Mario Pezzini

Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial

**Les villes sont des moteurs économiques au cœur de la mondialisation. Les décideurs politiques devraient examiner leur potentiel de plus près. Voici pourquoi.**

« Une rue éclairée comme en plein jour par les néons, et, au-dessus, des enseignes lumineuses gigantesques, bougeant, tournant, clignotant, virevoltant... les immeubles comme des voiles verticaux, miroitant sans poids, une étoffe de luxe pendue au ciel sombre pour éblouir, distraire et hypnotiser. »

Ces remarques du réalisateur allemand Fritz Lang ne décrivait pas la cité du futur dépeinte dans son chef-d'œuvre de 1927, *Métropolis*, mais New York comme il la voyait depuis le SS Deutschland amarré dans le port en 1924. Une décennie avant la construction de l'Empire State Building ! Les villes ont bien évolué depuis.

Les villes ne sont évidemment pas nées dans l'Amérique des années 20. Memphis, en Égypte, a peut-être été la première. Athènes et Rome étaient les phares de la civilisation, de l'éducation et du pouvoir pendant des siècles. Vers 600 av. J.-C., Babylone était selon Tertius Chandler la première

cité à dépasser les 200 000 habitants, et Bagdad a dépassé le million d'habitants vers 775 ap. J.-C.

Un millénaire plus tard, la révolution industrielle et les ports de commerce ont commencé à s'affirmer. En 1850, Beijing et son million d'habitants étaient supplantés par Londres. De fait, alors que six des dix plus grandes villes mondiales se trouvaient en Chine ou au Japon en 1800, il n'y avait plus que Tokyo un siècle plus tard, derrière Londres (6,5 millions), New York (4,2 millions) et Paris (3,3 millions).

Le XX<sup>ème</sup> siècle a été l'ère de l'urbanisation. En 1900, seulement 14 % de la population mondiale vivait en ville, contre environ 50 % aujourd'hui. En 1950, 83 villes comptaient plus d'un million d'habitants, contre 400 en 2000. Les 40 dernières années ont vu l'émergence, initiée dans le monde développé, d'immenses agglomérations et conurbations. En étudiant la zone urbaine s'étendant de Boston à Washington dans les

années 60, le géographe français Jean Gottmann réinventa le terme grec « mégalopolis » pour décrire les conurbations alignées à travers la campagne.

Aujourd'hui, les mégapoles de plus de 10 millions d'habitants ne sont pas rares : Tokyo, Séoul, Mumbai, Sao Paulo, New York, Lagos, etc. En 2015, il y en aura plus de 20. En Europe, Istanbul, Moscou et Paris sont des mégapoles. Selon une définition large de l'OCDE basée sur les régions métropolitaines, la région Rhin-Ruhr qui s'étend entre Essen, Düsseldorf, Cologne et Bonn en est également une.

Les villes ne comptent bien sûr pas que par leur taille, elles représentent notre manière de vivre. De nos jours, environ la moitié de la population de l'OCDE vit dans des zones urbaines. Cette proportion monte même à 80 % dans certains pays peu peuplés, comme l'Islande. Affaires, promoteurs immobiliers, familles, écologie, éducation, transports, environnement, architecture : les villes sont aujourd'hui les



# Débit croissant

**M**algré l'éclatement de la bulle Internet en 2001, des chiffres récents montrent que le haut débit est resté dynamique. Le nombre de connexions haut débit à Internet dans l'OCDE a décollé, passant d'une moyenne de 2,9 pour 100 habitants en 2001 à 13,6 en décembre 2005.

Le nombre total de connexions a rapidement augmenté dans la zone OCDE en 2005, passant de 136 millions en juin à 158 en décembre. L'Islande est en tête, avec 26,7 connexions pour 100 habitants, suivie par la Corée, les Pays-Bas et le Danemark, qui en comptent tous plus de 25.

Les lignes DSL (digital subscriber line), raccordées au réseau téléphonique, restent majoritaires dans 28 des pays de l'OCDE, mais les abonnés par le câble sont plus nombreux au Canada, premier pays du G7 en termes de pénétration du haut débit. Les États-Unis ont le plus grand nombre de lignes haut débit, avec 49 millions d'abonnés.

Le marché du haut débit est fortement développé en Corée, où le nombre de connexions haut débit par fibre optique a augmenté de 52,4 % en 2005. Ce changement est évident si l'on considère le recul des abonnés à la DSL (-3,3 %) et au câble (-1,7 %) pendant la même période. ■

Pour plus d'information, voir [www.oecd.org/sti/ict/broadband](http://www.oecd.org/sti/ict/broadband).

théâtres de l'économie et du pouvoir. En d'autres mots, de la politique. D'ailleurs, le mot grec *Polis* signifie « cité ».

Les villes soulèvent des passions. Certains les aiment pour leur architecture, leur animation, d'autres les rejettent à cause de leur criminalité, de l'espace et des ressources qu'elles dévorent, de leur surpeuplement et du stress dont elles sont synonymes. Dans les années 60 et 70, à l'apogée des mouvements sociaux, notamment en France et aux États-Unis, les villes deviennent l'objet d'intenses recherches sur les conflits sociaux, menées par Manuel Castells, icône de l'école de sociologie française maintenant à Berkeley, puis par les Italiens comme Enzo Mingione.

Comme l'a dit Charles Abrams, un militant américain renommé des droits civils, « les villes renferment des trésors et des taudis, de l'excitation et du conflit, une personnalité qui n'a pas encore été anéantie par les autoroutes et les stations essence ». Une autre activiste nord-américaine,

---

**En 1950, 83 villes comptaient plus d'un million d'habitants. Elles sont au nombre de 400 en 2000.**

---

Jane Jacobs (décédée en avril dernier) sonnait l'alarme sur les installations incontrôlées de propriétés pullulant hors des centres-villes. Son livre *Death and Life of Great American Cities*, publié en 1961, est devenu une référence pour les urbanistes préoccupés par les ghettos des centres-villes et l'extension des banlieues.

Le quartier des affaires de La Défense, en lisière de Paris, reflétait ces préoccupations. Il fut construit dans les années 60 pour soulager la pression du marché de l'immobilier dans le centre historique très protégé de la capitale française.

Un siècle d'urbanisation a appris aux urbanistes à voir les villes sous un jour pragmatique. De la même manière que l'architecte Le Corbusier voyait les maisons, les villes ont commencé à ressembler à des machines dans lesquelles vivre. Elles pouvaient être dirigées, équipées, huilées et réglées de manière à remplir des objectifs comme l'emploi, l'innovation ou la croissance économique. Les pôles de croissance, technopoles et agglomérations surgissaient de terre. Certains brillaient, d'autres luttaient et déclinaient.

Les urbanistes ont découvert que les transports et les baisses d'impôt, et même les viviers de talents, ne suffisent pas toujours. Il faut aussi tenir compte de difficiles lois économiques sur la manière dont la valeur est transformée par l'espace – ce que l'influent géographe David Harvey définit comme les flux de capitaux dans l'espace bâti. Des urbanistes français qui avaient tenté de reproduire le succès de La Défense à l'est de Paris, où la valeur des terrains était traditionnellement basse, l'ont appris à leurs dépens.

Les urbanistes ont surtout appris que la gouvernance était une question clé, qu'elle était au pouvoir et à l'urbanisme ce que les roues sont à une voiture. C'est en partie pour cette raison que le travail de l'OCDE sur les villes se concentre sur les zones métropolitaines, où les gens travaillent et vivent. Elles sont, d'une certaine manière, l'expression politique des zones urbaines.

De nombreuses zones administratives ont été dépassées par l'histoire, alors que les grandes villes débordaient de leurs anciens territoires et se fondaient avec d'autres villes, parfois même au-delà d'une frontière. Ceci pose des difficultés aux décideurs politiques, car la gestion de la fiscalité urbaine a été affectée par ces évolutions, le revenu des impôts pouvant passer à une autorité locale alors que les besoins du public sont concentrés dans un autre lieu. Il faut également tenir compte des relations entre villes d'importances différentes, des débats sur les services dont elles devraient être équipées, des arrangements sur les transferts fiscaux et de compétences, de la coopération pour les routes, les écoles, les transports, etc. De nombreuses villes travaillent déjà ensemble sur les questions de transport et d'urbanisation de l'espace, et elles sont de plus en plus nombreuses à coopérer sur les questions fiscales, comme Pittsburgh et les Twin Cities aux États-Unis.

Il est également difficile de définir où les villes commencent et finissent, et donc les zones sur lesquelles les décisions politiques s'étendent. Faut-il prendre en compte l'importance de la population, le réseau des migrations quotidiennes, les zones d'éducation, les circonscriptions culturelles, ou les étendues telles qu'on les voit sur les images satellites ? Les régions métropolitaines sont un mélange de tout cela.



Selon le classement de l'OCDE, Tokyo est la plus grande région métropolitaine avec presque 35 millions d'habitants, suivie par Séoul (24 millions), New York et Mexico (19 millions chacune). La contribution des régions métropolitaines au produit national est saisissante : presque 50 % pour Séoul, Budapest, Copenhague ou Dublin, et environ 30 % pour Londres, Stockholm, Tokyo et Paris.

La mondialisation représente une nouvelle dimension à prendre en compte pour les décideurs politiques. New York, Tokyo, Paris, Londres : ces noms exotiques autrefois associés aux parfums ou aux cigarettes font maintenant partie d'un réseau étroit. D'autres villes font également partie de ce réseau : des villes à l'expansion galopante comme Séoul, Sao Paulo, Shanghai, Mexico ou Manille, mais aussi de plus petites zones métropolitaines comme Dublin, Helsinki et Montréal. Comme le dit Castells, qui s'est maintenant tourné vers la mondialisation et la technologie, les villes sont les nœuds d'une société en réseau. Ces « villes mondiales » sont en concurrence, mais elles ont aussi plus de points communs entre elles qu'avec des villes plus petites de leurs pays. Elles partagent des problèmes liés à leur taille, et l'urbanisme, traditionnellement tourné vers les questions d'espace régional ou local, doit dorénavant avoir une portée internationale. Les mouvements sociaux mondiaux, des syndicats aux campagnes environnementales, relient aussi les villes. D'une certaine manière, les territoires nationaux ont été dépassés par des marchés métropolitains mondiaux séparés mais interdépendants.

Cela ne fait pas des villes les otages du destin. Selon l'expert britannique Michael Parkinson, elles sont au contraire capables de façonner leurs propres trajectoires de développement. Lors d'une conférence à l'OCDE en 2004, Parkinson a souligné quelques raisons pratiques de l'importance des politiques de la ville : les villes florissantes ont tendance à développer une économie florissante, elles sont plus innovantes et leur PIB dépasse largement la moyenne nationale. Elles retiennent aussi leur population, alors que les villes moins compétitives perdent leurs talents et voient leur base d'imposition s'affaiblir.

L'OCDE, depuis longtemps impliquée dans les questions de développement régional, a mis ce genre de pensée concrète à l'épreuve, en

menant des études détaillées sur 15 régions métropolitaines. Selon une publication à paraître sur le sujet, les politiques de la ville devraient associer des actions « curatives » pour corriger les habituels défauts de l'urbanisation (banlieues tentaculaires, carences sociales) et des actions « proactives » pour développer la compétitivité : accroissement des réseaux sociaux locaux, développement des liens entre enseignement

### Les territoires nationaux ont été dépassés par des marchés métropolitains mondiaux séparés mais interdépendants.

secondaire et entreprises, et renforcement des communications, des routes et aéroports aux autoroutes de l'information. Pour bâtir cette action commune, un pouvoir de décision efficace est nécessaire, comme celui qui s'est mis en place dans la région Öresund reliant Copenhague au Danemark et Malmö en Suède.

La compétitivité des villes repose aussi sur les résultats éducatifs, et sur la formation des adultes. Les experts tendent à pointer du doigt les endroits comme Mexico ou Istanbul, où les efforts dans le domaine de l'éducation sont handicapés par un contexte de très petites entreprises, souvent informelles. Mais de grandes villes de pays riches, comme New York ou Sydney, sont également en difficulté. C'est un paradoxe urbain : dans les villes riches, les plus hauts revenus du pays cohabitent avec les plus bas, de même que les travailleurs les plus et les moins qualifiés.

L'exclusion et la ségrégation sont marquées dans des villes riches comme Milan, ou même Stockholm, où 40 % des diplômés d'origine non européenne ont un emploi qualifié, contre 90 % des Suédois.

Pourtant, les grandes villes ont besoin d'immigrés, pas juste pour les secteurs de l'hôtellerie ou des soins mais aussi pour la haute technologie ou la finance. De nombreuses entreprises vont chercher leurs talents en Inde ou en Chine. Par exemple, Madrid a augmenté la proportion de sa population immigrée de 2 % à 16 % en 6 ans pour répondre aux besoins de l'économie locale.

Des villes américaines comme Boston, San Francisco, Seattle et New York sont en tête

du classement de compétitivité établi par l'OCDE, basé sur le PIB par habitant de 78 régions métropolitaines d'au moins 1,5 millions d'habitants. Naples, Athènes ou Séoul sont dans la deuxième moitié du classement. La différence s'explique par la productivité, les taux d'emploi locaux, le degré de spécialisation des industries à faible productivité, la qualité des capitaux, etc.

Il n'est pas évident de maintenir cette compétitivité. Les décideurs politiques du monde entier savent que la chance d'une ville peut tourner. Le port de Liverpool, jadis puissant, a gardé ses beaux immeubles et ses ornements, témoignages du temps où il était au centre du monde du commerce international.

Aujourd'hui, les autorités travaillent ensemble à maintenir le dynamisme et la vitalité de leurs villes. Nombreuses d'entre elles se reposent sur leur image de capitales touristiques ou culturelles, de centres de divertissement, de gastronomie ou d'affaires. La qualité de la vie s'y est souvent améliorée, avec le retour de la population dans les centres-villes rénovés, comme le Temple Bar de Dublin. À Séoul, des autoroutes surélevées ont été démolies pour récupérer de l'espace, des pistes cyclables et des parcs ont été créés à Paris et à Londres.

Une ville doit être compétitive et attractive, elle doit être un moteur pour l'économie régionale et mondiale. L'équilibre de ces forces est crucial pour affronter les défis auxquels sont confrontées les villes à l'heure de la mondialisation. L'OCDE peut aider les autorités publiques à créer des villes florissantes pour leurs citoyens. Car, comme l'écrivait Shakespeare, « Qu'est-ce que la cité sinon ses habitants ? » ■

#### Références

- Chandler, Tertius (1987), *Four Thousand Years of Urban Growth: An Historical Census*, St. David's University Press. Données par périodes disponibles sur <http://geography.about.com/>.
- Clarke, R. (1988), *La Production Immobilière des bureaux en Ile de France, 1960-1985*, Dissertation, Paris Sorbonne.
- OCDE (2006, à paraître), *City Competitiveness in the Global Economy*, Paris.
- OCDE (2006, à paraître), *Panorama des régions*, Paris.
- Examens territoriaux de l'OCDE sur 15 régions métropolitaines disponibles sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie).
- Consulter [www.oecd.org/gov-fr](http://www.oecd.org/gov-fr)



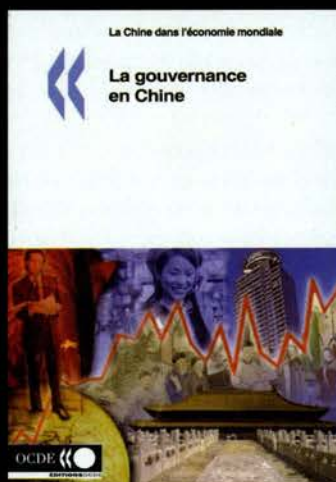
# 中国

## La Chine en tête ?

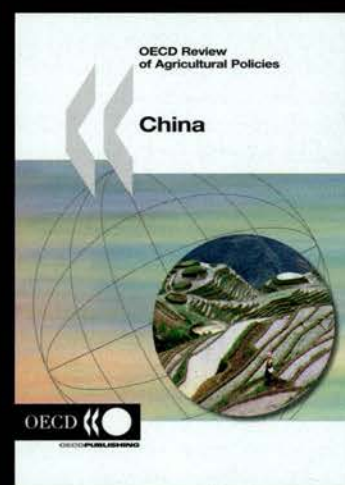
**L'OCDE, une source d'informations  
incontournable sur la Chine**



Études économiques de l'OCDE : Chine  
ISBN 9264011846  
[www.sourceocde.org/9264011846](http://www.sourceocde.org/9264011846)



La Chine dans l'économie mondiale  
La gouvernance en Chine  
ISBN 9264008438  
[www.sourceocde.org/9264008438](http://www.sourceocde.org/9264008438)



Agricultural Policy Review  
ISBN 9264012605  
[www.sourceoecd.org/9264012605](http://www.sourceoecd.org/9264012605)

Pour plus d'information sur la Chine, voir : [www.oecdchina.org](http://www.oecdchina.org) et [www.oecd.org/ccnm/chine](http://www.oecd.org/ccnm/chine)



# Repenser notre avenir économique

Lester R. Brown, fondateur et président du Earth Policy Institute \*

**Les pressions sur les ressources naturelles s'accroissent. Le modèle économique actuel est-il en train d'atteindre son point de rupture ? Que pouvons-nous faire ?**

**D**e nombreuses civilisations anciennes se sont engagées sur une voie économique qui n'était pas écologiquement viable. Certaines ont compris la situation et ont su procéder aux ajustements nécessaires pour survivre, voire prospérer. D'autres n'ont pas compris la gravité des menaces ou, lorsqu'elles en ont pris conscience, n'ont pas pu s'adapter à temps. Elles se sont effondrées.

Notre civilisation mondiale est engagée sur une voie écologiquement intenable, une voie qui nous conduit vers le déclin puis l'effondrement économique. Les spécialistes de l'écologie soulignent depuis longtemps que les fondements de l'économie mondiale sont

progressivement sapés par les phénomènes de perturbation et de destruction de l'environnement : recul des forêts, expansion des déserts, baisse des nappes phréatiques, érosion des sols, effondrement des ressources halieutiques, hausse des températures, fonte des glaces, élévation du niveau des mers ou force de plus en plus destructrice des tempêtes.

Il est évident qu'aucune société ne peut survivre à la dégradation de ses ressources environnementales. Pourtant, de nombreuses personnes ne semblent pas convaincues de la nécessité d'une restructuration de l'économie. Mais tout cela est en train de changer avec les nouvelles preuves apportées par la Chine.

Pendant plusieurs décennies, les États-Unis ont consommé, avec 5 % de la population mondiale, un tiers des ressources de la planète. Mais la Chine est aujourd'hui devenue le premier consommateur de la plupart des ressources naturelles, hormis le pétrole. Le modèle économique occidental – fondé sur les combustibles fossiles, l'économie autocentrée et le « tout jetable » – ne fonctionnera pas dans le

cas de la Chine. Et s'il n'est pas adapté à la Chine, il ne le sera pas non plus à l'Inde, dont la population devrait dépasser celle de la Chine en 2031.

Ce modèle ne fonctionnera pas non plus pour les 3 autres milliards d'êtres humains dans les pays en développement, qui se projettent également dans le « rêve américain ». Dans une économie de plus en plus mondialisée, où tous les pays se disputent les mêmes ressources en pétrole, en céréales et en acier, le modèle économique actuel ne fonctionnera pas davantage pour les pays industriels. Il est temps de passer au Plan B, de construire une nouvelle économie et un monde nouveau.

Ce Plan B comporte trois dimensions : restructurer l'économie mondiale afin qu'elle puisse assurer la survie de la civilisation, déployer un effort maximum pour éliminer la pauvreté et stabiliser la population afin de favoriser la participation des pays en développement, et s'employer de manière systématique à inverser la tendance à la destruction de l'environnement.



On peut avoir un aperçu de cette nouvelle économie dans les parcs éoliens d'Europe occidentale, les toits photovoltaïques du Japon, le parc de véhicules automobiles hybrides qui grandit rapidement aux États-Unis, les montagnes reboisées de Corée du Sud et les rues remplies de bicyclettes d'Amsterdam. À peu près tout ce dont nous avons besoin pour construire une économie permettant un progrès durable existe déjà dans un ou plusieurs pays.

Dans le cadre de cette restructuration, les mutations les plus profondes auront lieu dans le secteur de l'énergie, alors que le monde s'efforcera de stabiliser la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole. Au cours des cinq dernières années, la production de pétrole et de charbon a augmenté au rythme de 2 % par an, tandis que l'utilisation de l'énergie éolienne et solaire a enregistré une progression de plus de 30 % par an. La transition énergétique est déjà en cours, mais elle est très loin d'être assez rapide.

Parmi les nouvelles sources d'énergie – équipements éoliens, cellules photovoltaïques, installations solaires thermiques et géothermiques, centrales hydroélectriques de petite taille et biomasse – l'éolien est en train de prendre une nouvelle dimension. En Europe, qui ouvre la voie au reste du monde dans ce secteur, environ 40 millions de personnes sont aujourd'hui approvisionnées en électricité domestique par des parcs éoliens. D'après les prévisions de l'Association européenne pour l'énergie éolienne, d'ici 2020, la moitié de la population de la région – qui compte 195 millions d'habitants – sera alimentée en électricité d'origine éolienne. La croissance rapide de cette forme d'énergie tient à six raisons : elle est abondante, peu coûteuse, inépuisable, largement répandue, propre et inoffensive sur le plan climatique. Aucune autre source d'énergie ne réunit de telles caractéristiques. Bien que les producteurs céréaliers militent en faveur de la production d'éthanol de céréales comme carburant automobile, cette option fait pâle figure comparée à l'énergie éolienne. Une grande turbine éolienne sophistiquée, installée sur un terrain de 1 000 mètres carrés dans le nord de l'Iowa peut aisément produire 100 000 dollars US d'électricité par an. Ce même terrain de 1 000 mètres carrés planté de céréales produirait 40 boisseaux, soit environ 380 litres d'éthanol, d'une valeur approximative de 200 dollars.

Pour les carburants automobiles aux États-Unis, une réduction forte de la consommation de pétrole et des émissions de CO<sub>2</sub> passe par des véhicules hybrides fonctionnant à la fois au gaz et à l'électricité. Cela n'impliquerait aucun changement du nombre d'automobiles ou de kilomètres parcourus, mais une simple réorientation vers la technologie de propulsion automobile la plus efficace à ce jour. En outre, un véhicule hybride fonctionnant au gaz et à l'électricité, muni d'une

### Il est temps de passer au Plan B, de construire une nouvelle économie et un monde nouveau.

batterie supplémentaire et d'une capacité de raccordement au réseau électrique, nous permettrait d'utiliser le courant électrique pour les trajets courts, notamment pour les déplacements quotidiens. Cela se traduirait par une réduction supplémentaire de 20 % de la consommation d'essence aux États-Unis, soit une baisse globale de 70 %.

Construire une économie permettant un progrès économique durable exige un effort de coopération mondiale. Cela suppose d'éliminer la pauvreté et de stabiliser la population – autrement dit, de rendre espoir aux plus démunis. Comme nous le rappelle régulièrement Jeffrey Sachs, le monde possède maintenant les ressources nécessaires pour y parvenir.

Aucune stratégie d'élimination de la pauvreté ne pourrait réussir si les ressources environnementales disparaissent. Il faut donc constituer un budget spécifiquement affecté à régénérer la terre, reboiser la planète, reconstituer les ressources halieutiques, éliminer le surpâturage, protéger la diversité biologique, et accroître la productivité de l'eau jusqu'à pouvoir stabiliser le niveau des nappes phréatiques et restaurer le débit des cours d'eau. Ces mesures exigeraient des dépenses mondiales supplémentaires de 93 milliards de dollars par an. La restructuration de l'économie ne nécessite pas pour sa part de budget propre, puisqu'elle passe avant tout par une réaffectation des aides existantes, des combustibles fossiles vers les sources d'énergie renouvelables par exemple.

L'association d'objectifs sociaux et de régénération de la terre dans le Plan B se

traduira par des dépenses supplémentaires de 161 milliards de dollars par an. Ce ne serait pas un don charitable, mais un investissement dans le monde où vivront nos enfants. Si nous ne parvenons pas à construire une nouvelle économie avant que le déclin ne s'installe, ce ne sera pas faute de ressources budgétaires, mais en raison de priorités périmées. Le monde engage actuellement 975 milliards de dollars par an en dépenses militaires. Mais les menaces militaires pesant sur la sécurité nationale sont aujourd'hui secondaires par rapport aux risques de destruction environnementale, qui mettent en péril la viabilité du système économique en place, et donc de la civilisation mondiale elle-même. De nouvelles menaces appellent de nouvelles stratégies. Les menaces résident désormais dans la dégradation de l'environnement, le changement climatique, la persistance de la pauvreté et le désespoir. La restructuration de l'économie mondiale pour éviter son déclin et son effondrement constitue certes une tâche ardue, mais l'histoire nous a appris qu'une restructuration économique rapide était possible.

Parmi toutes les ressources nécessaires à cette restructuration, aucune n'est plus rare que le temps. Compte tenu du changement climatique et de la rapide fonte des glaces arctiques, nous approchons peut-être du point de non-retour. Nous voudrions retarder nos montres, mais n'en avons pas la possibilité. La nature est seule gardienne du temps. Il faut donc prendre une décision. Comme les civilisations antérieures qui se sont trouvées en difficulté sur le plan environnemental, nous pouvons faire le choix du *statu quo* et regarder notre économie mondiale décliner jusqu'à l'effondrement. Nous pouvons aussi passer au Plan B, et construire une économie qui préserve le progrès économique. Dans cette situation, l'inaction revient à choisir la voie qui mène au déclin et à l'effondrement. ■

\* Cet article est adapté d'une communication de Lester Brown à l'OCDE le 2 février 2006. La version intégrale de cette intervention intitulée « Is China Forcing the World to Rethink its Economic Future? » est disponible sur [www.oecd.org/env](http://www.oecd.org/env).

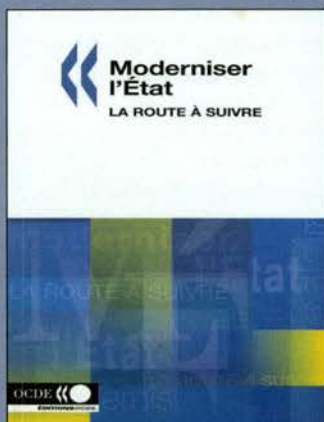
#### Références

- Voir l'ouvrage de Lester Brown, *Plan B 2.0: Rescuing a Planet Under Stress and a Civilization in Trouble*, NY: W.W. Norton & Co., 2006, ISBN 0393325237.
- Consulter [www.earth-policy.org](http://www.earth-policy.org).



# LE SAVIEZ-VOUS ?

28 DES 30 PAYS DE L'OCDE ont maintenant adopté des lois relatives à la liberté d'accès à l'information, contre seulement 8 en 1980



Septembre 2005  
268 pages  
€ 30  
ISBN : 92-64-01051-3

## Moderniser l'État

### LA ROUTE À SUIVRE

Cet ouvrage fait le bilan de deux décennies de modernisation du secteur public dans les pays de l'OCDE. Depuis une vingtaine d'années, on observe un afflux d'idées et d'initiatives nouvelles. Ont-elles donné des résultats concrets? Ce rapport analyse les échecs et les réussites et met en évidence les défis à relever. Il examine certains leviers essentiels de la réforme de la gestion publique, notamment :

- rendre l'administration plus réceptive, transparente et accessible;
- insuffler une logique de performance dans le secteur public;
- modifier les systèmes de responsabilité et de contrôle;
- faciliter la réaffectation des ressources et la restructuration;
- organiser et motiver les agents du secteur public; et
- inscrire le marché au cœur de la réforme.

Ce rapport vise à aider les décideurs à s'armer pour l'avenir. Il sera très utile à tous les acteurs de la politique de la gestion publique.

« Cet ouvrage offre un panorama international extrêmement précieux. Il permet des généralisations utiles sans jamais perdre le sens de la nuance et du contexte. Je recommande chaudement cet ouvrage. »

Christopher Pollitt,  
*Professeur de gestion publique,  
Centre pour la gestion publique,  
Université Erasmus de Rotterdam*

« *Moderniser l'État* est un outil précieux pour les praticiens qui souhaitent savoir ce que font les pays pour améliorer leur gestion publique. Il intéressera également les universitaires qui cherchent à avoir un aperçu conceptuel des réformes actuelles. Cet ouvrage constitue une référence très utile pour les pays qui ont déjà opté pour une nouvelle gestion publique comme pour ceux dont l'administration présente encore une structure traditionnelle. »

Allen Schick,  
*Professeur de politiques publiques,  
Université du Maryland et Brookings  
Institution*

- > SEUL 1 POLITICIEN SUR 5 utilise des mesures de performance dans la prise de décision, au sein des gouvernements des pays de l'OCDE.
- > LA RÉMUNÉRATION LIÉE AUX PERFORMANCES a été adoptée dans les deux tiers des gouvernements des pays de l'OCDE.
- > DANS 24 DES 30 PAYS DE L'OCDE, les gouvernements rendent leurs résultats publics, améliorant ainsi la transparence.
- > DANS 14 DES 30 PAYS DE L'OCDE la performance de l'administration ne donne lieu à aucune récompense ni sanction.



ÉDITIONS OCDE

DISPONIBLE aux abonnés SourceOCDE :

[www.sourceocde.org/9264010513](http://www.sourceocde.org/9264010513)



## Assurer la prospérité RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES 2006

La situation économique à court terme ; comment garantir la stabilité économique et améliorer la performance de l'économie ; comment mettre en œuvre des réformes économiques propres à favoriser la croissance et l'emploi ; le suivi de la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong - Chine en décembre dernier ; et les futures orientations stratégiques de l'OCDE seront les principaux sujets de discussion à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (MCM) à Paris les 23 et 24 mai 2006. La réunion, temps fort du programme annuel de l'OCDE, aura pour thème fédérateur « Assurer la prospérité ». Le premier ministre grec Kostas Karamanlis (voir éditorial dans ce numéro), présidera les discussions qui auront lieu au Quai d'Orsay, le ministère français des Affaires étrangères.

Un certain nombre de pays émergents et en développement ont été invités à envoyer des représentants pour participer à quelques-unes des sessions de la réunion ministérielle. En parallèle, les participants sont invités au Forum 2006 de l'OCDE qui réunit des représentants des gouvernements, du monde de l'entreprise, des syndicats, de la société civile et des médias pour débattre des questions qui figurent à l'ordre du jour de la réunion ministérielle.

À la fin de la Réunion, le 24 mai, Donald J. Johnston, le Secrétaire général actuel de l'OCDE, aura complété son deuxième mandat de cinq ans, et il passera formellement les pouvoirs à son successeur, Angel Gurría, ancien ministre des Finances du Mexique, nommé en novembre 2005.

La Réunion ministérielle 2005 était présidée par le premier ministre suédois Göran Persson. ■

- Voir [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org), section « Éditorial »
- Consultez [www.oecd.org/mcm2006](http://www.oecd.org/mcm2006) et [www.oecd.org/secretairegeneral](http://www.oecd.org/secretairegeneral)

## Équilibrer la mondialisation

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE

« La mondialisation, propulsée par la libéralisation du commerce et de l'investissement ainsi que par les rapides progrès technologiques, a permis d'assurer la prospérité et de réduire la pauvreté de millions de personnes au cours des dernières décennies. Toutefois, nous savons désormais qu'il est impossible d'exploiter pleinement les avantages de la mondialisation sans un ensemble d'éléments comprenant une bonne gouvernance publique et privée ; des politiques visant à promouvoir une cohésion sociale et un ajustement structurel ; un meilleur accès à l'éducation ; des marchés financiers efficaces ; et des politiques de recherches, d'innovation et de développement saines. Les politiques jouent certes un rôle crucial mais leur mise en œuvre est trop souvent contrariée par des considérations de politique intérieure. Équilibrer ces éléments tout en promouvant la mondialisation et en assurant la prospérité

nécessite un dialogue ouvert et constructif réunissant des représentants du secteur privé, de gouvernements, de la société civile et des syndicats. L'objectif du Forum de l'OCDE est de mieux appréhender les enjeux et de dégager un consensus quant aux politiques nécessaires et leur mise en œuvre. La présence de ces parties prenantes, notamment des décideurs politiques responsables de la mise en œuvre des politiques, constitue le cadre idéal pour aborder les questions d'économie politique liées à la mise en œuvre des réformes. Cette année a lieu la septième édition du forum annuel de l'OCDE qui est en outre le dernier forum de l'OCDE auquel je participerai en tant que Secrétaire général. Jusqu'ici, tous les Forums ont connu un grand succès et j'espère qu'il en sera de même pour les prochains. » ■

- Cet article est le message de bienvenue du Forum 2006 sur [www.oecd.org/forum2006-fr](http://www.oecd.org/forum2006-fr).

## Qu'est-ce que le Forum de l'OCDE ?

Cette année, la recherche de l'équilibre est au cœur du programme du Forum des 22-23 mai. Parmi les thèmes abordés : les déséquilibres économiques ; la contribution des marchés financiers ; la technologie et de l'innovation ; la gestion des défis mondiaux tels que les pandémies et les catastrophes naturelles ; l'intégration de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale ; la création des emplois du XXI<sup>e</sup> siècle ; l'efficacité et le caractère éthique du commerce et de l'investissement.

Depuis sa création en 2000, le Forum de l'OCDE est devenu un événement incontournable. Outre le fait qu'il rassemble de multiples parties prenantes telles que des dirigeants d'entreprises et de syndicats, des personnalités de la société civile, des ministres et des responsables d'organisations internationales, pour débattre des grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, il se tient parallèlement à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, qui aura lieu les 23 et 24 mai. Cela en fait un forum unique d'échanges de haut niveau entre toutes les parties prenantes désireuses de construire un monde meilleur.



Prof. Jagdish Bhagwati

Le premier ministre grec Kostas Karamanlis, qui préside la Réunion ministérielle, fera une allocution thématique au Forum. George Alogoskoufis, ministre de l'Économie et des Finances de la Grèce, présentera son rapport sur le Forum 2006 à la Réunion ministérielle.

Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale Européenne (voir p.6) fera également une allocution thématique. Parmi d'autres invités de marque : Stanley Fischer, Gouverneur de la Banque d'Israël ; Michael P. Wareing, PDG, KPMG International ; Sheri Xiaoyi Liao, Présidente, Village mondial de Pékin ; Jagdish Bhagwati, Professeur d'économie, Université de Columbia, États-Unis ; et John J. Sweeney, Président, Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles. ■

- Pour le programme, la liste des intervenants et des sponsors, et d'autres informations, voir [www.oecd.org/forum2006-fr](http://www.oecd.org/forum2006-fr) ou contacter [John.West@oecd.org](mailto:John.West@oecd.org).



## Tchernobyl, 20 ans après

L'accident du réacteur de Tchernobyl a été le plus grave de l'histoire des centrales nucléaires commerciales et a contaminé de vastes territoires de l'ex-URSS et d'Europe. 20 ans après, ses conséquences affectent toujours la vie quotidienne de nombreuses personnes.

L'Agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE (AEN) marque ce triste anniversaire en publiant deux rapports. Le premier, *Stakeholders and Radiological Protection: Lessons from Chernobyl Twenty Years After* (disponible en anglais uniquement), démontre l'importance de l'implication des parties prenantes à l'échelle locale pour aider les populations touchées à réduire leur degré d'irradiation. La présence active de professionnels de la protection contre les radiations auprès de ces populations a permis une amélioration sensible de leurs conditions de vie. Cette expérience pourrait être utile pour répondre à d'autres catastrophes de grande échelle, accidents industriels, catastrophes naturelles ou attentats terroristes.

Le second ouvrage, *Le droit nucléaire international après Tchernobyl*, publié conjointement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), regroupe des articles sur les initiatives en droit international nucléaire nées après Tchernobyl. En six mois, plus de 100 États ont signé deux conventions sur la notification et sur l'assistance précoces en cas d'accident nucléaire. En 1994 et 1997 furent adoptées deux conventions, portant respectivement sur la sécurité nucléaire à l'échelle mondiale et sur la sécurisation du traitement des déchets nucléaires. En outre, les règles existantes en matière de responsabilité et de compensation en cas de dégâts nucléaires ont été significativement renforcées et un nouveau régime a été créé.

Ces deux rapports s'intègrent parfaitement à l'engagement global de l'AEN de s'occuper des conséquences de l'accident de Tchernobyl, qui comprennent la sécurité nucléaire, la préparation à l'urgence et la gestion des crises, ainsi que la réhabilitation à long terme. ■

Le texte complet des deux rapports sont disponibles sur : [www.nea.fr](http://www.nea.fr).

## Action entreprenante

Un plan d'action pour aider les petites et moyennes entreprises a été lancé à la conférence intitulée « Mieux financer l'entrepreneuriat et la croissance des PME » qui a eu lieu au Brésil du 27 au 30 mars 2006 (voir n° 254, page 40). Les experts, représentants de l'entreprise et des gouvernements, ont convenu que l'accès au financement était l'un des principaux obstacles à la création et au développement des petites entreprises. Les pouvoirs publics doivent s'assurer que les besoins spécifiques des PME sont bien compris, et œuvrer à réduire la bureaucratie et réformer les réglementations et la fiscalité qui gênent l'accès au financement.

Le plan d'action souligne deux questions : le **financement des dettes et du crédit**, et notamment la nécessité d'une concurrence accrue entre les organismes de financement, de mesures pour promouvoir une meilleure répartition des risques entre bailleurs et PME et d'un système de garantie ; et les **capitaux à risque**, sur lequel il faut éduquer le public, et faire connaître l'utilité du financement par émission d'actions. Il faut également lever les obstacles au capital-risque, et promouvoir les réseaux de « business angels ».

Les participants ont appelé l'OCDE à établir des repères internationaux pour mieux mesurer la façon dont les marchés financent les PME et les entrepreneurs, et pour éclairer les problèmes relatifs au financement. ■

● Pour plus d'informations, voir [www.oecd.org/cfe/pme](http://www.oecd.org/cfe/pme).

## Forum de l'espace

L'OCDE a créé un Forum mondial sur l'économie du spatial pour aider les chercheurs à mieux analyser les opportunités et les défis du secteur de l'espace et ses applications technologiques.

Plus que jamais, l'espace influence la vie quotidienne des gens et constitue un enjeu politique grandissant. De l'exploration aux technologies de la communication et au renseignement, le monde dépend de plus en plus de l'espace. Certains problèmes existent aussi, tels que les interférences entre satellites et la sécurité. Ceci dit, les importantes contraintes budgétaires rendent la coopération essentielle.

Le nouveau forum collectera et évaluera des données et des indicateurs socio-économiques, et fournira des analyses argumentées pour aider les organismes et les gouvernements à concevoir des politiques permettant de tirer pleinement parti du potentiel de l'espace. Les fondateurs du nouveau forum mondial – le *National Space Centre*, le *Centre National d'Études Spatiales*, la *Canadian Space Agency*, le ministère hollandais du Commerce et de l'Industrie, l'Agence spatiale européenne, la *National Oceanic and Atmospheric Administration*, le *Norway Space Center* et le *US Geological Survey* – devraient être rejoints par d'autres agences et ministères des pays de l'OCDE. Un groupe de travail réunissant le secteur privé et d'autres représentants commencera ses travaux en juin. ■

### Nouveaux ambassadeurs

**19 avril 2006** – Sarah Dennis est le nouvel ambassadeur de la **Nouvelle-Zélande** auprès de l'OCDE. Elle succède à Adrian Macey.

**11 janvier 2006** – Steffen Smidt est le nouvel ambassadeur du **Danemark** auprès de l'OCDE. Il succède à Peter Brückner.



# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site Internet de l'OCDE : [www.ocde.org/media/enbref](http://www.ocde.org/media/enbref).

## MAI

- 16-17 **Forum mondial sur l'agriculture**, organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries.
- 17-18 Session ministérielle de la **Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT)**. Dublin, Irlande.
- 17-18 **Perspectives économiques en Afrique : 2005/2006**, présentation par la Banque africaine de développement, et le Centre de Développement de l'OCDE. Ouagadougou, Burkina Faso.
- 17-18 **Les défis scientifiques de la recherche énergétique**, conférence organisée par le Forum mondial de la science.
- 17-19 **Construire la ville durable**, forum organisé par l'OCDE et Global City. Lyon, France.
- 18-19 **L'utilisation d'inventions brevetées dans la recherche**, conférence organisée par le gouvernement espagnol et la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. Madrid, Espagne.
- 20 **Réunion ministérielle du Programme de bonne gouvernance à l'appui du développement des pays arabes**, organisée par la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial. Sharm-el-Sheikh, Égypte.
- 22-23 **Équilibrer la mondialisation, Forum 2006 de l'OCDE**.
- 23 **Perspectives économiques de l'OCDE n° 79**, publication.
- 23-24 **Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel**.
- 26 **The Integration of the Mesoamerican Region: Governance, Competitiveness and Development Challenges**, conférence organisée par le Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) et la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial. Tegucigalpa, Honduras.

## JUIN

- 5-6 « **OECD Initiatives in International Taxation: Looking Ahead** », conférence organisée par l'OCDE, le US Council for International Business et le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC). Washington, D.C., États-Unis.
- 7 **Forum international sur les perspectives africaines**, réunion organisée par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement.
- 14-15 « **R&D Priorities and Energy Technologies of the Future** », réunion à haut niveau organisée par la Table ronde sur le développement durable.
- 14-16 **Les modèles émergents d'apprentissage et d'innovation**, conférence organisée par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) avec le ministère mexicain de l'Éducation. Merida, Mexique.
- 15-16 **La stratégie pour l'emploi**, conférence à haut niveau organisée par l'OCDE et le département des Ressources humaines et du Développement social, gouvernement du Canada. Toronto, Canada.
- 15-16 « **Household Behaviour and Environmental Policy** », atelier organisé par la Direction de l'environnement.
- 19-21 **La mesure du bien-être et le progrès des sociétés**, atelier organisé par le Centre de recherche pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, et la Direction des statistiques de l'OCDE. Milan, Italie.
- 19-21 **Environnement, ressources et politiques agricoles en Chine**, atelier organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries, et le ministère chinois de l'Agriculture. Beijing, Chine.
- 19-23 **Réunion du Groupe d'action financière et anti-blanchiment (GAFI)**.

- 26-27 **Réunion des ministres de l'Économie et des échanges des gouvernements des pays d'Europe du sud-est (SEE)**. Vienne, Autriche.
- 27-28 **Réunion des ministres de l'Éducation de l'OCDE**. Athènes, Grèce.

## JUILLET

- 6-7 **Bénéfices des politiques liées au changement climatique**, Forum mondial sur le développement durable, organisé par la Direction de l'environnement.
- 11-12 « **Developing our Understanding of Public Investments in Science** », atelier du Forum mondial de la science de l'OCDE. Helsinki, Finlande.
- 11-13 **La sécurité dans les écoles**, conférence organisée par l'Institut international de la gestion de la sécurité et la prévention du crime, en collaboration avec la Direction de l'éducation. Adélaïde, Australie.
- 15-17 **Sommet du G8**. St. Pétersbourg, Russie.
- 25-27 « **Growing Regions** », conférence organisée par le gouvernement australien avec la participation de l'OCDE. Brisbane, Australie.

## FIN 2006

### SEPTEMBRE

- 28-29 **Les femmes et les carrières scientifiques : libérer les énergies**, conférence organisée par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. Madrid, Espagne.

### OCTOBRE

- 25-27 **Congrès mondial sur la communication pour le développement**, organisé par la Banque mondiale, la FAO et la Communication Initiative. Rome, Italie.

### NOVEMBRE

- 9-11 **RIO 6, Événement mondial sur le climat et l'énergie**. Rio de Janeiro, Brésil.



# Surchargé d'information?



Plus de 100 indicateurs économiques, sociaux et environnementaux, sur des thèmes tels que l'éducation, l'environnement, la science et la technologie, la qualité de la vie, et bien d'autres encore.

Tous les tableaux Excel® correspondant aux graphiques et tableaux sont accessibles en ligne grâce à notre service primé StatLink.

## Parmi les nouveautés de l'édition 2006 :

De nombreux indicateurs nouveaux, notamment sur la « fuite des cerveaux », l'aide à la reconstruction après le tsunami, les activités culturelles et de loisir.

Des données sur les principaux pays non membres de l'OCDE : le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud.

Un éclairage spécial sur la **mondialisation**.

## « Essentiel »

*Choice magazine*

« **Idéal** pour les étudiants en économie »

*L'Expansion*

« Les données sont accompagnées d'analyses explicatives et de graphiques **faciles à comprendre**, qui permettent d'établir des comparaisons **claires** entre pays. »

*Publi News*

« Un ouvrage **attrayant, facile à utiliser**... Le rassemblement de ces données dans un même volume est d'une **aide précieuse** pour les utilisateurs de données internationales, qui devaient auparavant les rechercher dans des sources différentes, ou passaient à côté... Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* répond à un **besoin réel** [et représente] une **contribution majeure** aux comparaisons internationales de statistiques. »

*Monthly Labor Review*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE

POUR PLUS D'INFORMATION :  
[www.oecd.org/publications/panoramastats](http://www.oecd.org/publications/panoramastats)

COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE  
DÈS **MAINTENANT**





## Roulette russe

*Road Safety Performance, National Peer Review: Russian Federation*

Lors de la mort tragique du ministre irlandais Liam Lawlor dans un accident de voiture à Moscou en octobre 2005, les journaux locaux ont souligné que ce genre d'accidents était fréquent sur ces boulevards, à cause de la conduite souvent dangereuse des Moscovites. À l'heure où le reste de l'Europe attache sa ceinture de sécurité, la Russie commence à peine à se rendre compte de ses chiffres alarmants en matière de sécurité routière.

La Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT) souligne que, parmi ses pays membres, la Fédération de Russie a le plus grand nombre de morts sur la route, avec 35 000 tués chaque année. Cela correspond à un ratio de 24,59 morts pour 100 000 personnes. Ce chiffre est de 14,66 aux États-Unis, de 10,16 en France et de 5,92 en Suède.

Le rapport intitulé *Road Safety Performance: Russia* est un examen par les pairs sans précédent, fruit d'une collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et la CEMT. Il suggère que l'augmentation des accidents de la route en



Russie et dans toute l'Europe centrale et orientale depuis les années 90 pourrait être liée en partie à la croissance économique. Outre la vitesse excessive, il montre du doigt l'alcool, le refus de porter les ceintures de sécurité, et l'application insuffisante des lois, de même qu'une infrastructure inadaptée. Le directeur russe de la sécurité routière notait en 2004 qu'« un kilomètre sur 4 du réseau routier nécessitait des améliorations ».

Il s'agit surtout d'un problème urbain, et plus de 12 % des accidents ont lieu dans Moscou et ses environs. Selon le rapport, les accidents graves pourraient être évités grâce à une véritable volonté politique. La France pourrait servir d'exemple : en 2002, le Président Chirac a mis en place un plan national de sécurité routière, afin de réduire la vitesse excessive dans les villes et sur les autoroutes, et de faire baisser le nombre de tués sur la route. Grâce à des radars, à la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation, à un système d'interrogation à distance des permis de conduire, et grâce à la sensibilisation du public, le nombre de morts sur la route avait baissé de 21 % en 2003. La tendance a continué à s'améliorer depuis. ■

Disponible en anglais uniquement. ISBN 9282103552. Voir aussi Short, Jack (2004), « Sécurité routière : un enjeu de santé publique », *L'Observateur de l'OCDE* n° 243, mai.

## Repenser l'éducation

*L'école de demain. Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*

Si l'éducation secondaire devait disparaître, quelle serait son épitaphe ? Des administrateurs d'établissements aux Pays-Bas ont utilisé cette question pour tenter de prendre du recul par rapport aux besoins actuels pressants et susciter de nouvelles idées sur ce que pourrait être l'école de demain. *L'école de demain. Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir* souligne que, bien que l'école d'aujourd'hui ait un impact sur la vie de chacun et sur le bien-être de communautés entières pendant des décennies, la plupart des décisions prises en la matière portent sur des problèmes à court terme.

Mais ceci n'est pas forcément une mauvaise chose. Il y a cinq ans, le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE (CERI) a proposé 6 scénarios sur l'avenir de l'éducation, et sur les façons dont la politique pourrait façonner cet avenir. Les modèles allaient de l'archétype bureaucratique, résistant au changement, au scénario de « l'effondrement », dans lequel un manque d'enseignants et la chute des niveaux mettaient l'éducation en crise. Entre ces deux extrêmes, il y avait l'éducation répondant aux lois du marché, l'école comme lieu de cohésion sociale, un scénario



centré sur le savoir et sur la qualité de l'enseignement, et l'école comme composante d'une société high-tech en réseau.

Ce nouvel ouvrage du CERI examine les différentes manières dont les pays ont adapté ces scénarios à leurs besoins. Par exemple, au Canada, Vision 2020 s'est interrogé sur l'impact qu'aurait chaque prévision du CERI sur l'enseignement francophone. Avec la participation d'étudiants, de jeunes parents et d'enseignants, Vision 2020 a créé un septième scénario pour une école du futur en langue française. Le projet Slash/21 aux

Pays-Bas envisage un enseignement basé sur deux concepts essentiels : l'avènement d'une société du savoir et une individualisation croissante. Le programme anglais FutureSight s'est interrogé sur la viabilité d'une école sans emploi du temps ou programme rigoureux.

D'autres questions ont été soulevées : à qui « appartient » l'éducation ? Que les enfants souhaitent-ils apprendre, et que doivent-ils apprendre ? Comment les écoles peuvent-elles éduquer des citoyens du monde ? *L'école de demain. Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir* (qui formera un chapitre de *L'Analyse des politiques d'éducation*, à paraître) explore la manière dont les architectes de l'éducation peuvent rendre compte des valeurs et hypothèses qui influencent leurs réflexions. Selon l'un de ces planificateurs, cela pourrait éviter de « concevoir à nouveau une école qui a déjà été créée voici 30 ou 40 ans ». ■

ISBN 9264023631 (à paraître en français). Voir les *Nouvelles publications* ou [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie) pour commander.



# Destin européen

*L'Europe face à son destin : Essor économique et politique d'un continent* de Kjell M. Torbiörn  
Éditeur : Economica, 2005

Charles Jenkins

Directeur pour l'Europe de l'Economist Intelligence Unit

Le livre, qui relate l'évolution politique de l'Europe de 1945 à 2003, a pour point de départ une Europe qui se retrouve en ruines et totalement désorientée, alors qu'elle dominait le monde une génération plus tôt. La seule assurance pour l'avenir était que rien ne serait plus comme avant. Nous savons maintenant – et Kjell Torbiörn n'en aurait probablement pas été surpris – que la dernière tentative d'arrimer le développement de l'Union européenne a échoué, du moins en apparence.

Bien que l'UE soit le thème central de l'ouvrage, l'OTAN est aussi étudiée en détail. D'autres organisations comme le Conseil de l'Europe de Strasbourg, où M. Torbiörn occupe actuellement un poste de haut niveau\*, et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe y figurent également. L'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE), précurseur de l'OCDE, a joué un rôle essentiel au début : elle administrait l'aide accordée dans le cadre du plan Marshall entre 1948 et 1952, et a ainsi amorcé la renaissance économique de l'Europe après la seconde guerre mondiale. Bien que M. Torbiörn soit économiste, il s'agit d'une histoire politique dans laquelle les mutations économiques ne sont mentionnées que pour situer le contexte. *L'Europe face à son destin* dessine l'odyssée européenne sur fond des transformations de l'histoire mondiale : la guerre froide, depuis ses débuts en 1946 jusqu'à sa fin en 1989 ; l'effondrement de l'Union soviétique qui s'est ensuivi ; l'expansion rapide des échanges de marchandises et de capitaux ainsi que du développement d'Internet qui ont donné naissance au concept de mondialisation.

Le livre est agréable à lire. Les chapitres sont très bien structurés, relativement courts et complétés par des notes intéressantes. La première moitié de l'ouvrage conduit le lecteur, rapidement mais pas superficiellement, jusqu'en 1989. La seconde moitié avance plus lentement et semble moins riche d'informations. Cela reflète peut-être l'évolution d'une UE qui s'est quelque peu égarée depuis le Traité de



Maastricht et le succès majeur de l'élargissement à la plupart des anciens pays communistes.

L'ouvrage de M. Torbiörn souffre peut-être d'une faiblesse (que l'un des plus grands romanciers européens, Tolstoï, aurait approuvée) : il accorde un rôle plutôt mineur aux personnalités. Par exemple, Konrad Adenauer, l'exceptionnel chancelier allemand, n'est mentionné que deux fois, en passant, dans les pages relatant l'année 1956. Et la décision d'Adenauer, contre l'avis de son puissant ministre de l'économie Ludwig Erhard, d'adhérer au projet de Communauté économique européenne plutôt qu'à la conception britannique d'une zone de libre-échange, est reléguée en note de bas de page.

Une seule personnalité tient un rôle majeur dans le récit de M. Torbiörn : Mikhaïl Gorbatchev, le dirigeant russe qui a mis fin à la guerre froide. M. Torbiörn cite des extraits de son discours prononcé devant le Conseil de l'Europe en juillet 1989, dans lequel il présente sa vision d'une nouvelle Europe. Le mur de Berlin tombait quatre mois plus tard. J'admets que Gorbatchev était la personnalité à retenir, même si son pays n'essaie plus aujourd'hui de faire partie de l'Europe, même dans le sens le plus large des valeurs communes.

Jean Monnet n'est que très peu mentionné dans le livre, et en grande partie pour suggérer que ses plans ont échoué. C'est pourtant le plan Schuman rédigé par Jean Monnet qui a conduit à la fondation des institutions de l'UE. Monnet, ancien Secrétaire général adjoint de la défunte Ligue des Nations, avait commencé à battre en brèche les remparts des souverainetés nationales, de manière « limitée mais décisive ». Il est vrai que Monnet n'a jamais eu beaucoup d'impact direct sur le grand public, même en France.

À la fin du livre, M. Torbiörn cite le philosophe espagnol de l'histoire, José Ortega y Gasset : « Les véritables trésors de l'homme sont les enseignements qu'il tire de ses erreurs ». L'histoire, depuis 1945, comporte sa part d'erreurs, mais aussi de réussites dont l'Europe peut se prévaloir. *L'Europe face à son destin* aide le lecteur à apprendre sur les unes comme sur les autres. ■

\* M. Torbiörn est chef du Bureau du Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.  
ISBN 2717849602.

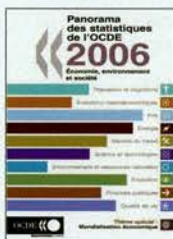
## Frankie.org par Stik





# Nouvelles publications de l'OCDE, mars à mai 2006

À LA UNE



## Panorama des statistiques de l'OCDE 2006 :

### Économie, environnement et société

Le deuxième numéro de cet annuaire statistique très complet porte sur tous les pays de l'OCDE et sur les grands thèmes abordés par l'organisation, avec un dossier spécial sur la mondialisation. Il comprend plus de cent indicateurs assortis de définitions, de tableaux chronologiques et de graphiques. Liens StatLink vers les données correspondantes.

[www.SourceOCDE.org/926403563X](http://www.SourceOCDE.org/926403563X)

ISBN 92-64-03563-X  
À paraître, 280p  
€50 \$63 £34 ¥6 800



## Vivre et travailler plus longtemps

Ce dernier rapport de la série *Viellissement et politiques de l'emploi* met à profit les expériences et les principaux enseignements tirés des pays de l'OCDE. Parmi les sujets traités : les désincitations au travail et les obstacles à l'emploi, l'amélioration des choix en matière de retraite et l'employabilité des travailleurs plus âgés. D'autres études par pays sont disponibles pour 20 pays de l'OCDE. Voir la série complète :

[www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org)  
[www.SourceOCDE.org/9264035907](http://www.SourceOCDE.org/9264035907)

ISBN 92-64-03590-7  
23-fév-2006, 162p  
€24 \$29 £16 ¥3 300

## ÉCONOMIE GÉNÉRALE



### Réformes économiques :

#### Objectif croissance 2006

Cette édition dresse un bilan des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des réformes visant à améliorer la productivité du travail.

ISBN 92-64-03593-1

20-mar-2006, 127p

€57 \$68 £37 ¥7 400

[www.SourceOCDE.org/9264035931](http://www.SourceOCDE.org/9264035931)

### Études économiques de l'OCDE : Chili

Examine les principaux enjeux de la politique économique : favoriser l'innovation, continuer à réformer la réglementation de manière à renforcer la concurrence, et mieux utiliser les ressources en main-d'œuvre.

ISBN 92-64-01356-3

À paraître, 150p

€50 \$63 £34 ¥6 800

[www.SourceOCDE.org/9264013563](http://www.SourceOCDE.org/9264013563)

### Études économiques de l'OCDE : Pays-Bas

Cette étude passe en revue les principaux enjeux économiques tels que : assurer la viabilité des dépenses publiques, améliorer la résilience du marché du travail, renforcer la concurrence sur les marchés de produits et développer les activités d'innovation.

ISBN 92-64-03671-7

À paraître, 160p

€35 \$37 £23 ¥4 600

[www.SourceOCDE.org/9264036717](http://www.SourceOCDE.org/9264036717)

### Études économiques de l'OCDE : Irlande

L'édition 2006 de l'étude économique consacrée à l'Irlande fait le point sur la façon dont ce pays peut maintenir les progrès économiques réalisés ces dernières années.

ISBN 92-64-2221-X

À paraître, 170p

€35 \$37 £23 ¥4 600

[www.SourceOCDE.org/926402221X](http://www.SourceOCDE.org/926402221X)

### Comptes nationaux des pays de l'OCDE :

#### volume 1, Principaux agrégats, 1993-2004

Cette édition analyse le PIB suivant les trois optiques (dépenses, production et revenus),

le revenu disponible, l'épargne et la capacité/besoin de financement, la population et l'emploi.

ISBN 92-64-02197-3

30-jan-2006, 392p

€105 \$131 £72 ¥14 400

[www.SourceOCDE.org/9264021973](http://www.SourceOCDE.org/9264021973)

## AGRICULTURE

### La multifonctionnalité dans l'agriculture :

#### Quel rôle pour le secteur privé ?

Ce rapport donne des éclaircissements sur les solutions non étatiques destinées à régler les effets positifs et négatifs de l'agriculture, dont la pollution.

ISBN 92-64-01448-9

15-déc-2005, 148p

€24 \$29 £16 ¥3 300

[www.SourceOCDE.org/9264014489](http://www.SourceOCDE.org/9264014489)

Ces publications sont disponibles auprès des établissements abonnés à notre service en ligne, **SourceOCDE**, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de s'abonner dès aujourd'hui !

Ces publications sont également disponibles sur la nouvelle **librairie en ligne** de l'OCDE à : [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org).

### Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE :

#### Vol. 1, Politiques et statistiques de base

Cette publication décrit les principaux développements dans le domaine des pêcheries de 2002 à 2004. Elle examine en particulier l'évolution des échanges, des politiques gouvernementales et de la production halieutique et aquacole.

ISBN 92-64-00905-1

À paraître, 530p

€100 \$125 £68 ¥13 700

[www.SourceOCDE.org/9264009051](http://www.SourceOCDE.org/9264009051)

### Les mécanismes du marché au service de la pêche : Comment faciliter leur utilisation

Cet ouvrage contribue à démystifier le concept de mécanismes de marché, et permet ainsi aux décideurs de définir des stratégies propices.

ISBN 92-64-03667-9

À paraître, 300p

€100 \$125 £68 ¥13 700

[www.SourceOCDE.org/9264036679](http://www.SourceOCDE.org/9264036679)

## AFFAIRES SOCIALES / MIGRATION / SANTÉ

### OECD Reviews of Health Systems :

#### Finland

ISBN 92-64-01382-2

7-déc-2005, 72p

€24 \$29 £16 ¥3 300

[www.SourceOCDE.org/9264013822](http://www.SourceOCDE.org/9264013822)

Disponible en anglais uniquement

## DÉVELOPPEMENT



### Coopération pour le développement Rapport 2005

Le rapport annuel de l'OCDE sur les politiques et programmes d'aide au développement. Il inclut des données statistiques sur les flux d'aide et analyse les grandes questions auxquelles sont confrontés les responsables de

l'aide au développement.

ISBN 92-64-03654-7

8-mar-2006, 284p

€52 \$65 £35 ¥7 100

[www.SourceOCDE.org/9264036547](http://www.SourceOCDE.org/9264036547)

### L'efficacité de l'aide alimentaire pour le développement : Les effets de l'aide liée

Cet ouvrage examine l'efficacité de l'aide alimentaire pour promouvoir la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Il démontre que l'aide alimentaire en nature a des coûts importants.

ISBN 9264-01348-2

À paraître, 110p

€24 \$30 £16 ¥3 300

[www.SourceOCDE.org/9264013482](http://www.SourceOCDE.org/9264013482)



**Measuring Aid Harmonisation and Alignment in 14 Partner Countries**  
ISBN 92-64-03579-6  
16-fév-2006, 188p  
€30 \$38 £21 ¥4 100  
www.SourceOECD.org/9264035796  
Disponible en anglais uniquement

**Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité : Volume 2**  
ISBN 92-64-03624-5  
31-mar-2006, 78p  
€24 \$29 £16 ¥3 300  
www.SourceOCDE.org/9264036245

## ÉCHANGES

**Au-delà des tarifs : Le rôle des obstacles non tarifaires dans le commerce mondial**  
Analyse dans quels domaines et pour quelles raisons les mesures non tarifaires continuent à poser des problèmes aux exportateurs et aux responsables de l'action publique.  
ISBN 92-64-01463-2  
12-déc-2005, 338p  
€70 \$88 £48 ¥9 600  
www.SourceOCDE.org/9264014632

Enregistrez-vous à notre **service d'alerte gratuit** pour obtenir nos divers bulletins dont  
« **What's New @ OECD** » à l'adresse  
www.oecd.org/OECDdirect-fr.

**Les réglementations environnementales et l'accès au marché**  
Ce rapport analyse comment les réglementations environnementales peuvent être des obstacles pour les pays en développement.  
ISBN 92-64-01375-X  
5-déc-2005, 315p  
€60 \$75 £41 ¥8 200  
www.SourceOCDE.org/926401375X

**Trade that Benefits the Environment and Development: Opening Markets for Environmental Goods and Services**  
ISBN 92-64-03577-X  
12-déc-2005, 178p  
€50 \$63 £34 ¥6 800  
www.SourceOECD.org/926403577X  
Disponible en anglais uniquement

## ÉDUCATION

**Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir**  
Cet ouvrage examine comment développer des scénarios et les utiliser pour répondre aux défis à long terme auxquels responsables politiques et praticiens sont confrontés.  
ISBN 92-64-02365-8  
À paraître, 160p  
€24 \$30 £16 ¥3 300  
www.SourceOCDE.org/9264023658

**Are Students Ready for a Technology-Rich World? What PISA Studies Tell Us**  
ISBN 92-64-03608-3

25-jan-2006, 138p  
€24 \$29 £16 ¥3 300  
www.SourceOECD.org/9264036083  
Disponible en anglais uniquement

**Personnaliser l'enseignement**  
Cet ouvrage passe en revue les approches différentes face aux principaux défis politiques concernant les contraintes imposées par la personnalisation de l'enseignement.  
ISBN 92-64-03661-X  
24-fév-2006, 144p  
€24 \$29 £16 ¥3 300  
www.SourceOCDE.org/926403661X

**Les politiques d'éducation pour les étudiants à risque et ceux présentant un handicap en Europe du Sud-Est**  
ISBN 92-64-03617-2  
À paraître, 390p  
Gratuit  
www.SourceOCDE.org/9264036172

## ÉNERGIE

**Slovak Republic: Energy Policy Review 2005**  
ISBN 92-64-10965-X  
27-mar-2006, 248p  
€75 \$94 £51 ¥10 400  
www.SourceOECD.org/926410965X  
Disponible en anglais uniquement

**Energy Policies of IEA Countries: Belgium 2005**  
ISBN 92-64-10937-4  
14-mar-2006, 204p  
€75 \$98 £50 ¥10 000  
www.SourceOECD.org/9264109374  
Disponible en anglais uniquement

**Energy Policies of IEA Countries: Norway 2005**  
ISBN 92-64-10935-8  
7-déc-2005, 208p  
€75 \$98 £50 ¥10 000  
www.SourceOECD.org/926410935  
Disponible en anglais uniquement

**Renewable Energy RD&D Priorities: Insights from IEA Technology Programme**  
ISBN 92-64-10955-2  
23-fév-2006, 224p  
€75 \$94 £51 ¥10 200  
www.SourceOECD.org/9264109552  
Disponible en anglais uniquement

## ENVIRONNEMENT

**Analyse coûts-avantages et environnement : Développements récents**  
Une analyse complète des méthodes conceptuelles et des développements méthodologiques les plus récents des analyses coûts-avantages et environnement.  
ISBN 92-64-01006-8  
À paraître, 330p  
€50 \$63 £34 ¥6 800  
www.SourceOCDE.org/9264010068

**Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children**  
ISBN 92-64-01397-0  
3-fév-2006, 310p

€57 \$71 £39 ¥7 800  
www.SourceOECD.org/9264013970  
Disponible en anglais uniquement

**Les bonnes pratiques de laboratoire : Principes de l'OCDE et directives pour évaluer leur respect**  
Compilation de tous les documents de l'OCDE concernant les bonnes pratiques de laboratoire et la vérification du respect des principes en la matière. L'ouvrage reproduit les trois documents du Conseil concernant l'acceptation mutuelle des données pour l'évaluation des produits chimiques.  
ISBN 92-64-014098  
À paraître, 155p  
€28 \$35 £19 ¥3 800  
www.SourceOCDE.org/9264014098

**Local Capital Markets for Environmental Infrastructure: Prospects in China, Kazakhstan, the Russian Federation and Ukraine**  
ISBN 92-64-03595-8  
17-fév-2006, 254p  
€45 \$56 £31 ¥6 100  
www.SourceOECD.org/9264035958  
Disponible en anglais uniquement

Une liste complète des distributeurs des publications et libraires dans votre pays est disponible sur notre site Internet :  
www.oecd.org/editions/distributeurs.  
Une liste des établissements abonnés à **SourceOCDE** est disponible sur :  
www.oecd.org/publishing/sourceoecdsubscribers.

**Financing Water and Environment Infrastructure: The Case of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia**  
ISBN 92-64-03606-7  
23-fév-2006, 144p  
€25 \$31 £17 ¥3 400  
www.SourceOECD.org/9264036067  
Disponible en anglais uniquement

## FINANCE ET INVESTISSEMENT / ASSURANCES ET PENSIONS

**Chine : Politiques ouvertes envers les fusions et acquisitions**  
Cet examen des politiques d'investissement examine les progrès réalisés pour élaborer un cadre institutionnel efficace pour les fusions et acquisitions transnationales en Chine, dresse l'inventaire des obstacles qui subsistent et propose différentes mesures que les pouvoirs publics pourraient prendre pour y remédier.  
ISBN 92-64-02195-7  
À paraître, 75p  
€30 \$38 £21 ¥4 100  
www.SourceOCDE.org/9264021957

**Credit Risk and Credit Access in Asia**  
ISBN 92-64-03597-4  
21-mar-2006, 410p  
€95 \$124 £64 ¥12 700



[www.SourceOECD.org/9264035974](http://www.SourceOECD.org/9264035974)  
Disponible en anglais uniquement

#### Ageing and Pension System Reform: Implications for Financial Markets and Economic Policies

ISBN 92-64-035753  
7-déc-2005, 195p  
€24 \$29 £16 ¥3 300  
[www.SourceOECD.org/9264035753](http://www.SourceOECD.org/9264035753)  
Disponible en anglais uniquement

#### Securities Markets in Eurasia

ISBN 92-64-01222-2  
5-déc-2005, 134p  
€35 \$44 £24 ¥4 800  
[www.SourceOECD.org/9264012222](http://www.SourceOECD.org/9264012222)  
Disponible en anglais uniquement

#### Dépenses publiques en Chine :

**Relever le défi de l'efficacité et de l'équité**  
Dresse un tableau détaillé et actualisé de l'état présent des politiques de la Chine en matière de dépenses publiques, des principales réformes en cours et des problèmes à résoudre.  
ISBN 92-64-03632-6  
À paraître, 160p  
€30 \$38 £21 ¥4 100  
[www.SourceOCDE.org/9264036326](http://www.SourceOCDE.org/9264036326)

#### Challenges to Fiscal Adjustment in Latin America: The Cases of Argentina, Brazil, Chile and Mexico

ISBN 92-64-02207-4  
23-fév-2006, 166p  
€45 \$56 £31 ¥6 100  
[www.SourceOECD.org/9264022074](http://www.SourceOECD.org/9264022074)  
Disponible en anglais uniquement

## FISCALITÉ



#### Les impôts sur les salaires : 2004-2005

Source d'information unique sur l'impôt sur le revenu versé par les salariés et les cotisations de sécurité sociale qui s'appliquent aux salariés et aux employeurs dans les pays de l'OCDE. Cette publication annuelle précise également quelles prestations sont payées en espèces aux familles. Elle inclut une étude spéciale intitulée « Le travail à temps partiel et les impôts sur les salaires ».  
ISBN 92-64-02204-X  
À paraître, 480p  
€66 \$83 £45 ¥9 100  
[www.SourceOCDE.org/926402204X](http://www.SourceOCDE.org/926402204X)

## GOVERNANCE

#### Suisse : Saisir les opportunités de croissance

Cet examen de la réforme réglementaire explore les améliorations possibles de la qualité réglementaire dans le contexte institutionnel suisse.  
ISBN 92-64-02249-X  
31-mar-2006, 200p  
€45 \$56 £31 ¥6 200  
[www.SourceOCDE.org/926402249X](http://www.SourceOCDE.org/926402249X)

#### Corporate Governance of Non-Listed Companies in Emerging Markets

ISBN 92-64-03573-7  
17-fév-2006, 264p  
€65 \$85 £44 ¥8 700  
[www.SourceOECD.org/9264035737](http://www.SourceOECD.org/9264035737)  
Disponible en anglais uniquement

#### Intégrité du secteur public :

**Un cadre d'évaluation**  
Ce cadre d'évaluation fournit aux responsables politiques et aux gestionnaires une feuille de route pour concevoir et mener des évaluations fiables d'organisations et de secteurs d'activités publics.  
ISBN 92-64-01061-0  
À paraître, 380p  
€55 \$72 £37 ¥7 400  
[www.SourceOCDE.org/9264010610](http://www.SourceOCDE.org/9264010610)

Grâce à la librairie en ligne de l'OCDE, vous pouvez commander les versions imprimées des publications ainsi que les versions PDF rapidement téléchargeables.

## POLITIQUES URBAINES, RURALES ET RÉGIONALES

#### The Mesoamerican Region : Southeastern and Central America

ISBN 92-64-02191-4  
16-mar-2006, 198p  
€40 \$50 £27 ¥5 500  
[www.SourceOECD.org/9264021914](http://www.SourceOECD.org/9264021914)  
Disponible en anglais uniquement

#### OECD Territorial Reviews:

Stockholm, Sweden  
ISBN 92-64-02252-X  
7-mar-2006, 218p  
Gratuit  
Disponible en anglais uniquement

## SCIENCE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

#### Innovation and Knowledge-Intensive Service Activities

ISBN 92-64-02273-2  
16-mar-2006, 179p  
€40 \$50 £27 ¥5 500  
[www.SourceOECD.org/9264022732](http://www.SourceOECD.org/9264022732)  
Disponible en anglais uniquement

#### Innovation in Energy Technology: Comparing National Innovation Systems at the Sectoral Level

ISBN 92-64-01407-1  
1-mar-2006, 326p  
€55 \$69 £38 ¥7 500  
[www.SourceOECD.org/9264014071](http://www.SourceOECD.org/9264014071)  
Disponible en anglais uniquement

#### Innovation in Pharmaceutical Biotechnology: Comparing National Innovation Systems at the Sectoral Level

ISBN 92-64-01403-9  
28-mar-2006, 187p  
€45 \$56 £31 ¥6 100  
[www.SourceOECD.org/9264014039](http://www.SourceOECD.org/9264014039)  
Disponible en anglais uniquement

#### Études de l'OCDE sur l'administration électronique : Danemark

Cet ouvrage fournit un tour d'horizon systématique des développements et défis auxquels l'administration électronique du Danemark est confrontée.  
ISBN 92-64-01234-6  
20-déc-2005, 260p  
€40 \$50 £27 ¥5 600  
[www.SourceOCDE.org/9264012362](http://www.SourceOCDE.org/9264012362)

## TRANSPORTS

#### Évolution des transports : 1970-2004

Cette publication fournit les statistiques les plus récentes sur les transports de passagers et de marchandise en Europe et s'efforce de mettre en évidence, notamment à l'aide de graphiques, les tendances majeures.  
ISBN 92-82-12351-0  
3-fév-2006, 70p  
€24 \$29 £16 ¥3 300  
[www.SourceOCDE.org/9282123510](http://www.SourceOCDE.org/9282123510)

## À PARAÎTRE

Examens territoriaux de l'OCDE, France

Les environnements d'apprentissage du XXI<sup>e</sup> siècle

L'enseignement supérieur en Irlande

L'impact des systèmes éducatifs sur l'apprentissage tout au long de la vie

Perspectives économiques en Afrique 2005/2006

Perspectives de l'emploi 2006 : Stimuler l'emploi et les revenus

Perspectives des migrations internationales Édition 2005

Rechercher la cohérence : Les pêcheries et les politiques de développement

Disponible en anglais uniquement:  
Energy Policies of IEA Countries: New Zealand. 2006 Review

ICT in Non-Formal and Adult Education: Supporting Out of School Youth and Adults

Light's Labour's Lost: Policies for Energy-Efficient Lighting

OECD Review of Agricultural Policies in South Africa



Road Safety Performance: Russian Federation

Where Immigrant Students Succeed: A Comparative Review of Performance and Engagement in PISA 2003

## PÉRIODIQUES PARUS RÉCEMMENT

Bulletin de droit nucléaire  
www.SourceOCDE.org/03043428

Comptes nationaux trimestriels  
www.SourceOCDE.org/02577801

Électricité, charbon, gaz et pétrole : Statistiques trimestrielles  
www.SourceOCDE.org/10259988

Energy Prices and Taxes  
www.SourceOCDE.org/02562332  
Disponible en anglais uniquement

Études économiques de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/03043363

Financial Market Trends  
www.SourceOCDE.org/0378651X  
Disponible en anglais uniquement

Journal of Business Cycle Measurement and Analysis  
www.SourceOCDE.org/17293618  
Disponible en anglais uniquement

L'Observateur de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/03043398

Perspectives économiques de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/03043274  
Version préliminaire disponible le 23 mai 2006

Politiques et gestion de l'enseignement supérieur  
www.SourceOCDE.org/1682346X

Principaux indicateurs de la science et de la technologie  
www.SourceOCDE.org/1011792X

Principaux indicateurs économiques  
www.SourceOCDE.org/04745523

Revue sur le développement  
www.SourceOCDE.org/15633144

Réformes économiques  
www.SourceOCDE.org/18132731

Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire  
www.SourceOCDE.org/16087151

Revue de l'OCDE sur le droit et la politique de la concurrence  
www.SourceOCDE.org/15607798

Revue économique de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/02550830

Statistiques du commerce international par produit  
www.SourceOCDE.org/10288376

Statistiques mensuelles du commerce international  
www.SourceOCDE.org/16070623

Statistiques trimestrielles de la population active  
www.SourceOCDE.org/02553627

Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide  
www.SourceOCDE.org/10238875

## BASES DE DONNÉES DE L'OCDE RÉCEMMENT MISES À JOUR

Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales  
www.SourceOCDE.org/1608117X

Base de données des sciences et de la technologie  
www.SourceOCDE.org/16081242

Base de données des télécommunications de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/16081315

Base de données STAN pour l'analyse de l'industrie  
www.SourceOCDE.org/16081307

Bases de données de l'agriculture et de l'alimentation  
www.SourceOCDE.org/16081056

Compendium des données statistiques  
www.SourceOCDE.org/17272777

Comptes nationaux  
www.SourceOCDE.org/16081188

ITCS Statistiques du commerce international par produit  
www.SourceOCDE.org/16081218

Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques  
www.SourceOCDE.org/16081293

OCDE Eco-Santé  
www.SourceOCDE.org/16836243

Principaux indicateurs économiques  
www.SourceOCDE.org/16081234

Regards sur l'éducation – Base de données de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/16081250

Rentabilité des banques  
www.SourceOCDE.org/16081064

Statistiques d'assurance  
www.SourceOCDE.org/16812026

Statistiques de l'emploi  
www.SourceOCDE.org/16081161

Statistiques fiscales de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/18169473

Statistiques de l'investissement direct international  
www.SourceOCDE.org/16081080

Statistiques des investisseurs institutionnels  
www.SourceOCDE.org/16081072

Statistiques des migrations internationales  
www.SourceOCDE.org/16081269

Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/16081153

Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE  
www.SourceOCDE.org/16081099

Statistiques des services  
www.SourceOCDE.org/16081277

Statistiques du développement international  
www.SourceOCDE.org/16081110

Statistiques mensuelles du commerce international  
www.SourceOCDE.org/16081226

## Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur  
www.ocde.org/publications/syntheses

Améliorer la gestion de l'eau : l'expérience récente de l'OCDE

Droit et politique de la concurrence en Suisse

Étude économique de l'Irlande, 2006

Inscrire l'adaptation au changement climatique au sein du développement

La Chine et l'OCDE

L'OCDE et l'OMC

Maintenir la salubrité de l'eau

Promouvoir le développement durable à l'OCDE

Réformer l'impôt sur le revenu des personnes physiques

Disponible en anglais uniquement :  
Challenges for China's Public Spending



# Droits devant

*L'intégration des droits de l'homme dans le développement*

Jannat Bibi, qui vit dans un village au sud du Pakistan, a été fiancée à trois ans. Son histoire aurait dû s'arrêter là. Mais à 16 ans, Jannat a participé au *Girl Child Project*, une initiative de l'UNICEF et de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), dont les travailleurs l'ont encouragée à ne pas se révolter contre sa famille, mais à la convaincre de soutenir ses choix personnels. Malgré une forte résistance au début, Jannat a réussi à persuader ses proches de rompre les fiançailles. Ce projet d'assistance aux jeunes filles a changé sa vie.

Depuis quelques années, il y a une convergence entre la notion de droits de l'homme et le domaine du développement. Par exemple, les Objectifs du millénaire pour le développement reconnaissent que le développement repose sur les bases de la gouvernance démocratique, de l'état de droit, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité. Cette reconnaissance croissante de l'importance de la dignité humaine, et du lien fondamental entre la violation des droits et la pauvreté, l'exclusion, la dégradation de l'environnement, la vulnérabilité et les conflits, a mené de nombreux pays de l'OCDE et donateurs multilatéraux à considérer les droits de l'homme comme un moyen d'améliorer la qualité de la coopération pour le développement. Certains ont adopté des approches fondées

sur les droits de l'homme, tandis que d'autres préfèrent intégrer de façon implicite ces droits à diverses dimensions de leurs efforts pour le développement, notamment dans les programmes de gouvernance.

*L'intégration des droits de l'homme dans le développement*, élaboré par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, montre comment ces approches apportent une valeur ajoutée à la qualité et à la réussite de l'aide au développement. Cette étude, la plus complète et la plus actualisée du genre, montre comment les organismes donateurs intègrent de manière stratégique les droits de l'homme dans leur travail, de l'amélioration de l'alphabétisation en Iran à l'accès équitable à l'eau en Tanzanie.

Des exemples comme le *Girl Child Project*, ou encore le programme UNIFEM pour le droit des femmes à la terre en Asie centrale, illustrent les nouvelles possibilités et les défis théoriques et pratiques liés à l'évolution des partenariats entre donateurs et pays bénéficiaires. En dehors de considérations éthiques, politiques et humanitaires, la prise en compte des droits de l'homme est de plus en plus reconnue comme un instrument pour atteindre des objectifs allant d'une meilleure gouvernance à l'efficacité de l'aide. Comme pour Jannat, cela peut changer des vies. ■

ISBN 9264022112. Voir les *Nouvelles publications* ou [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org) pour commander l'ouvrage.

## BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE*

☐ **Oui**, je désire m'abonner à *L'Observateur* pour 6 exemplaires avec le supplément *l'OCDE en chiffres* d'une valeur de €15.

TARIF SPÉCIAL POUR DEUX ANS DISPONIBLE UNIQUEMENT SUR [www.observeurocde.org/abonnement.html](http://www.observeurocde.org/abonnement.html)

- ☐ €57
- ☐ US\$68
- ☐ £37
- ☐ ¥7 400

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- ☐ Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054
- ☐ Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne: [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

### Où effectuer la livraison ?

Nom .....  
 Organisation ..... Profession .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....

Pays .....  
 Téléphone .....  
 Fax .....  
 E-mail .....

### Règlement

- ☐ Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
  - ☐ Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/MasterCard/American Express
- TOTAL À PAYER: .....  
 N° de carte ..... Date d'expiration .....

Signature .....  
 Date .....

### Où envoyer votre commande



Pour les États-Unis  
 Turpin Distribution  
 The Bleachery  
 143 West Street, New Milford  
 Connecticut 06776 USA  
 Tel: (1) 800 456 6323  
 Fax: (1) 860 530 0039  
 Email:  
[oecdna@turpin-distribution.com](mailto:oecdna@turpin-distribution.com)

Pour le reste du monde  
 Turpin Distribution Services Ltd.  
 Stratton Business Park  
 Pegasus Drive, Biggleswade  
 Bedfordshire SG18 8QB, UK  
 Tel: (44) 1767 604 960  
 Fax: (44) 1767 604 640  
 E-mail:  
[oecdrow@extenza-turpin.com](mailto:oecdrow@extenza-turpin.com)



# Déchets en expansion

L'Irlande, qui a connu l'expansion économique la plus rapide de l'OCDE ces dernières années, est également le premier producteur de déchets municipaux par habitant de la zone OCDE, avec 760 kilos par personne en 2003, selon le dernier *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Les États-Unis viennent en deuxième position, avec 740 kilos par habitant. L'Islande et la Norvège sont les seuls autres pays à dépasser les 700 kg. La Pologne a le niveau le plus bas, avec 260 kg, après la République tchèque. La moyenne de l'OCDE est de 570 kg par habitant.

Le total des déchets municipaux générés dans l'OCDE a augmenté de 14 % entre 1995 et 2003. En Irlande, l'augmentation a été de 62 %, pour un total de 3 millions de tonnes en 2003, ce qui reflète une progression rapide à partir d'un seuil relativement bas : en Finlande, au cours de la même période, la production de déchets a augmenté de 12 % et représente

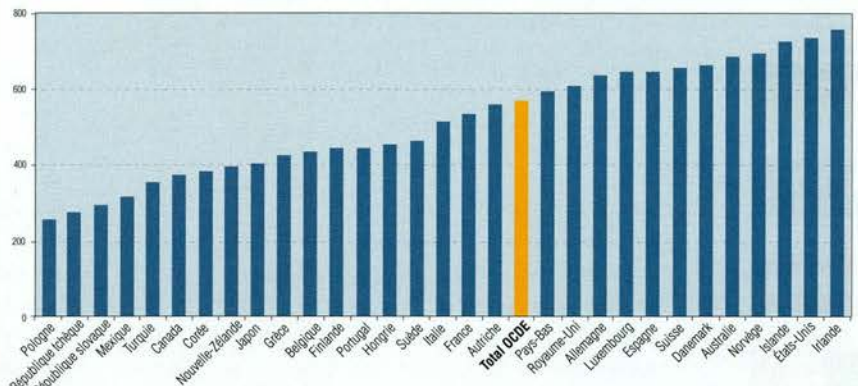
aujourd'hui 2,3 millions de tonnes. Les seuls membres de l'OCDE à enregistrer un recul étaient les pays en transition d'Europe centrale et orientale.

Les États-Unis ont produit 214 millions de tonnes de déchets, soit 36 % du total. L'Allemagne et le Japon en ont respectivement

généralisé 53 et 52 millions de tonnes, suivis par le Royaume-Uni (37), la France (34), le Mexique (34) et l'Italie (30). Cela représente un total de 240 millions de tonnes, pour presque 500 millions d'habitants, contre 293 millions d'habitants aux États-Unis. ■

Commandez le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sur [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org).

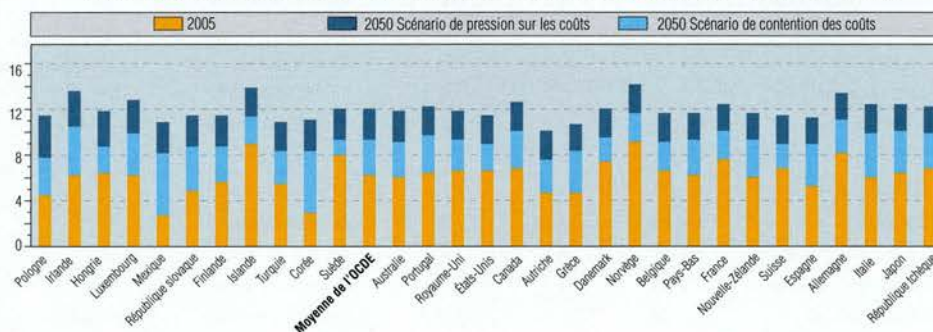
**Production de déchets municipaux**  
kg par habitant, 2003 ou dernière année disponible



Source : *Panorama des statistiques de l'OCDE 2006*

## Augmentation des dépenses de santé

Projections des dépenses de santé publique et de soins de longue durée (en % du PIB)



Source : OCDE

## Mauvais diagnostic

Le coût public de la santé et des soins de longue durée va doubler d'ici 2050 si les tendances actuelles perdurent, selon un nouveau rapport de l'OCDE. La hausse des demandes de soins de la part de populations vieillissantes et plus riches pourrait faire passer le coût moyen de la santé dans la zone OCDE de 6,7 % à 12,8 % du PIB. Si les gouvernements parvenaient à contenir cette hausse, les dépenses atteindraient quand même environ 10 % du PIB au milieu du siècle.

















Les dépenses de santé connaissent d'autres pressions que le vieillissement de la population. Les progrès en technologie médicale ainsi qu'une diffusion rapide des services de santé pousseront aussi les dépenses

à la hausse : même si la technologie permet de faire baisser le coût des soins individuels, la demande de ces soins va augmenter.















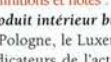
Dans le pire des cas, si la tendance actuelle persiste, l'Islande, la Norvège et l'Irlande pourraient voir leurs dépenses de santé s'élever respectivement à 15,2 %, 15 % et 14,5 % du PIB. Même avec une augmentation des dépenses maîtrisée à hauteur du taux de croissance, ces proportions passeraient de 6,6 % à 10,7 % en Italie, de 6,9 % à 10,9 % au Japon, et de 5,6 % à 9,6 % en Espagne. Ces hausses reflètent des choix sur l'importance de la santé dans le budget. Cependant, les gouvernements seront forcés de maîtriser les dépenses afin de les rendre viables. ■

Voir « *Projecting OECD health and long-term care expenditures: what are the main drivers?* », document de travail n° 475, département des Affaires économiques, janvier 2006, disponible (en anglais uniquement) sur [www.oecd.org/eco](http://www.oecd.org/eco).



			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
<b>Allemagne</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,0	1,6	Balance courante	T4 05	25,02	25,39
	Indicateur avancé	fév. 06	0,8	5,9	Taux de chômage	fév. 06	8,90	9,70
	Prix à la consommation	fév. 06	0,4	2,1	Taux d'intérêt		*	*
<b>Australie</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,5	2,7	Balance courante	T4 05	-10,74	-12,25
	Indicateur avancé	fév. 06	0,0	1,7	Taux de chômage	mar. 06	5,00	5,20
	Prix à la consommation	T4 05	0,5	2,8	Taux d'intérêt	fév. 06	5,61	5,63
<b>Autriche</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,7	1,9	Balance courante	T3 05	0,71	0,05
	Indicateur avancé	fév. 06	0,9	6,6	Taux de chômage	fév. 06	5,10	5,10
	Prix à la consommation	fév. 06	0,3	1,2	Taux d'intérêt		*	*
<b>Belgique</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,6	1,4	Balance courante	T4 05	-1,96	2,68
	Indicateur avancé	fév. 06	0,7	5,1	Taux de chômage	fév. 06	8,20	8,40
	Prix à la consommation	mar. 06	0,0	1,7	Taux d'intérêt		*	*
<b>Canada</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,6	2,9	Balance courante	T4 05	11,32	4,32
	Indicateur avancé	fév. 06	0,6	1,5	Taux de chômage	fév. 06	6,40	7,00
	Prix à la consommation	fév. 06	-0,2	2,2	Taux d'intérêt	mar. 06	3,93	2,64
<b>Corée</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,6	5,3	Balance courante	fév. 06	-0,39	1,44
	Indicateur avancé	fév. 06	3,6	10,0	Taux de chômage	fév. 06	3,60	3,70
	Prix à la consommation	fév. 06	0,2	2,3	Taux d'intérêt	fév. 06	4,30	3,60
<b>Danemark</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,1	3,8	Balance courante	T4 05	2,57	1,13
	Indicateur avancé	fév. 06	-0,1	7,6	Taux de chômage	fév. 06	4,40	5,30
	Prix à la consommation	fév. 06	1,0	2,1	Taux d'intérêt	mar. 06	2,79	2,13
<b>Espagne</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,9	3,5	Balance courante	déc. 05	-7,06	-5,43
	Indicateur avancé	fév. 06	-0,3	0,4	Taux de chômage	fév. 06	8,70	9,90
	Prix à la consommation	fév. 06	0,0	4,0	Taux d'intérêt		*	*
<b>États-Unis</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,4	3,2	Balance courante	T4 05	-224,88	-188,36
	Indicateur avancé	fév. 06	0,5	3,2	Taux de chômage	fév. 06	4,80	5,40
	Prix à la consommation	fév. 06	0,2	3,6	Taux d'intérêt	mar. 06	4,88	2,97
<b>Finlande</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,9	2,9	Balance courante	jan. 06	0,38	0,49
	Indicateur avancé	fév. 06	-0,4	2,4	Taux de chômage	fév. 06	8,10	8,50
	Prix à la consommation	fév. 06	0,8	1,4	Taux d'intérêt		*	*
<b>France</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,4	1,5	Balance courante	jan. 06	-3,93	-4,69
	Indicateur avancé	fév. 06	0,2	2,1	Taux de chômage	fév. 06	9,10	9,70
	Prix à la consommation	fév. 06	0,4	1,9	Taux d'intérêt		*	*
<b>Grèce</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	-0,2	3,7	Balance courante	jan. 06	-2,11	-1,80
	Indicateur avancé	fév. 06	1,1	3,8	Taux de chômage	déc. 05	9,60	10,20
	Prix à la consommation	fév. 06	-1,2	3,2	Taux d'intérêt		*	*
<b>Hongrie</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,0	4,2	Balance courante	T4 05	-1,55	-1,92
	Indicateur avancé	fév. 06	1,3	12,1	Taux de chômage	fév. 06	7,60	6,70
	Prix à la consommation	fév. 06	0,2	2,5	Taux d'intérêt	mar. 06	6,16	7,41
<b>Irlande</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,9	5,1	Balance courante	T4 05	-0,66	-0,57
	Indicateur avancé	fév. 06	1,3	14,0	Taux de chômage	fév. 06	4,30	4,30
	Prix à la consommation	fév. 06	1,1	3,3	Taux d'intérêt		*	*
<b>Islande</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	-3,7	3,6	Balance courante	T4 05	-0,85	-0,53
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 06	1,40	2,40
	Prix à la consommation	mar. 06	1,1	4,4	Taux d'intérêt	fév. 06	14,05	7,99
<b>Italie</b> 	Produit intérieur brut	T3 05	0,3	0,1	Balance courante	oct. 05	-1,37	-1,56
	Indicateur avancé	fév. 06	0,2	-0,1	Taux de chômage	déc. 05	7,70	7,90
	Prix à la consommation	mar. 06	0,2	2,1	Taux d'intérêt		*	*



			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
<b>Japon</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,3	4,3	Balance courante	jan. 06	12,93	13,92
	Indicateur avancé	fév. 06	0,1	1,3	Taux de chômage	fév. 06	4,10	4,70
	Prix à la consommation	fév. 06	-0,3	0,4	Taux d'intérêt	mar. 06	0,07	0,04
<b>Luxembourg</b> 	Produit intérieur brut	T1 05	-4,9	3,1	Balance courante	T4 05	1,15	1,07
	Indicateur avancé	fév. 06	1,4	10,5	Taux de chômage	fév. 06	5,40	5,00
	Prix à la consommation	fév. 06	1,7	3,0	Taux d'intérêt		*	*
<b>Mexique</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,6	2,7	Balance courante	T4 05	-0,90	-2,94
	Indicateur avancé	fév. 06	0,8	4,0	Taux de chômage	sept. 05	3,50	3,90
	Prix à la consommation	fév. 06	0,2	3,7	Taux d'intérêt	mar. 06	7,38	9,74
<b>Norvège</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,2	2,5	Balance courante	T4 05	14,67	9,58
	Indicateur avancé	fév. 06	0,7	8,4	Taux de chômage	déc. 05	4,20	4,50
	Prix à la consommation	fév. 06	0,9	2,6	Taux d'intérêt	mar. 06	2,72	2,02
<b>Nouvelle-Zélande</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,0	1,9	Balance courante	T4 05	-2,34	-1,88
	Indicateur avancé	jan. 06	-0,5	-4,7	Taux de chômage	T4 05	3,60	3,60
	Prix à la consommation	T4 05	0,7	3,2	Taux d'intérêt	mar. 06	7,49	6,99
<b>Pays-Bas</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,8	2,1	Balance courante	T4 05	10,63	15,14
	Indicateur avancé	fév. 06	0,8	4,5	Taux de chômage	fév. 06	4,40	4,90
	Prix à la consommation	fév. 06	0,4	1,1	Taux d'intérêt		*	*
<b>Pologne</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	12,0	4,7	Balance courante	jan. 06	-0,33	-0,68
	Indicateur avancé	fév. 06	0,1	7,0	Taux de chômage	fév. 06	17,00	18,00
	Prix à la consommation	fév. 06	0,0	1,1	Taux d'intérêt	mar. 06	4,17	5,91
<b>Portugal</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,1	0,7	Balance courante	jan. 06	-1,30	-1,88
	Indicateur avancé	fév. 06	0,4	2,3	Taux de chômage	fév. 06	7,70	7,30
	Prix à la consommation	fév. 06	0,2	2,8	Taux d'intérêt		*	*
<b>République slovaque</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,8	6,7	Balance courante	T4 05	-1,83	-0,24
	Indicateur avancé	fév. 06	0,6	-2,1	Taux de chômage	fév. 06	15,80	16,70
	Prix à la consommation	fév. 06	0,6	4,4	Taux d'intérêt	déc. 05	6,12	7,44
<b>République tchèque</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	1,9	6,7	Balance courante	T4 05	0,03	-0,95
	Indicateur avancé	fév. 06	0,7	8,5	Taux de chômage	fév. 06	7,70	8,00
	Prix à la consommation	fév. 06	0,1	2,8	Taux d'intérêt	mar. 06	2,08	2,08
<b>Royaume-Uni</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,6	1,8	Balance courante	T4 05	-19,16	-10,14
	Indicateur avancé	fév. 06	0,1	-0,2	Taux de chômage	déc. 05	4,90	4,60
	Prix à la consommation	fév. 06	0,4	2,4	Taux d'intérêt	mar. 06	4,53	4,92
<b>Suède</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,7	2,9	Balance courante	T4 05	5,48	6,63
	Indicateur avancé	déc. 05	-0,9	3,6	Taux de chômage	mar. 05	6,30	6,30
	Prix à la consommation	fév. 06	0,5	0,6	Taux d'intérêt	mar. 06	1,96	1,97
<b>Suisse</b> 	Produit intérieur brut	T4 05	0,5	2,8	Balance courante	T3 05	11,84	12,84
	Indicateur avancé	fév. 06	0,2	4,3	Taux de chômage	T3 05	4,50	4,40
	Prix à la consommation	fév. 06	0,3	1,4	Taux d'intérêt	fév. 06	1,18	0,76
<b>Turquie</b> 	Produit intérieur brut	T3 05	31,6	7,0	Balance courante	T4 05	-6,06	-4,19
	Indicateur avancé	fév. 06	0,3	1,0	Taux de chômage	T4 05	10,60	10,00
	Prix à la consommation	mar. 06	0,3	10,1	Taux d'intérêt	déc. 05	14,00	19,87
<b>Zone euro</b> 	Produit intérieur brut	T3 05	0,6	1,6	Balance courante	jan. 06	-3,97	-1,47
	Indicateur avancé	fév. 06	0,5	3,4	Taux de chômage	fév. 06	8,20	8,80
	Prix à la consommation	fév. 06	0,3	2,4	Taux d'intérêt	mar. 06	2,72	2,14

## Définitions et notes :

**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour l'Islande, la Pologne, le Luxembourg et la Turquie. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services.

**Balance courante** : Milliards USD ; corrigées des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile – taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. \* Voir Zone euro. ... = pas disponible.

Source : Principaux Indicateurs économiques, avril 2006.



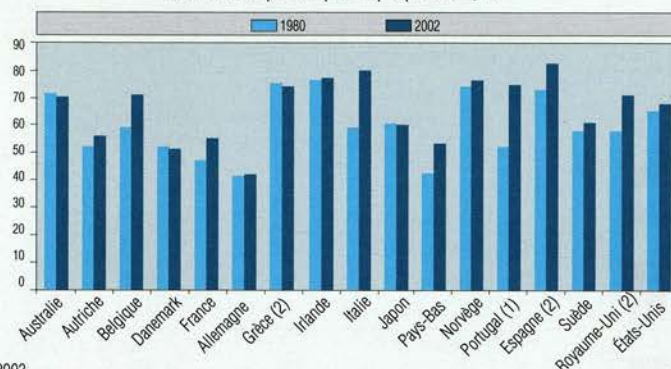
## Propriété en hausse

**A**u cours des 20 dernières années, il est devenu plus courant d'être propriétaire de son logement que d'en être locataire dans la zone OCDE. L'Allemagne est le seul pays où l'occupation d'un logement par son propriétaire représente moins de 50 % du total, une proportion restée quasiment inchangée depuis les années 80. Ailleurs, ce taux a sensiblement augmenté, notamment en France, en Italie et aux Pays-Bas, les fortes flambées de ces dernières années reflétant les booms immobiliers. L'Espagne a enregistré des hausses particulièrement fortes : en 2004, le taux d'occupation par le propriétaire était le plus haut, à 83 %, juste devant l'Italie à 80 %. Au Portugal, ce taux est passé de 64 % en 2002 à 75 % en 2004. Si l'on peut dégager une tendance, les plus forts taux d'occupation par les propriétaires se trouvent dans les pays anglo-saxons et méditerranéens, bien que la Norvège, à 77 % en 2002, se situe aussi très haut.

Dans la plupart des pays, les prix de l'immobilier ont également augmenté en termes réels depuis le milieu des années 90, reflétant l'importance grandissante de l'immobilier dans la reprise économique actuelle. Cependant, les prix pourraient être surévalués dans certains

### Propriétaires de leur logement

Taux d'occupation par le propriétaire, %



Note: (1) 2003  
(2) 2004

Source : OCDE

pays, bien que dans une mesure qui dépend largement des taux d'intérêts à long terme et d'autres variables fondamentales. Néanmoins, les responsables politiques et les nouveaux propriétaires sont préoccupés, car une correction à la baisse pourrait être forte et prolongée, avec des conséquences sur les dépenses et l'investissement. ■

Voir « Recent House Price Developments: The Role of Fundamentals », document de travail n° 475, département des Affaires économiques, janvier 2006, disponible (en anglais uniquement) sur [www.oecd.org/eco](http://www.oecd.org/eco).

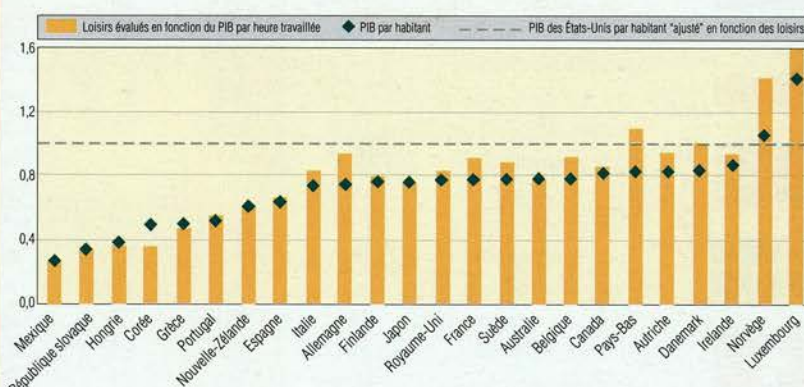
## Éloge des loisirs

**P**our la plupart des gens, plus de temps libre contribue au bien-être, tant qu'il ne s'accompagne pas d'une baisse de revenu. On entend souvent dire que les travailleurs américains gagnent plus, mais qu'ils travaillent aussi davantage d'heures, alors que les Européens préfèrent plus de loisirs à plus de travail et plus d'argent, et sont donc dans une meilleure position. Mais si l'on attribuait, de manière arbitraire, une valeur monétaire au temps de loisir, cela modifierait-il le classement des PIB par habitant en faveur des pays européens ? Pas vraiment, selon la dernière édition d'*Objectif croissance*. L'étude montre que le PIB par habitant ajusté en tenant compte du temps de loisir est plus élevé que le PIB normalement calculé. Mais le classement des pays de l'OCDE reste d'une manière générale le même, avec les États-Unis dans les cinq premiers.

Par ailleurs, le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2006* montre que les dépenses de loisirs ont augmenté plus vite que la moyenne de l'OCDE aux États-Unis pendant les dix dernières années. Ces dépenses des ménages et des pouvoirs publics dans la culture et les divertissements incluent des éléments variés, de la musique aux animaux domestiques et à la photographie en passant par le sport et les spectacles. Elles incluent le jardinage et les jeux d'argent, mais pas les

### PIB ajusté en tenant compte des loisirs

par habitant, par rapport aux États-Unis, 2002



Source : OCDE

restaurants, les hôtels et la plupart des voyages. Selon cette mesure, les États-Unis dépensent plus que la France, mais moins que l'Espagne ou que le Royaume-Uni. ■

Voir *Objectif croissance*, chapitre 6, et le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, disponibles sur [www.oecdlibrairie.org](http://www.oecdlibrairie.org).





## CERTIFIÉ QUALITÉ

Vous offrir la satisfaction totale en matière de produits et de services, tel est l'objectif de la démarche qualité menée par Maroc Telecom et aujourd'hui couronnée par la Certification ISO 9001 version 2000. Dans cette démarche de Qualité Totale, nous avons mobilisé toutes nos ressources pour certifier l'ensemble de nos activités. Fiers de nos ambitions et de nos engagements, nous souhaitons aujourd'hui les afficher haut et fort et remercier tous nos clients qui, par leur exigence, nous aident à pousser toujours plus loin nos performances.



اتصالات المغرب  
Maroc Telecom





Fourniture d'énergie et de services, transport-stockage et distribution de gaz naturel : telles sont les activités quotidiennes de Gaz de France depuis plus de 50 ans. Groupe intégré sur toute la chaîne gazière, Gaz de France déploie son savoir-faire en Europe, en plaçant le développement durable au cœur de sa stratégie de croissance. [www.gazdefrance.com](http://www.gazdefrance.com)

Publicité

australie - © Médiathèque Gaz de France / X. Renaud / F. Duncou / P.-F. Grosjean / P. Delavie / A. Keller - Getty Images/Digital Vision - Gaz de France SA au capital de 983 871 988 € - 542 107 651 RCS Paris



Gaz de France  
maîtrise  
la chaîne gazière  
de A à Z, et  
dans bien d'autres  
alphabets.



Ici. Là-bas. Pour vous. Pour demain.